

La lutte des prisonniers révolutionnaires pour leur regroupement (pages 17 à 24)

L'Internationale

Mensuel • 15 F N° 10 • Septembre/octobre 1984



Renforcer la reprise de l'offensive de la classe

De plus en plus, après la phase de déception-résignation qui a suivi en France l'après-10 mai 1981, à différents niveaux, se traduisant par un attentisme quasi-généralisé, les initiatives d'une reprise de l'initiative de la guerre de classe par les prolétaires organisés - antagonistes au système de destruction qu'est le capital voient le jour un peu partout.

Car les prolétaires n'ont rien à attendre d'un régime qui ouvertement, dicit Charles Hernu au *Figaro* début septembre, se place de plus en plus dans le camp de l'Otan, et qui comme tous les pays membres de ce Pacte belliciste, restructure son économie dans le sens de la guerre impérialiste et en vue de diviser, de briser la classe ouvrière pour mieux l'exploiter.

L'offensive de cet été d'*Action directe*, dont nous publions deux communiqués, se situe dans cette volonté générale de ne pas subir les plans de mort du capital des multinationales et des États à son service, elle exprime la continuité d'une organisation communiste que le pouvoir voudrait réduire à une bande de truands. Mais cette offensive, qui se place à un degré élevé d'organisation, cette capacité de porter des coups à des structures sensibles du parti de la guerre — Institut Atlantique, ministère de l'Industrie, ministère de la Guerre (action contre le Bureau de recherche et de programmation), European space agency, Ueo — n'est que la manifestation apparente d'une tendance générale du prolétariat à relever la tête et à se donner les moyens de sa libération.

Sur le front des usines, afin de contrer les plans du gouvernement et du patronat, divers regroupements, de nombreuses initiatives se posent aujourd'hui le problème de la reprise d'une offensive dépassant le réformisme et le carcan du consensus. Cela se traduit par un durcissement des luttes, par la multiplication des actes de sabotages et par une méfiance accrue envers les bureaucrates syndicaux.

Sur le front des prisons, les révolutionnaires et les prolétaires emprisonnés commencent eux aussi à reprendre l'initiative de la lutte. C'est le cas des révolutionnaires basques, des femmes de Fleury Merogis, de cinq militants communistes en grève de la faim illimitée pour le regroupement et d'autres encore. A noter aussi la réapparition de groupes extérieurs dénonçant l'univers carcéral et la « justice » social démocrate.

De la résistance à l'action politico-militaire, l'heure est aujourd'hui plus que jamais à la reprise de l'offensive. *L'Internationale* veut être l'outil de cette reprise de l'offensive de la classe, en publiant toutes expériences allant dans ce sens, et ceci dans la perspective de l'organisation internationale de la classe. Car cette

reprise de l'offensive est internationale, comme le montre, entre autres, les textes des Cellules révolutionnaires, des Grapo, d'organisations révolutionnaires canadiennes, ou portoricaines.

La reprise de l'offensive, cela signifie à la fois renforcer tous les niveaux de lutte, du plus élémentaire à l'organisation politico-militaire, sur le plan de l'analyse de la réalité par la méthode marxiste, sur le plan du lien avec les masses en lutte, sur le plan de l'offensive armée pour détruire ce que nous détruit.

Pour l'unité de la classe dans l'offensive contre le capital des multinationales.

Dans une même lutte pour le communisme.

Sommaire

Un front mondial contre l'impérialisme	3 à 12
Deux attaques d' <i>Action directe</i>	3
Deux communiqués des Grapo	5
Une attaque des Cellules révolutionnaires contre un pipeline de l'Otan	6
Les dernières actions de <i>Terra Lliure</i>	6
Un important débat dans la guérilla allemande	7
Textes de Christian Klar	7
Une organisation portoricaine aux côtés de l'Amérique centrale	10
Procès contre les Cinq de Vancouver	13 à 16
Canada : de l'action directe à la guerre de classe	13
Interview d'Ann Hansen	14
Extraits des déclarations de Brent Taylor et de Doug Stewart	15
Déclaration d'Ann Hansen	16
Stratégies de lutte dans la prison	17 à 24
Un document de Vincenzo Spano sur la question du regroupement des militants révolutionnaires détenus	17
Diverses interventions sur une lutte	24

A lire

Il existe un certain nombre de textes et de publications qui devraient intéresser les lecteurs de *L'Internationale*. Ils sont disponibles à la librairie : **Le Jargon Libre**, 6 rue de la Reine Blanche, 75013 PARIS.

Des revues anciennes ou nouvelles, françaises ou étrangères :

Clash
Correspondances Internationales
Rebelles (journal des prisons)
Controinformazione
Il Bollettino
Resistance (Canada), etc.
Subversion n° 1

Des Textes des Brigades Rouges :

- *L'abeille et le communiste*, septembre 1980. Collectif des prisonniers communistes des Brigades Rouges (diffusé par *Documentation Communiste*).
- *Crise, guerre et internationalisme prolétarien*, décembre 81 (traduit par le *Collectif d'information prolétarienne*, publié par *Subversion*).
- *Débats dans la guérilla*, recueil des principaux textes de la guérilla italienne, publié en 1983.

Des textes de la RAF

- *Guérilla, résistance et front anti-impérialiste*, dernier texte paru de la R.A.F., en mai 1982.
- *Textes et communiqués disponibles sous forme de brochures* : Conception de la guérilla urbaine, Septembre Noir, communiqué Andreas Baader, etc.
- Brochures régulières des « *Comités de parents et d'amis des prisonniers* ».
- En allemand, *Lettres des prisonniers de la R.A.F.* (fin 1983).
- Lire aussi chez Maspéro, derniers textes de la R.A.F.

Les revues de Documentation Communiste

- *Pour un projet communiste*, texte d'Action Directe.
- *Sur l'impérialisme américain*, idem.
- *Les Vingt thèses finales*, Brigades Rouges.



Abonnements

Abonnez-vous à *L'Internationale*

10 numéros : 75 F

Abonnements de soutien : 300 F et plus...

nom

adresse

abonnement ordinaire de soutien

règlement ci-joint de

Cet abonnement prend effet à partir du n° inclus

***L'Internationale* est en vente dans les kiosques.**

L'Internationale

- 6, rue de la Reine Blanche, 75013 Paris. Tél. : 337.63.52.
- Directrice de la publication : Françoise d'Eaubonne.
- Commission paritaire 55607.

- Imprimerie Rbtoffset (Meaux).
- Abonnement (10 numéros) : 75 F. Abonnement de soutien à partir de 300 F.
- Chèque ou mandat à l'ordre de *L'Internationale*.

Ne pas céder

Le 5 mars 1984, Marina Da Silva était condamnée à 16 mois d'emprisonnement parce qu'elle avait en sa possession le communiqué de revendication de l'attaque menée contre le musée de la Légion d'Honneur, contre l'impérialisme français et en solidarité avec Frédéric Oriach. Mais, c'est actuellement une peine de trois ans de prison qu'elle est en train d'effectuer, après qu'on lui ait ajouté 18 mois de détention.

Cet acharnement de l'appareil judiciaire et pénitentiaire contre cette camarade vise avant tout à chercher d'anéantir son identité politique, qu'elle s'était refusée à renier, lors de son procès, après que le procureur lui ait demandé : « A votre sortie, entendez-vous conserver vos idées politiques ? »

Marina Da Silva
 11638 A D6E
 7, avenue des Peupliers
 91705 Sainte-Geneviève-des-Bois

Un militant italien sous chantage

Un militant anarchiste, Orazio Valastro, a été soumis à des pressions, brutales, de la part de la police, pour qu'il donne des noms de militants d'Action directe et des Colp. Des flics en civils l'ont menacé de mort, lui ont braqué un pistolet sur l'estomac, l'ont frappé, etc. Ils lui ont donné le choix entre la dénonciation, l'infiltration ou l'extradition.

Non seulement Orazio n'a pas cédé à ces pressions, mais il a décidé de rendre publique cette affaire. C'est la meilleure protection pour lui et pour le mouvement.

Car Orazio n'est pas un cas isolé. D'autres militants ont été soumis aux mêmes pressions, aux mêmes menaces, policières ou para-policières.

Pour soutenir Orazio qui a porté plainte, écrire à :
 Comité de soutien c/o ACLR
 13, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.

Stratégies de lutte dans les prisons espagnoles

Dans notre prochain numéro, nous publierons le début d'une importante contribution de militants détenus des Grapo espagnols sur les luttes révolutionnaires dans ce pays, et, tout particulièrement, sur la question des stratégies de lutte dans les prisons d'Europe, abordée à travers l'expérience spécifique et concrète de ces camarades.

Des raisons de temps de traduction et de délais de fabrication ne nous ont pas permis d'insérer cette contribution dans ce numéro.

RECTIFICATIF

Dans le dernier numéro de *L'Internationale*, p. 12, texte « *L'industrie guerrière en Italie* », l'Angola, le Mozambique et la Guinée Bissau sont qualifiés de « *gouvernements dictatoriaux et racistes* ». Une telle déclaration n'engage en rien la rédaction de *L'Internationale*.

CCP 13 151 19 H Paris
 pour adresser vos dons à *L'Internationale*

13 août 77

*Après la sentence infâme
 J'attends que sonne l'heure
 de la rencontre
 de la victoire
 Voilà bientôt deux ans
 seul le silence
 épais et fracassant
 Parole rouge
 contre la démagogie
 le verbiage fastidieux
 Parole hiéroglyphe de mon cœur
 tracée avec la plume du sang
 dans la cellule noire
 dans cette nuit sans lueur
 dans leur nuit que chasse le jour
 je deviens instant
 je deviens victoire
 je cherche à tâtons
 un repère dans le temps
 celui de la victoire
 de l'ouvrier, du paysan
 de tous les révolutionnaires
 en ce jour de lumière
 je me verrais dans tes yeux
 nue comme une pensée
 vêtue comme un lierre
 en ce jour de lumière
 tes mains et les miennes
 auront jeté les menottes
 de métal blanc
 au visage des chiens aboyants*

Ce poème, « Le 13 août 1977 », a été écrit l'année de l'assassinat des militants de la Raf à Stammheim, par Saïda Menebhi, militante d'un mouvement marxiste-léniniste marocain. Arrêtée en 1977, elle est envoyée au centre de torture de Casablanca, où elle meurt à la suite d'une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonnière politique. Elle avait 25 ans.

Une journée de grève de la faim à Loos

Le 24 juillet, en commémoration des mutineries de 1974, 179 prisonniers de Loos ont observé une grève de la faim. Cette action s'inscrit dans la continuité de la lutte de ces prisonniers qui refusent d'être victimes ou complices et qui, en prison, dépassent concrètement, par cette pratique collective, le statut que veut leur donner l'administration.

Pour écrire aux camarades prisonniers

- Vincenzo Spano
 731 407 - 1^{re} division
 1, avenue de la Division-Leclerc
 94261 FRESNES M.A.
- Helyette Besse
 132 50/C D11R
 9, avenue des Peupliers
 Sainte-Geneviève-des-Bois
 91705 FLEURY-MEROGIS
- Régis Schleisher
 219 761 D21
 42, rue de la Santé
 75014 PARIS
- Claude Halfen
 733205 3^e Div.
 1, avenue de la Division-Leclerc
 94261 FRESNES Cedex
- Nicolas Halfen
 130575/E 6315 D2
 7, avenue des Peupliers
 91705 Fleury-Mérogis

Un front mondial contre l'impérialisme

« Une nouvelle aire
d'offensive politico-militaire »

Action directe poursuit sa campagne

Une action contre l'European space agency

Judi 2 août 1984, à 23 h 40, nous avons attaqué l'European Space Agency, Esa. La convention de l'Esa fut signée le 31 mai 1975 avec la participation de 11 pays européens, résultat de la coopération européenne spatiale (Eldo, Esro) des années 60. La coopération spatiale européenne vient de fêter ses 20 ans de réalisations. L'Agence a atteint sa pleine maturité. L'ère de l'industrialisation et l'aire militaire européenne de l'espace est ouverte.

Le moment de son utilisation concrète est arrivée. Aux gouvernements, sur les propositions de l'Esa, d'ouvrir les créneaux indispensables à l'élaboration pratique de la volonté de main-mise politico-militaire de l'Europe sur l'espace.

A travers la signature de la convention de l'Esa, en 1975, un centre de supervision opérationnel, aussi bien dans le politique, le militaire que l'industrie, s'est créé, dont la fonction se situe dans le partage des tâches et l'élaboration pratique des projets de la communauté d'intérêts européens.

L'Agence permet le dépassement des contradictions inter-européennes et des faiblesses pouvant en résulter. Quand à la concurrence (stimulante) avec les Usa, elle existe bien, mais au niveau industriel et économique, et nullement dans la globalité stratégique du projet impérialiste politico-militaire : 6 des pays membres de l'Esa, de même que deux des pays y ayant le statut d'Etats observateurs, sont aussi membres de l'Otan.

Cette imbrication des pays européens avec les Usa, membres officiels et officieux de l'Otan, s'exprime à travers divers accords sur les projets spatiaux de ces 20 dernières années. L'un d'eux, la navette « Spacelab », dont la Rfa, forte de l'aval des Usa, est le maître-d'œuvre, assujettit l'Europe au bon vouloir des Etats-Unis par la signature du protocole Nasa/Esa, qui définit en ces termes le partage des tâches : « L'Esa conçoit et réalise le "Spacelab", fournit un soutien logistique pendant les deux premiers vols et assure la mise sur pied en Europe d'un potentiel de production en série, impliquant l'obligation pour les européens de

« payer » leurs places dans les prochains vols. »

En contre-partie, les Usa accordent à ses loyaux serviteurs, par l'entremise de l'organisme Esa, une relative autonomie de mouvement dans des projets ne remettant nullement en cause sa domination, mais la complétant, tels que :

- *Satellites d'« observation » et de « télécommunication »* : Marecs : télécommunication mobile de la marine militaire et civile ;
- *Ecs, European communication satellite* : liaison de points à points entre terminaux fixes ;
- *Télécom 1* : télécommunication militaire, inter-entreprise, civile, et transmission de données informatiques ;
- *Skynet* : programme britannique de télécommunications militaires utilisant la plateforme télécom ;
- *Intelsat* : organisation mondiale sous maîtrise d'œuvre américaine, communication par satellites géostationnaires ;
- *Spot* : système probatoire d'observation de la terre ;
- *Syracus* : système de radiocommunication utilisant un satellite créé pour la marine nationale ;
- *Ers* : satellite de télédétection ;
- *Samro* : satellite d'observation à des fins uniquement militaires (projet gelé en 1982 faute de crédit) ; possibilité concrète de réapparition de fait de l'Accord franco-allemand.

Tous les satellites précités, en dehors du « Samro » — car non encore opérationnel — sont protégés par le voile de la science, occultant ainsi leur réalité militaire. Télécom 1 : « militaire, moi ? jamais, je porte la science ».

A tous ceux qui ont poussé de hauts cris le lendemain de notre opération contre l'Esa, au nom de sa nature pacifique, civile et scientifique, nous laisserons le président d'Arianespace, Monsieur F. Allest, plus compétent dans ce domaine, répondre (interview accordée au magazine « Aviation internationale », n° 878) :

« — On parle rarement des utilisations militaires d'Ariane. Ou en est on actuellement ?

— Il y a tout d'abord le satellite « Télécom 1 » qui est en lui-même une charge militaire et constitue la pièce maîtresse du système de navigation « Syracuse » pour les bâtiments de la Marine

nationale. Nous sommes par ailleurs en discussion avec la Grande-Bretagne pour lancer le troisième exemplaire du satellite de communication militaire « Skynet 4 ».

« Nous menons également des études en coopération avec la Rfa pour le lancement de satellites de reconnaissance. Quand à la station orbitale militaire européenne, dont l'idée a été lancée par le président Mitterrand, il nous faudra d'abord vérifier, au cas où « Ariane 5 » serait utilisée comme moyen de transport d'éléments de montage, si cette mission est compatible avec l'article 4 du Traité de l'espace du 27 janvier 1967. (dont les termes sont assez flous, Ndlr). »

(Propos recueillis par J. Marmain.)

Alors, Ariane, uniquement civile ? La technique spatiale scientifique, simplement civile, pacifiste ?

Les révolutionnaires, le prolétariat, les peuples opprimés du monde connaissent bien l'application de l'action « pacifiste » et « pacificatrice » de la science au sein des rapports d'exploitation et d'oppression du système capitaliste, son développement, pour en faire quotidiennement, tout au long de leur vie, l'expérience. Il suffit pour cela de rappeler les expériences médicales nazies, les expériences sur l'atome et les bombes américaines sur Hiroshima et Nagasaki, les expériences chimiques lors de la guerre au Vietnam et toutes les recherches scientifiques sur les armements lors des 250 conflits, articulations de la contre-révolution dans le tiers monde, depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, l'application « scientifique » de la torture lors de la guerre de libération d'Algérie jusqu'à l'actuelle isolation sensorielle, avec pour toile de fond l'assainissement/restructuration du prolétariat, préventivement à la guerre capitalo-impérialiste.

La science, en tant qu'acquies de l'histoire de l'Humanité/du prolétariat, n'est pas attaquée dans ses possibilités d'émancipation, mais dans son rôle au sein des rapports de domination capitaliste. Car c'est par la seule commercialisation des « techniques spatiales » que peut être réalisé le projet stratégique impérialiste militaire de conquête de la Terre par l'espace.

Le secteur civil, aux Usa, a toujours bénéficié directement de l'effort militaire, du fait de l'importance du programme spatial militaire américain, entraînant ainsi une importante compétitivité commerciale dont l'Europe dépend. D'où un effet contraire en Europe, le secteur civil précédant (par l'exportation américaine) le secteur militaire et contraignant les « pouvoirs publics » à, selon le général Lacaze, « un effort financier actuel lié à l'utilisation militaire de l'espace de l'ordre de 500 millions de francs », plus environ 275 millions de francs nouveaux en 1984 pour la participation des armées au budget du Cnes, (précision apportée par le général dans la revue « Air et Cosmos n° 1002 ».

Afin, bien sûr, de ne pas être éliminé de la participation à la stratégie impérialiste de conquête et de domination et de son élaboration.

Initier une aire d'offensive politico-militaire, c'est attaquer pratiquement, militairement, des points particuliers pour désarticuler et dévoiler les liens, les aspects et les rapports politiques et sociaux existants dans la globalité de la stratégie impérialiste.

Ainsi Guerre à la guerre ne signifie pas seulement et simplement s'attaquer au domaine militaire, mais œuvrer politiquement et militairement à la destruction du système capitalo-impérialiste qui, aujourd'hui encore, pour assurer sa pérennité, renforce son appareil militaire dans la préparation à la/sa guerre impérialiste.

S'organiser pour attaquer, à partir de l'illégalité comme de l'usine, c'est se libérer concrètement de leurs appareils de contrôle et de surveillance, en déterminant collectivement le terrain de la destruction et celui de la construction. C'est retrouver l'identité de l'engagement historique pour la libération et l'émancipation du prolétariat, pour le Communisme.

Nous avons apprécié l'intervention de Monsieur Dumas, sur TF 1, jugeant stupide l'activité d'une organisation d'extrême-gauche qui ne s'attaquerait pas uniquement aux intérêts de l'impérialisme américain. Nous tiendrons compte des observations de ce Monsieur social-démocrate, mais il semblerait que le gouvernement soit bien naïf, car, comme nous l'avons expliqué plus haut, le lien stratégique évident entre les projets spatiaux et l'impérialisme des multinationales est la voie, à travers la concurrence industrielle et les relations internationales, de la tendance générale à la guerre ! □

**Guerre de classe contre guerre impérialiste !
Construire l'organisation communiste à partir des usines et des quartiers !
Pour l'unité des communistes dans l'offensive contre le capital, celui des multinationales, de l'Otan !**

Unité Combattante Ciro Rizzato
Action Directe

Une attaque d'un centre atlantiste à Paris

Nous avons reçu ce texte de revendication, comme d'autres journaux. Notre décision était claire dès le début. Il fallait faire passer ce texte dans lequel l'organisation *Action Directe* expliquait le choix de l'objectif, démontant le rôle d'une organisation internationale qui, discrètement, poursuit elle aussi son action en faveur de l'Otan. Nous avons été un temps perplexes, ne comprenant pas le silence absolu de tous les médias, de l'Etat et de la police réunis. Aujourd'hui, c'est clair. L'Etat a les moyens d'assurer un *black out* total. Nous le savions, beaucoup le savaient. C'est cependant la preuve absolue, donnée lors de cette action, des possibilités de manipulations du pouvoir qui s'étend à tous les rouages du système, médias d'extrême-gauche compris. Et il est clair aussi qu'ils le cassent quand et comme ils le veulent. □

Nous avons attaqué l'Ueo : L'Union de l'Europe Occidentale. L'Ueo est constituée en 1954. Elle regroupe les Etats européens alors membres de l'Otan. La France en fait partie et se garde bien, après son retrait spectaculaire du commandement de l'Otan, de démissionner de la structure plus discrète de l'Ueo.

L'Ueo a pour fonction de faire la synthèse entre deux axes apparemment contradictoires : la définition d'une unité d'action européenne et l'intégration au sein de la nécessité, dans la tendance générale à la guerre de l'impérialisme, de créer les outils formels économiques, politiques et militaires de défense de ses intérêts, de résoudre les contradictions interimpérialistes en rendant par exemple compatibles et complémentaires les grandes alliances du « monde libre » (Otan, Otase, Ueo), pour le plus grand bien de la défense du capital multinational, et de constituer des structures de médiation face aux opinions publiques inquiètes des pas franchis après l'implantation des missiles et la « guerre des étoiles ».

L'Ueo a son origine dans le traité de Bruxelles en 1948. Elle est renforcée par les Accords de Paris en 1954. Elle comprend un Conseil, constitué des ministres des Affaires étrangères ou des ambassadeurs, chargés de définir la politique et les directives de l'Union, en coopération étroite avec l'Otan ; une assemblée de parlementaires, à voie consultative, et des comités permanents chargés du contrôle des stocks et des types d'armements en Europe. Comme l'indique le ministre de la Défense, M. Ch. Hernu, « l'Ueo est le seul organe de coopération en matière de défense ». Fait significatif : si les instances politiques sont en Grande-Bretagne, allégeance atlantique oblige, les structures concernant l'armement sont à Paris, la France confirmant une nouvelle fois son *leadership* dans ce triste domaine.

Le rôle de l'Ueo apparaît dès sa création, comme celui de médiateur chargé d'intégrer dans le bloc atlantiste l'ensemble des pays européens, en résolvant en particulier le problème posé par les anciens pays de l'Axe : l'Allemagne et l'Italie. Il fallait en effet réunir les ennemis d'hier car, comme l'exprima Churchill : « En abattant le nazisme, on

avait tué le mauvais cochon ». L'Union Soviétique était devenue le principal ennemi, et ce au nom du capital.

Son histoire, c'est celle de l'évolution. De la contradiction interimpérialiste et de la domination de l'impérialisme américain sur l'impérialisme européen.

Entraînant une mise en sommeil relative, à l'approche et durant la période de « détente », permettant aux différentes bourgeoisies nationales européennes de donner libre court à leurs recherches de profit et aux Usa d'asseoir plus fortement leur suprématie sur divers pays (Rfa, GB, etc.). Alors que la France développait sa propre recherche stratégique de puissance au sein des contradictions existantes.

Et aujourd'hui, à la recherche d'un cadre pour une politique commune de défense occidentale, le président Mitterrand se souvient, le premier, du Traité de l'Ueo, (presque oublié), amenant l'idée concrète de son utilisation pour renforcer l'influence de l'Europe de l'Ouest au sein de l'Alliance atlantique (idée reprise par Bonn). D'où la nécessité d'une « revitalisation » de l'Ueo, « revitalisation » correspondant au besoin pour le capital multinational d'unifier les structures de décision économique, politique et militaire hors des limites nationales : la Cee, après une période de gestation, est en mesure d'intervenir directement dans les politiques économiques des Etats-Nations (voir le plan de restructuration de la sidérurgie ou la politique agricole laitière, par exemple, qui amène l'affrontement des ouvriers et des paysans contre cette politique, non plus simplement à Paris, Rome ou Bonn, mais à Bruxelles ou Washington).

Au plan politique, le Parlement européen tente le dépassement des situations nationales par la création de groupes politiques supranationaux. Ce même Parlement, qui a réintégré la Turquie, mise au ban de la communauté, créée pa-

rallèlement les moyens du contrôle social : intégration des polices, rattachement à l'ordinateur central des données policières de Wiesbaden en Allemagne, etc.

L'Ueo, au plan militaire et des alliances, constitue le lieu de définition et de développement de la « Défense » européenne. Les Etats européens poursuivent aujourd'hui une dynamisation de la production de l'armement, ainsi que la mise en place d'un dispositif d'intégration des forces de combat. Les projets sont divers : avions de combat européens, hélicoptères de combat, dragueurs de mine, Agence Spatiale Européenne.

Cette coopération est capitale dans la perspective, déjà envisagée concrètement, de construction d'une force d'action rapide européenne. Hernu déclarait justement devant l'Ueo en 1982 : « Nous devons aller plus loin dans le domaine de la coopération du secteur de l'armement. »

Pour la social-démocratie, l'intérêt pour l'Ueo est clairement exprimé et tout à fait logique. On retrouve là la dualité de sa politique : européenne et atlantiste. Non seulement des socialistes font partie des dirigeants de l'Ueo, tel Lucien Pignon, député P.S. du Pas-de-Calais, mais ce sont surtout eux qui insistent pour développer l'Ueo.

Voir les propositions de Georges Lemoine, suggérant la création en son sein d'un Comité Permanent chargé d'étudier les questions d'armement... et les mouvements pacifistes.

Cette dualité, on la retrouve chez Mitterrand, soutenant l'implantation des missiles et la collaboration franco-américaine au Tchad et, d'autre part, la nécessité de la création d'un pôle européen de défense.

Cependant, la revitalisation de l'Ueo correspond avant tout aux intérêts atlantistes, qui consistent à faire payer la défense aux Européens, et aux intérêts

capitalistes de développer le capital grâce à l'industrie d'armement.

Ordre du jour pour le Capital : l'offensive.

Destruction des acquits et des formes d'organisation du prolétariat, conquis aux cours de la lutte des classes : abaisser les coûts de la reproduction de la force de travail, ceux de la Santé, du logement, de l'Education, etc. Destruction de son identité, de sa conscience collective. L'atomiser afin de réorienter la production pour les buts de la guerre interimpérialiste.

Ordre du jour se heurtant sans cesse à l'antagonisme irréductible du prolétariat à l'exploitation de l'homme par l'homme, au combat des révolutionnaires pour le communisme, de leur détermination à :

- Unifier les tendances communistes éparses, isolées, prisonnières d'une perception uniquement tactique, de l'ouvriérisme, de la résignation, qui s'accompagnent de la méconnaissance de sa propre force en tant que classe.

- Reconstruire une identité et une vision globale de la classe pour la classe, en visant à la destruction matérielle des articulations des centres de commandement politique, économique et/ou militaire du système capitalo-impérialiste.

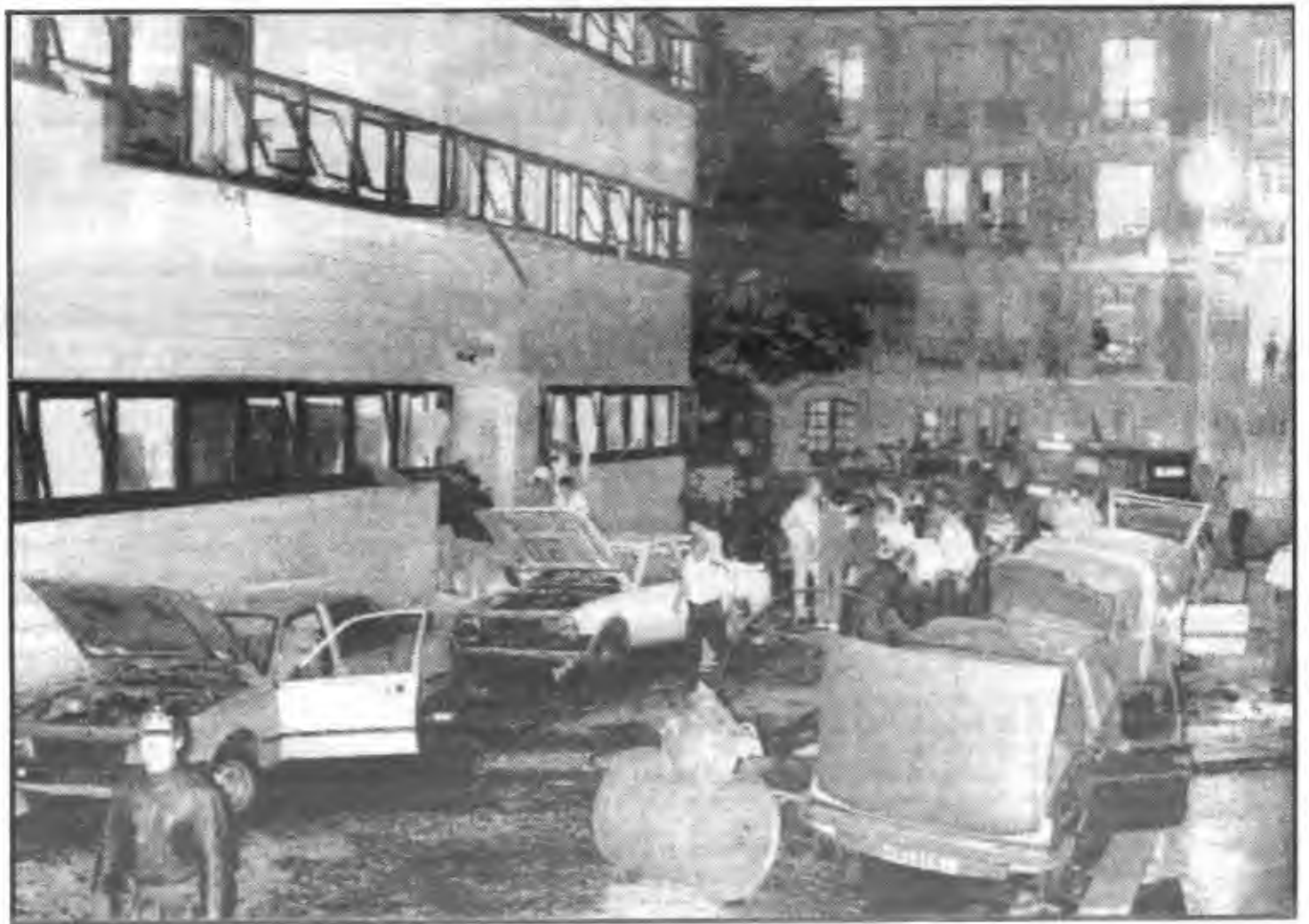
La reprise de l'initiative de l'offensive par l'organisation révolutionnaire dans la lutte de classe est la seule perspective face à la volonté déterminée et affirmée des multinationales de désorganiser la classe ouvrière des métropoles.

Guerre de classe contre guerre impérialiste !

Construire l'organisation communiste à partir des usines et des quartiers !
Pour l'unité des communistes dans l'offensive contre le capital, celui des multinationales, de l'Otan ! □

Unité Combattante **Ciro Rizzato**
Action Directe

L'attaque contre l'European space agency, le 2 août.



■ Espagne

Deux communiqués des Grapo

■ Pour une lutte révolutionnaire d'ensemble contre le socialfascisme

A la classe ouvrière, à tous les peuples opprimés par l'Etat fasciste espagnol.

Le 25 juin dernier, un commando de notre Organisa-

la répression et l'épuisement. Devant cette situation, notre Organisation propose comme seule issue possible la réalisation du programme minimum élaboré par le Pce(r), comme premier pas vers l'établissement d'un véritable régime dé-

mochratique en général, à s'unir dans la lutte pour les points suivants :

1. Amnistie totale et libertés politiques pour tout le peuple ;
2. Formation d'un Gouvernement Provisoire Démocratique Révolutionnaire ;
3. Abrogation de la Constitution fasciste et de toutes les lois terroristes ;
4. Expropriation des monopoles ;
5. Droit à l'autodétermination des peuples.

Ce sont là les objectifs. La politique actuelle des monopoles appliqués par les sociaux-fascistes du Psoe ne laisse aucune autre issue. Et, pour que nous les atteignons, la meilleure manière est d'appuyer et de s'incorporer dans la guérilla, et de développer des méthodes de lutte révolutionnaires sur tous les fronts.

**Pour le Programme Minimum !
En avant le Mouvement Politique de Résistance !
Vive la lutte armée !
Nous vaincrons !**

Juillet 1984,

Groupes de résistance antifasciste
Premier Octobre



L'attaque des Grapo contre une succursale du Crédit Lyonnais à Barcelone, en août.

tion a occupé, exproprié et fait exploser plusieurs engins à la Délégation des Finances de la rue Felipe II, à Barcelone.

De même, dans la matinée du 6 juillet dernier, sept commandos ont attaqué à l'explosif les objectifs suivants : Madrid : Centre de préparation militaire ; Optique Barbudo (en soutien aux revendications des ouvriers en grève) ; Agence pour l'emploi.

Barcelone : Délégation du travail et Sécurité sociale ; Etablissement de bains publics.

Gijón : Chantiers navals de Cantabrico et Riera ; Agence pour l'emploi.

Seville : Bureau de recouvrement des impôts.

Malaga : Palais provincial de justice (Tribunal n° 4).

Cordoba : Délégation du ministère de l'Agriculture (Bureau de Icona).

Valence : Délégation de l'Industrie, Association du Patronat.

Par ces actions, nous continuons à faire front à la politique spoliatrice et répressive déchaînée par le régime fasciste, puisque face à un plan général de surexploitation, il faut répondre par une lutte révolutionnaire générale, une lutte qui attaque tous les piliers sur lesquels survit l'oligarchie.

A l'heure actuelle, toute lutte ou revendication populaire fait partie du Mouvement de Résistance qui attaque directement au cœur du fascisme. Et c'est dans cette ligne que s'inscrit la diversité des actions et des objectifs revendiqués précédemment. Pour faire front à la politique impérialiste et militariste du fascisme, nous devons empêcher qu'il nous saigne par les impôts, qu'il réalise la tristement fameuse reconversion, ou qu'il puisse tranquillement appliquer les nouvelles réductions des prestations sociales.

De là, la nécessité d'unir les fronts et, surtout, que le Mouvement Politique de Résistance se dote d'une orientation et d'un programme général qui évite que les luttes ne retombent dans le simple syndicalisme et ne soient étouffées par

mochratique et la conquête de la République Populaire.

Pour cela, les Grapo appellent tout révolutionnaire, tout antifasciste et tout

■ Contre la politique française en Euskadi

A la classe ouvrière, à tous les peuples opprimés par l'Etat fasciste espagnol.

Les 14 et 15 de ce mois, plusieurs de nos commandos ont attaqué et fait exploser des engins dans les centres officiels et les représentations commerciales françaises à Madrid, Barcelone, Grenade, Avilès, Coruna, Gijón et Majahonda. Actions qui s'unissent à celle du 14 juillet dernier, lorsqu'un de nos commandos a assailli, exproprié et dynamité la succursale du Crédit Lyonnais à Barcelone.

Toutes ces actions s'insèrent dans la riposte populaire au gouvernement français pour sa politique contre les réfugiés.

Les sociaux-démocrates français ont entamé une escalade dans la collaboration avec leurs acolytes espagnols, qui commença par les assignations à résidence de réfugiés dans des départements éloignés de la frontière, se poursuit avec les expulsions et les arrestations, et maintenant ils veulent la faire culminer en la camouflant avec les « jugements » et les « tribunaux », comme si nous ne savions pas à quoi sert cette justice et pourquoi ils la maintiennent, comme pour les extraditions des combattants basques remis entre les pattes des tortionnaires de la police espagnole.

Et cela, le peuple basque ne peut le permettre impunément, comme ne peut

le permettre les autres peuples d'Espagne, ni les organisations démocratiques et révolutionnaires.

Durant de nombreuses années, le peuple basque nous a montré la voie de la résistance, en nous enseignant que l'unique manière d'écraser la bête fasciste est d'empoigner les armes. Plus d'une fois, nous avons dit : « Euskadi nous montre la voie. » Et il nous l'a montré par ses luttes, il nous l'a montré par ses méthodes d'organisation et, tout particulièrement, par l'exemple d'Eta comme organisation guérillera.

Aujourd'hui, le gouvernement socialfasciste du Psoe, avec la collaboration criminelle de ses compères européens, veut détruire cet exemple, comme ils ont déjà voulu le faire en d'autres points d'Espagne et sur d'autres questions (Sagunto, Galicie, Gijón, etc.), et ainsi pouvoir exterminer un à un les foyers de résistance et faire régner leurs méthodes de vol et d'oppression.

Cependant, nous avons déjà dit que nous ne pouvons le permettre, parce que chaque victoire du régime mènera à plus de misère et d'humiliations qui s'abatront sur tous. Il faut donc faire front, et, pour cela, l'unité de tous les peuples d'Espagne est nécessaire. Une unité qui est nécessaire non seulement maintenant pour faire reculer la politique française contre les réfugiés (qui, en définitive,



« Euskadi nous montre la voie » : des etarras à l'entraînement.

n'est qu'une mesure de la politique générale du gouvernement espagnol), mais jour après jour, pour transformer chaque lutte de chaque recoin d'Espagne en une bataille de l'immense front qui s'élève contre la barbarie fasciste et monopoliste, actuellement déguisée d'ouvriérisme et de démagogie.

Pour cela, les Grapo lancent un appel à tous les peuples de l'Etat espagnol, à toutes les organisations révolutionnaires et démocratiques, pour renforcer la lutte contre l'oligarchie criminelle représentée par le Psoe, et contre ses acolytes européens qui assassinent, torturent, persécutent et enferment tous ceux qui osent se soulever contre l'oppression et l'exploitation.

Les Grapo lancent un appel pour que, de tous les côtés, nous nous mobilisions et empêchions les extraditions, pour que nous gagnions cette bataille et fassions, dans le même temps, que les peuples d'Europe reconnaissent le caractère criminel des régimes qui nous gouvernent.

**Vive l'union populaire antifasciste !
Vive le mouvement de résistance !
La liberté ou la mort !
Nous vaincrons !**

Août 1984,
Groupes de résistance antifasciste
Premier octobre

Une action
des Cellules révolutionnaires

Une action contre un pipeline de l'Otan en Rfa

Le 14 juin 1984, nous avons fait sauter près de Lorch une partie du pipeline de l'Otan. Il fait partie des préparatifs de guerre de l'Otan, de la construction d'un réseau militaire de carburants dans toute la Rfa. Les crédits abondent pour l'installation de ce réseau, crédits qui viennent du programme infrastructurel spécial de l'Otan, pour lequel ont été dépensés, entre 1951 et 1977, plus de 16 milliards. Autres éléments centraux de ce programme infrastructurel : 200 aéroports, 10 000 km de canalisations et 2 millions de m³ de dépôts, pour les carburants, les installations portuaires, les bases de missiles, les quartiers généraux, les dépôts d'armes, les installations de télécommunications et les secteurs de défense aérienne.

Le trajet emprunté par les canalisations est facile à repérer. Dès qu'elles croisent des rues, des digues, des fleuves, des ruisseaux ou des canaux, des bornes rouges et blanches sont visibles de chaque côté. A champ découvert, on peut les voir à portée de vue. Lorsqu'elles traversent des forêts, les canalisations passent dans des fossés d'au moins 6 mètres de large. Elles ne traversent jamais d'agglomérations, mais elles passent juste à côté. Les canalisations sont larges de 80 à 100 cm et sont enterrées sous 1 m 20 de sable. Elles ont un diamètre de 200 mm et une résistance, selon la profondeur du fossé, d'entre 7,1 m et 8 mm. Ici, dans le Sud, sur certaines bornes, il est indiqué : « *canalisation pour le réseau en carburant, administration du Secteur sud, siège Idar-Oberstein* ».

Le fait que Wörner, agent des plans de guerre yankees, habite à un kilomètre de l'endroit de notre attaque n'était pas décisif pour nous. Pour nous, il s'agit de combattre de manière effective la machine de guerre yankee en tant qu'élément central de la politique de domination impérialiste.

Il est clair pour nous que des actions isolées ne peuvent atteindre ce but, mais que c'est une extension continue de cette pratique politique qui le permettra. Avec le but de devenir une contre-force prolétarienne effective qui se comprend en relation avec les peuples combattant pour leur libération dans les néocolonies de l'impérialisme et avec les jeunes pays socialistes du tiers monde.

La crise économique mondiale actuelle, qui doit être maîtrisée sur le dos des prolétaires dans les métropoles, mais avant tout sur le dos des peuples du tiers monde, n'est rien d'autre que l'expression de la restructuration du capital monopoliste international pour la reconstruction de son pouvoir politique, économique, technologique et militaire. Les conséquences sont la faim, l'accroissement de la misère des masses dans les néocolonies et la paupérisation du prolétariat des métropoles.

A ce projet de reconstruction de l'impérialisme, nous devons opposer notre résistance à trois niveaux :

- contre la division et l'individualisation de la résistance, pour l'organisation



et la volonté d'action dans le combat anti-impérialiste ;

- contre le projet des porcs de destruction de nos camarades, dans les quartiers d'isolement, pour le combat commun pour leur regroupement ;
- contre le repli dans la subculture, pour le développement de la résistance dans l'ensemble de la classe ouvrière ;
- contre les nouvelles technologies monopolistes, pour le changement radical de leur emploi : attaquer les centres de production et les centres de recherches ;
- contre la rationalisation et l'automatisation, pour la réduction du travail et les augmentations de salaires ;
- contre le lock-out et la conduite défensive des grèves, pour une militance ouvrière organisée ;
- contre le projet du capital financier et monopoliste international de diviser la classe ouvrière dans le monde entier, par l'atomisation de la production au niveau mondial, en dictant les politiques nationales, et par l'octroi relatif de privilèges au prolétariat des métropoles ;
- pour un nouvel ordre économique mondial, tel qu'il est exigé par les pays socialistes du tiers monde, pour enlever leur pouvoir aux trusts ;
- contre l'augmentation de l'exploitation spécifique des femmes, contre la politique impérialiste concernant les natalités, pour le combat contre les discriminations sexistes et racistes ;
- contre la guerre impérialiste, pour l'attaque contre les centres de coordination militaires et contre les responsables, les infrastructures militaires et les entreprises qui en profitent ;
- contre la surveillance politique et militaire et la lutte contre la résistance, contre les conditions de détention dans les camps de concentration de l'Otan ;
- pour un front mondial contre l'impérialisme.

Mais nous voulons aussi relier notre action contre le pipeline de l'Otan — qui va de Aalenlauchheim à Bodelshausen, près de Tübingen — avec les combats régionaux menés dans la zone. Au moment où a lieu notre action, a aussi lieu le blocus de Pâques du mouvement pour la paix contre la base de missiles de Mutlangen, qui est ravitaillé en carburants par ce pipeline.

A Bodelshausen, les habitants s'opposent à l'extension de 20 000 m³ du dépôt de carburant de l'Otan, vraisemblablement par du carburant JP 4 (classe de danger a1), pour atteindre 30 000 m³ en tout.

Ensemble et de manière solidaire, nous stopperons les projets de guerre des impérialistes.

Guerre à la guerre impérialiste !
Regroupement des prisonniers de la Raf et de la résistance !
Transfert immédiat de Bernd Rössner dans le groupe de Celle !
Construire un contre-pouvoir prolétarien !
Organiser le front anti-impérialiste !
Amour et force pour tous nos camarades prisonnières et prisonniers !

Cellules révolutionnaires

Pour l'indépendance
des pays catalans
et pour le socialisme

Les dernières actions de Terra Lliure

Terra Lliure est une organisation armée qui lutte pour l'indépendance et le socialisme des pays catalans depuis 1980. Elle a mené un certain nombre d'actions en 1984 dans le cadre de campagnes contre la politique économique d'exploitation du peuple, menée par les socialistes au pouvoir, et contre le nucléaire. Dans une interview, publiée dans le journal suisse *Subversion*, l'organisation définit ses buts, et son histoire. Nous indiquons les actions menées par *Terra Lliure* en attendant de publier celle-ci.

2 1.1.1984 : attentat à la bombe contre le commissariat de police de Gracia, à Barcelone. Cette action fait partie d'une campagne contre les forces d'occupation et devait rappeler l'assassinat du camarade Marti Marco.

10.2.1984 : attentat à la bombe contre la Fecsa (Société de l'Electricité de Catalogne). Cette action fait partie de la campagne contre le nucléaire.

2.3.1984 : explosion d'une bombe de forte importance qui détruit une voiture et un car de police nationale à Barcelone, en réponse à l'intervention brutale des flics contre une manifestation pour la défense de la langue catalane.

10.5.1984 : attentat contre le ministère de l'Emploi à Valence, en réponse à la politique économique du gouvernement du Psoe.

15.6.1984 : attentat à la bombe contre un bureau de la Fecsa à Barcelone.

10.7.1984 : 6 attentats contre la Fecsa (bureaux, transformateurs, centrale) à Sabadell, Terrasa, Sant Cugat del Valès, etc., comme éléments de la campagne contre le nucléaire et en rapport avec le combat global pour l'indépendance et pour le socialisme des pays catalans.



Christian Klar est un combattant anti-impérialiste allemand, membre de la Raf. Dans sa déclaration, qu'il faut considérer comme un texte politique de fond, il donne les grandes lignes de l'analyse politique de cette organisation, grandes lignes qu'il reprend dans d'autres textes envoyés à des camarades.

L'idée-force de sa déclaration, qui est importante pour tout révolutionnaire en Europe de l'Ouest, c'est l'idée que l'impérialisme reconstruit aujourd'hui sa stratégie, faisant de l'Europe un territoire homogène (exploiteur et exploité) et un pivot de sa politique mondiale. Parallèlement, la lutte de classe, plus exactement aujourd'hui la guerre de classe, tirant les enseignements de cette mondialisation/homogénéisation du capital, mais aussi de la nouvelle mémoire de lutte créée par les peuples luttant pour leur libération et, en Europe, par les groupes révolutionnaires anti-impérialistes, s'unifie au fil des combats, rapprochant les analyses et les pratiques révolutionnaires.

Christian Klar intègre son analyse à l'histoire de la Raf, en reprenant l'analyse là où elle avait été laissée dans le texte de mai 1982, texte d'analyse de la Raf, où celle-ci indiquait la réalité et la nécessité du développement du front anti-impérialiste apparaissant en Allemagne en 1981, et qui tendait à la jonction pratique et analytique du mouvement anti-impérialiste avec les organisations de lutte anti-impérialiste.

Les grandes lignes de sa déclaration, qui est le fruit de toute la lutte de la Raf à laquelle Christian Klar a directement participé, sont précisées dans les deux lettres que nous publions à la suite de la déclaration, en particulier la nécessité de reconnaître la contradiction bourgeoisie/prolétariat comme première. Idée qui se rattache à la discussion sur ce qu'est l'anti-impérialisme, solidarité radicale aux mouvements du « tiers monde », comme cela a été souvent « reproché » à la Raf, ou bien lutte concrète contre le capital ici. L'autre grande ligne concerne la définition du prolétariat : non comme notion ouvriériste, mais comme classe consciente, comme ceux qui se sont forgés une conscience de classe et qui la mettent en pratique. Cette définition peut amener des discussions qu'il serait sans nul doute intéressant de reprendre dans *L'Internationale*.



Une déclaration
de Christian Klar

« Pour l'unité du processus révolutionnaire sur le territoire Europe »

L'attaque contre Kroesen, et auparavant celles contre Ramstein et contre Haig ont constitué notre orientation propre dans une situation politique nouvelle, et l'orientation de l'ensemble du processus politique vers la résistance contre la reconstruction de la stratégie de l'impérialisme Us, stratégie dont le pivot est l'Europe de l'Ouest et qui a amené à la centralité de l'Europe de l'Ouest dans cette nouvelle phase du processus révolutionnaire mondial.

Depuis qu'en réponse aux offensives de la guérilla en 1977 ici, et en Italie en 1978, puis en 1980 contre les combats populaires en Turquie, les intérêts Us et l'impérialisme se sont érigés en système global.

Les attaques contre les structures multinationales de l'Otan, contre ses bases et ses stratégies, contre ses plans et sa propagande ont constitué la première grande mobilisation en vue de la constitution de la stratégie politique prolétarienne en Europe de l'Ouest dans des conditions politiques modifiées.

Haig, Brême, Ramstein, Kroesen, Dozier, Berlin-Ouest, Krefeld, Tsantes à Athènes, Hunt à Rome et les centaines d'initiatives et d'attaques militantes qui ont eu une dimension internationale et qui ont formé la réalité d'une compréhension fondamentale entre les unités, les groupes et les mouvements combattants au travers de la première étape que constitue la formation de la stratégie, et sa base : le front anti-impérialiste.

Ce qui est décisif et ce qui fait le point de départ pour ce qui va suivre, c'est le fait que cette mobilisation a rapproché les différents stades du combat et les groupes armés en Europe.

On peut définir ces conditions différentes comme suit : la formation d'un système global, avec son élément central, la structure conçue comme politique, économique et militaire : l'Otan, qui devient quasiment la forme étatique la plus élaborée de la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire un système global qui définit, sous l'hégémonie inéluctable du capital Us, les intérêts concurrents comme fractions de l'ensemble, qu'elles soient nationales ou économiques, les régule dans la crise généralisée de la valorisation du capital et les unit dans l'agression, c'est-à-dire dans la tentative d'assurer sa domination à un autre stade, contre le processus révolutionnaire mondial.

Parmi les conditions qui font qu'ils ont besoin d'un système global et avant tout militaire, il y a le fait que l'impérialisme Us est déjà vaincu politiquement (dans le sens qu'il est déjà défini dans le monde entier comme l'ennemi principal des peuples), que le mode de production capitaliste ne peut plus offrir de perspectives et que la chute dans plusieurs foyers, simultanément, est possible.

L'expression en est ici : l'Europe de l'Ouest comme puissance dure. La nécessité de résoudre, en fait de réprimer, les contradictions entre les pays européens qui viennent des différents stades d'intégration, et leur résolution dans un

commandement politique, qui peut agir indépendamment des consensus nationaux.

Donc, la constitution d'une Europe qui peut agir aussi militairement sur le plan intérieur. Comme Etat policier qui liquide l'opposition révolutionnaire. Et, vers l'extérieur, qui oriente sa stratégie militaire vers l'attaque, les troupes d'intervention multinationales et le potentiel de destruction, avec pour objectifs essentiels : le Pacte de Varsovie, le Golfe et l'Afrique du Nord.

Dans cette hiérarchie, la Rfa prend la première place, en tant que puissance militaire, policière, et économique la plus importante, et du fait de son intégration particulière dans le système Us.

En Europe de l'Ouest, le fait que tous les combats révolutionnaires se heurtent aussitôt à la structure unifiée de pouvoir du système impérialiste et sont confrontés à la contre-révolution centralisée dans l'Otan, est devenu une expérience commune. La révolution populaire au Portugal avec l'attaque du Spd et la menace d'une intervention de l'Otan. En Espagne, l'intégration dans l'Otan et la Cee contre la volonté de la population et la condition préalable à ceci : l'institutionnalisation du fascisme des généraux avant l'automne. La Turquie et le putsch organisé par l'Otan, qui assure, après le retrait de l'Iran, les intérêts géostratégiques des Usa et les conditions de valorisation du capital ouest-allemand. Il en est de même pour les conditions de la politique révolutionnaire en Italie et en Irlande.

Mais l'autre aspect de cette expérience est que les Etats ouest-européens ne peuvent résister aux possibilités ouvertes par ces combats contre leurs perspectives communes que grâce à cette structure de pouvoir unifiée qu'est l'Otan.

C'est un équilibre instable et menacé. Parce que l'Europe est la région où

la dialectique des effets de la phase des guerres de libération nationale est la plus intensive, politiquement et économiquement. Politiquement, c'est sûr, jusqu'à aujourd'hui, avec l'exemple des peuples d'Amérique Centrale et du Proche-Orient.

Parce que, en Europe de l'Ouest, la rationalité politique des pays socialistes, a une influence, malgré l'anticommunisme imposé d'en haut, et justement à cause du caractère indéfiniment destructeur de l'accumulation capitaliste et des plans de guerre cyniques de l'impérialisme.

Et parce que, en Europe de l'Ouest même, une expérience importante de l'identité et de la stratégie prolétarienne s'est formée au travers des combats révolutionnaires authentiques. Et donc le concept de prolétariat, fondamental pour la constitution de la classe qui renversera l'impérialisme : penser dès le départ en tant que prolétariat international, qui part et se donne comme but le fait de ne rien posséder, qui objectivement naît des moments de destruction du système et qui se définit et se développe à partir de sa position dans la guerre de classe internationale.

Tout ceci peut se définir comme une tenaille à trois parties qui détermine le rapport de force en Europe de l'Ouest.

La formation de ce système global dans les conditions d'un équilibre précaire, cela signifie que les attaques ayant comme orientation de détruire l'Otan vont accompagner l'ensemble du processus du combat pour une stratégie révolutionnaire en Europe. Et que la mobilisation de masse contre la guerre nucléaire en Europe et contre l'interventionnisme pourra parvenir, grâce à l'exemple de ces attaques et du fait du développement de la crise, à la conscience de l'ensemble des moments de la guerre et reconnaître le droit à la vie, à

l'émancipation et à l'autodétermination dans sa véritable dimension.

C'est la politisation et le saut qui lui permettront d'intégrer l'expérience de la lutte armée mondiale pour la libération à sa propre expérience et ainsi seulement de devenir efficace en tant qu'action de masse.

Ce sont des réflexions qui viennent de la mobilisation, dans un sens large aussi, et des attaques contre la reconstruction de la stratégie impérialiste, qui ne sont devenues possibles qu'à partir de ces trois/quatre dernières années et qui ont été à peine développées encore.

Cela fait apparaître clairement, en tous les cas, et donne des indications sur le fait que les combats anti-impérialistes ne sont pas seulement une résistance contre ses plans, mais aussi que les combats eux-mêmes constituent la condition et le terrain où la stratégie et l'expérience peuvent se former, le terrain sur lequel la classe et sa stratégie homogène se retrouve, se développe et prend forme, au niveau des luttes de classes qui visent directement au renversement social.

Ce processus ne révèle pas seulement la tendance à la guerre, il a lieu dans les conditions de la guerre. Et c'est l'ironie du mouvement de la paix : sans la guerre nucléaire, c'est déjà la guerre en Europe, la guerre maintenant et toujours comme guerre totale, protectionnisme, chauvinisme, anticommunisme, bigoterie, technique développée contre l'Homme, exploitation renforcée, qui est depuis longtemps déjà génocide. Et dans ses moyens, *counterinsurgency*, terrorisme d'Etat, recherche militaire et production de guerre, politique internationale du crédit, stratégies médiatiques.

Et la bombe. Son emploi stratégique, son emploi en Europe signifierait de toute façon la dévalorisation radicale des centres de pouvoir. Mais il faut voir qu'elle existe aussi dans l'arsenal de la Rfa, qu'elle est prévue pour le Proche-Orient ou l'Amérique centrale, que l'Etat de l'Apartheid la possède pour l'utiliser contre les masses africaines et qu'Israël l'a pour l'employer contre les masses arabes.

Il est clair que dans une situation où les fronts mondiaux se rapprochent tellement, comme on peut le voir avec l'escalade en Amérique centrale, et d'une nouvelle manière en Afrique du Sud ou au Proche-Orient, où l'impérialisme ne peut plus céder sur aucun front sans anticiper sa fin, il est clair donc que les anciennes lignes directrices telles que la politique de détente, le dialogue Nord-Sud et le réformisme se dissolvent dans une totalisation de la guerre qui englobe toutes les régions et toutes les domaines de la vie.

Dans cette guerre totale, notre liberté est de partir de cela, de sa réalité diverse, et de la comprendre et de la déterminer comme guerre de classe internationale, et de la déterminer, c'est-à-dire de lui donner son sens pour nous, dans le processus révolutionnaire mondial. □

La révolution de 19, une mémoire de lutte avec laquelle la classe doit renouer.



Sur la « contradiction principale »

« Ce qui est principal, c'est la contradiction entre prolétariat international et bourgeoisie impérialiste »

Dans la partie de ta lettre où tu donnes tes réflexions concernant le bloc des Internationales, le Premier Mai, il y a une remarque en passant, comme entre parenthèses, qui exprime une erreur assez fondamentale concernant ce qu'est la politique anti-impérialiste.

Tu dis que la résistance anti-impérialiste fait, dans sa stratégie, « de la contradiction entre pays pauvres et métropoles, la contradiction centrale ». Ceci est faux. La contradiction principale, c'est la contradiction entre prolétariat international et bourgeoisie impérialiste. Et cette contradiction a entraîné l'apparition de trois fronts principaux : Nord/Sud, Est/Ouest et Etat/société dans les centres impérialistes, ceci existant aussi dans les pays capitalistes dépendants. Le prolétariat international lutte au Sud dans les mouvements de libération nationale et avec les masses. A l'Est, il est étatisé, « bridé » — il est difficile de faire comprendre ce concept ; on peut peut-être dire comme cela : bloqué sur le plan stratégique, c'est-à-dire comme exemple pour la classe, mais, sur le plan tactique, il constitue un bastion très fort dans l'ensemble du rapport de forces et parti dans la guerre de classe internationale. Dans les centres, en Europe de l'Ouest, il lutte en tant que politique de l'avant-garde — le combat anti-impérialiste —, en partie aussi comme luttes de classes et populaires, autonomes (pas institutionnalisées).

Ce n'est pas une différence académique et, déjà dans le texte de mai 1982 concernant le front, c'était l'une des idées fondamentales. Certes, tu relativises par la suite ta définition. Mais j'aimerais continuer sur ce sujet, parce que l'essentiel de la modification des conditions politiques depuis la fin des années 70 réside là.

Une des conditions de l'ensemble du processus révolutionnaire au début des années 60 était « l'encercllement des villes par les campagnes », donc ce que tu dis à peu près, la contradiction principale entre le Nord et le Sud qui s'est développée dans toute la phase, depuis le Vietnam, dans les combats de la décolonisation, vers le front productif. Ces combats, surtout le Vietnam, ont d'une part posé une limite au capital international, qui a eu des effets objectifs dans les centres (crise économique), mais ils ont de plus montré la possibilité de la victoire sur l'impérialisme, et c'est là le principal effet politique dans les centres.

A ce propos, il existe une déformation assez répandue, résultant en partie de la superficialité, en partie de la malhonnêteté, c'est l'interprétation que le combat anti-impérialiste ici ne se serait développé qu'en solidarité avec les mouvements de libération. Donc un raccourci intéressé de la véritable dynamique.

Justement ici, en Rfa, la prise de conscience anti-impérialiste a coïncidé

avec une conception authentiquement révolutionnaire de l'appauvrissement et de l'aliénation dans les centres, avec l'expérience faite de la nouvelle alliance du capital ouest-allemand et de l'impérialisme américain, de l'intégration des cadres nazis dans le projet de construction des organes Us, avec l'expérience des conséquences politiques ici : partis aux ordres de la Cia, liquidation de l'opposition communiste, luttes de classes institutionnalisées, fascisme institutionnel/Etat policier/hégémonie de la police sur d'importants domaines de la politique, sociale-démocratie. Et c'est seulement ainsi que pouvait se développer la pratique et l'identité révolutionnaires.

Mais on peut dire que les combats de libération nationale au Sud, jusque vers la fin des années 70 (on ne peut pas être aussi schématisé, mais c'est seulement pour cerner le saut qualitatif), ont constitué le moteur du processus révolutionnaire dans les centres. Peut-être te souviens-tu comment, il y a quelques années, une partie de la gauche a exprimé sa déception concernant le Vietnam (des sauts qualitatifs dans le processus révolutionnaire se reflètent toujours tant de manière décadente que de manière révolutionnaire) et la perspective étatique pour les pays libérés, et comment les médias impérialistes ont célébré le processus d'intégration du mouvement de 68. Bien. Une autre partie de la gauche a compris la limite objective du processus de libération au Sud et a développé une relation plus mûre, ce qui s'exprime par exemple dans la solidarité avec le Nicaragua.

Et les révolutionnaires ont fait un pas supplémentaire — c'est une discussion que j'ai entendue en Italie et maintenant ici — sur la centralité de la guerre de classe dans les centres, sur le rôle de l'Europe de l'Ouest dans l'ensemble du processus révolutionnaire, donc de la lutte ici comme condition pour une avancée contre l'impérialisme.

Il ne s'agit pas là d'« eurocentrisme de gauche ». L'histoire peut se développer de manière tout à fait différente. Mais il s'agit de comprendre, dans cette perspective, la possibilité du combat.

La stratégie de l'impérialisme se concentre depuis sa nouvelle offensive sur l'Europe de l'Ouest. D'une part, les Usa se sont imposés plus complètement encore, avant tout par la militarisation de la politique, par le développement technologique et par une stratégie financière brutale. D'autre part, c'est l'autre côté de la médaille, à lieu ce processus forcé de structuration ouest-européenne, qui est une condition nécessaire pour permettre à l'Europe de l'Ouest de servir la stratégie impérialiste et pour la protéger contre la maturation de la révolution. Haig, par exemple, a clairement déclaré que l'intégration de l'Espagne dans l'Otan est une assurance contre les soulèvements et la révolution. Je laisse de côté l'aspect intégrateur sur le plan politique de la structuration ouest-

européenne, comme combat contre le consensus social, parce qu'il échappe de toute façon continuellement aux impérialistes.

Il faut bien comprendre toutes les manœuvres politiques de ces dernières années — les conditions de la stratégie impérialiste, le fait que l'impérialisme Us ne peut plus opérer contre la pression mondiale qui tend au changement et à la révolution, que par l'intermédiaire de l'Otan, ou de la Trilatérale, que, seul, il n'a plus la force de s'opposer et que, dans un développement où les conditions de valorisation du capital ne peuvent plus être organisées, que ce soit au Proche-Orient ou sur le continent sud-américain, la question sera de savoir si l'Europe de l'Ouest a la force politique et la base matérielle pour imposer la stratégie militaro-impérialiste. Et ils n'en sont pas sûrs. On entend depuis des mois des déclarations pathétiques et des discours enflammés pour l'unification et sur la nécessité de réaliser les conditions sociales.

Exprimé autrement, ils se demandent s'ils peuvent encore mobiliser les hommes pour servir leur politique militaire agressive, c'est-à-dire une contre-insurrection globale, ou bien si la guerre, pour le capital, « n'est plus acceptée à l'Ouest ». Un exemple pour illustrer le problème auquel ils se trouvent confrontés : Beyrouth où 300 cercueils rapatriés vers les Usa prennent une dimension prolétaire, qui affecte toute la stratégie.

Dans ce bloc impérialiste — Usa, Japon, Europe — l'Europe de l'Ouest est manifestement et simultanément l'élément stratégique et la région politiquement la moins stable. C'est ce que je voulais concrétiser dans ma déclaration au procès par l'image de la pince en trois parties, symbolisant les trois influences principales qui existent ici et qui y sont spécifiques.

Je pense que d'un aspect objectif, donc du développement de l'offensive impérialiste et de ses éléments, l'idée de la centralité de l'Europe de l'Ouest dans la confrontation entre révolution et contre-révolution peut être aisément comprise.

Ce dont je veux parler, c'est de l'aspect subjectif de cette transformation qualitative (les mouvements de libération nationale au Sud comme sujet premier du processus révolutionnaire mondial / la nécessité et la possibilité de la centralité de la lutte pour la libération dans les bastions de l'impérialisme), parce qu'il s'agit là d'un changement qui touche toute la conscience et l'identité de ceux qui luttent ici. Et que cela comprend une cause importante de l'attitude défensive et de la prudence de la résistance.

Accepter ce changement, le transformer en pratique et perspective, signifie plus que jamais, à partir de ses propres conditions, de ses propres forces, combattre pour le processus révolutionnaire en Europe de l'Ouest. C'est-à-dire comprendre l'Europe de l'Ouest comme

élément de la stratégie impérialiste globale et donc une percée qualitative qui libère de nouvelles possibilités révolutionnaires.

Et l'expression que j'emploie, « à partir de ses propres forces et de ses conditions propres », cela implique voir la base existant dans la classe ici, comme partie du prolétariat national en lutte, base qui s'est formée comme conscience de classe et résistance antagoniste dans la première phase du combat anti-impérialiste et la développer dans la pratique avec la tendance de la résistance à la guerre de libération.

Encore une précision sur ce changement : Sartre avait dit à propos de la guerre du Vietnam : « l'énorme influence que cette guerre a exercée sur la gauche en Europe repose sur le fait qu'elle a ouvert le champ des possibles. C'est la découverte décisive, riche de conséquences et révolutionnaire pour l'Ouest. » Justement la possibilité de vaincre l'impérialisme et la signification globale de cette victoire pour le rapport de forces. Si l'on considère cette déclaration, on peut mesurer quel saut doit accomplir la gauche révolutionnaire dans les centres, dans sa propre conscience, dans sa pratique et dans l'effet que doit atteindre son combat : élargir le champ des possibles.

Il est peut-être devenu clair maintenant que l'aspect contradiction principale entre le Nord et le Sud est en retrait par rapport à la nécessité de la politique révolutionnaire dans les centres, que le manque de radicalité est anticipé déjà dans l'idée elle-même.

C'est vrai, la phrase de Marx sur la brutalité exercée dans les colonies est, aujourd'hui encore, juste. Mais que cherche-t-on à dire en la citant. Le *Stern* dénonce cela dans un numéro sur deux, et Kohl pense aussi qu'il faudrait « aider les pauvres ». Le génocide structurel et militaire ne peut plus être légitimé. Au fait, as-tu entendu cette proposition impérialiste pour « résoudre le problème de l'endettement » : ils veulent transformer ces dettes en capital, c'est-à-dire que pas un mètre carré ne doit échapper aux trusts ou aux banques internationales dans les pays endettés.

Marx (je crois) a dit aussi dans ce contexte quelque chose d'autre : qu'un peuple qui en exploite ou en opprime un autre ne peut être libre. C'est là aussi une condition politique, une condition du combat dans les centres, c'est-à-dire la cause de l'absence de combats révolutionnaires de masse.

Malgré tout, il y a aussi ici une base de classe, une prolétarianisation. Que l'on peut voir de manière objective dans ceux qui ont compris le caractère destructif du système et ont pu, en ce sens, reconnaître leur combat. C'est un concept qui va au-delà de la simple « position dans le processus de production ». Cela dépend de la maturité de l'impérialisme qui transforme sa productivité en destruction, dans des domaines de plus en plus

■ Sur le concept de « prolétariat »

Prolétariat, un concept de lutte et une dimension internationale

Une réponse à tes deux lettres et à tes questions. J'avais dit qu'en Europe de l'Ouest même, l'expérience la plus avancée de l'identité et de la stratégie prolétarienne s'est formée au travers des combats révolutionnaires authentiques. Il en est de même pour le concept de prolétariat, fondamental pour la constitution de la classe qui renversera l'impérialisme : penser dès le départ en tant que prolétariat international qui part et se donne comme but le fait de ne rien posséder, qui objectivement naît des moments de destruction du système et qui se définit et se développe à partir de sa position dans la guerre de classe internationale.

C'est donc d'une part l'expérience, d'autre part le concept, qui se sont développés à partir des combats, avant tout de la guérilla anti-impérialiste en Europe. Bien sûr, cela est très simplifié, mais si le terme de prolétariat est employé, cela n'a rien à voir avec le concept de classe des révisionnistes, mais cela signifie, et nous l'avons toujours dit, un concept de lutte et une dimension internationale. Pas la classe *en soi* mais la classe *pour soi* et internationale. Le prolétariat, ce sont ceux qui combattent l'impérialisme.

Cela ne se rattache pas non plus au mouvement révolutionnaire ouvrier national, parce qu'entre la phase où la classe jouait un rôle et aujourd'hui, il y a le fascisme nazi et la victoire du peuple vietnamien. On peut dire qu'il y a un saut historique qui a internationalisé, de manière irréversible, le concept de classe. Et qui a amorcé la phase de l'internationalisme prolétarien après que la révolution d'Octobre a été contrainte par la puissance du camp impérialiste à se retirer sur la perspective de la « révolution dans un seul pays ». Cela n'a pas été abandonné avec le processus de décolonisation.

A la fin des années 70, aujourd'hui donc, le processus révolutionnaire mondial comme processus unifié est devenu actuel, mais à un autre niveau. D'une part, par l'expérience de la limite des luttes de libération nationale à la périphérie et la conscience qu'une nouvelle avancée dépend du fait que les combats dans les métropoles amorcent la fin des centres impérialistes dans une perspective plus ou moins proche (*nécessité*). D'autre part, du fait que l'impérialisme n'a pu dans aucun pays faire oublier l'accumulation des expériences révolutionnaires, et que parallèlement ses contradictions intérieures se sont multipliées et ont éclaté à tous les niveaux. Il ne s'agit pas de combats révolutionnaires de masse — la structure politique de la société dans les métropoles ne le permet pas — mais de tenir en échec les centres impérialistes. Afin qu'ils ne puissent pas concevoir et projeter leur pouvoir de manière globale. Donc de détruire ce pourquoi l'impérialisme combat, dans son offensive : sa capacité d'agir, sa stabilité intérieure (qui lui donne une apparence de perspective), la structuration et l'armement des différents pays impérialistes, sous un seul commandement yankee et germanique (*possibilité*).

Et, si l'on veut parler de classe révolutionnaire, cela comprend aussi deux

aspects. Elle existe comme sujet dans ses combats, dans les hommes qui y participent. Et le processus social objectif est l'expérience de la destructivité du système, une expérience qui traverse le peuple entier et offre à chacun la décision de choisir l'ancien ou le nouveau. C'est une autre conception que celle de « l'ouvrier d'usine ». D'accord, on devrait définir cet aspect objectif de manière plus « scientifique ». Mais ce n'était pas ce que je voulais et j'en sais trop peu là-dessus. Dans un numéro d'*Autonomie*, ils ont essayé, en partant de l'internationalisation de la production et de la désorganisation des travailleurs dans les centres. Sur le plan analyse, c'est bien. Mais les conséquences politiques sont fausses.

Mais revenons à la phrase du début. Le « domaine le plus avancé » ; cela ne se rapporte naturellement pas au rapport de force, au caractère de masse ou au degré d'organisation, mais au contenu politique. Déjà il est important de parler des limites politiques nécessaires de tout combat pour la libération nationale qui, du fait de sa propre histoire et du rapport de forces international, ne peut jamais devenir une révolution communiste, mais seulement décolonisation et, dans certaines conditions, amorce d'évolution vers le socialisme. Et l'on peut dire la même chose des Pc et autres tentatives politiques semblables en Europe de l'Ouest, de leurs formes d'organisation et de leur possibilité d'action, qui s'orientent vers l'étatisation des luttes de classes et qui sont incapables d'anticipation. Et on peut dire la même chose de la politique des Etats socialistes qui, peu à peu, prennent conscience qu'ils ont remplacé le processus révolutionnaire social par la volonté d'attractivité, et ont fait naître une conscience petite-bourgeoise au lieu de développer la fonction de non-propriété comme réalité sociale.

Je veux dire par là que l'expérience avancée de l'identité et de la stratégie prolétariennes est née des combats de la guérilla en Europe de l'Ouest et s'est développée essentiellement à partir de ceux-ci. Ceci est apparu de manière différente selon les pays. Si tu prends l'Italie, elle s'est située sur l'axe « pour le communisme » et autour de la perspective du parti communiste combattant, donc fortement influencée par l'idée du mouvement de classe national, voire sur la base des luttes de classes autonomes, et avec la perspective du développement révolutionnaire dans un maillon faible de la chaîne impérialiste.

Ici, elle s'est développée, dès le départ, sous le concept du rapport de forces international, comme lutte armée anti-impérialiste et comme opérateur de la reconstruction de la conscience de classe dans les métropoles.

Ces différentes racines ou développements se sont rapprochées, ces dernières années, dans le développement du combat lui-même, et à partir des expériences et des conditions qu'il a fait naître.

Mais c'est un autre point. Je voulais d'abord expliquer ce concept de « prolétariat ».

Amitiés.

Christian Klar

nombreux de la politique et de la société. Une expression de ce fondement de la prolétarisation est que les sujets présents dans les processus à la base, dans la résistance, etc., viennent de toutes les parties du peuple. Et cela signifie aussi que les luttes dans les entreprises ne nous intéressent pas plus que d'autres processus à la base. Ils ne nous intéressent que quand ils s'attaquent frontalement à la stratégie du capital impérialiste et abandonnent le terrain institutionnalisé et méprisable de la simple opposition.

J'ai réfléchi (mais je n'en suis pas sûr) que l'on pourrait dire que ce processus de prolétarisation ici s'exprime avant tout dans deux directions : le combat anti-impérialiste et les luttes social-révolutionnaires.

Mais il faut dire à ce propos que le combat anti-impérialiste dans la légalité (on ne peut pas l'abandonner sur ce terrain, mais le prendre en compte et le transformer) a tendance à s'orienter contre les crimes et la répression, au lieu de réfléchir à la possibilité de l'attaquer. C'est une expérience assez constante, et ce qui s'y exprime finalement seulement, c'est le rapport entre la base matérielle du combat et sa capacité d'anticipation. C'est logique, ici aussi l'être détermine la conscience.

Quant aux luttes social-révolutionnaires, elles ont tendance à se dissoudre dans le réformisme quand elles se heurtent, de par les buts la plupart du temps immédiats, aux dures murailles de la politique impérialiste militarisée. Les luttes des squatters en sont un très bon exemple. Cela signifie que de telles luttes qui ont des racines social-révolutionnaires, ou bien commencent à s'orienter vers le combat anti-impérialiste — c'est-à-dire au concept du rapport de forces entre impérialisme et libération — et qui développent leur pratique, ou bien sont institutionnalisées. On voit cela aussi dans les luttes contre la piste d'envol, depuis le début et très précisément. Si elles ont réussi à durer (bien que la racine social-révolutionnaire soit très importante : nature, régions, etc.), c'est parce qu'elles ont fait le pas de combattre ce projet dans le contexte de la stratégie militaire impérialiste.

Je dois dire que j'ai une certaine distance par rapport à la tendance social-révolutionnaire. D'une part parce que l'anticommunisme y prospère, de même que le débat stérile sur la détention en régime normal (réformisme, dépolitisation) et aussi l'utopie comme marchandise attractive.

Et fondamentalement, cela pose aussi la question de savoir si, dans cette évolution, dans laquelle la guerre et la militarisation de la société dominant, la volonté social-révolutionnaire ne va pas éclater. D'autres disent au contraire que les mouvements sociaux-révolutionnaires vont se développer.

Mais le concept de combat anti-impérialiste est tout autre : ce n'est pas l'utopie (concrète) qui fait naître la sub-

jectivité et le processus révolutionnaire, mais la destruction de positions impérialistes, la participation à la guerre de classes. Et le deuxième critère, c'est de partir de la totalité du système impérialiste, de l'élément central de sa stratégie et, de là, déterminer ses propres possibilités d'attaque politique et pratique (c'est ce que les mouvements sociaux appellent toujours « abstrait » et opposent à leur terrain de combat dans la « vie quotidienne »).

Bon, j'ai posé quelques jalons, en réfléchissant au problème de savoir où, à la base, se développent en fait ici les sujets de la politique antagoniste dans les métropoles et à partir de quelles grandes orientations.

Et cela a un rapport aussi avec le problème des alliances, avec cette oscil-



Amour et force pour nos camarades.

lation entre « mouvement large » et sectarisme. C'est certain, cela se résout la plupart du temps pratiquement dans les initiatives concrètes, en voyant ce que l'on veut et avec qui cela est possible. Quand tu as parlé de position de classe dans ta lettre, j'ai pensé à cela parce que cela a une fonction : tracer correctement la ligne de démarcation entre soi et l'ennemi et déterminer ce qui est partie du problème et ce qui est partie de la solution.

J'ai écrit plus haut que le processus de prolétarisation se fait là où il y a destructivité du système. C'est dans l'escalade de la totalitarisation de la guerre : « plus de prolétarisation, la guerre ».

9 juin 1984,
Christian Klar

■ Une organisation portoricaine des Usa
aux côtés des peuples d'Amérique centrale

« Déplacer notre lutte de la protestation à la résistance »

Ce texte tiré du numéro de *Breakthrough*, de l'été 1984, journal anti-impérialiste héritier du mouvement de libération noire et du mouvement anti-impérialiste, est une tentative de définir une stratégie anti-impérialiste aux USA aujourd'hui face aux menées américaines en Amérique centrale en particulier et à l'exploitation par le capital des communautés noire et latino-américaine.

Il tire les leçons du mouvement depuis le Viêt-nam et de la reconstruction de la résistance armée aux USA (voir dans les différents numéros de *Internationale* les communiqués des organisations opérant sur le territoire des Etats-Unis).

L'Amérique centrale est devenue un cauchemar pour l'impérialisme Us après la débâcle du Liban. Les Etats-Unis sont confrontés au spectre d'une défaite majeure dans leur propre zone d'influence. Se dépeignant comme la citadelle de la démocratie, s'opposant à l'Empire du bloc soviétique, les Etats-Unis se trouvent de plus en plus exposés à devenir les instigateurs d'une guerre de génocide brutale contre les peuples d'Amérique centrale.

Au Salvador, le [Front Farabundo Marti de libération nationale] a libéré le tiers du pays, en réussissant à contrer l'offensive de la Junte visant à sauvegarder la province de San Vicente. Lors de sa dernière offensive annuelle, le Front a pris et détruit la soi-disant forteresse imprenable de El Porviso et attaqué plus de 60 villes tenues par le gouvernement provisoire. C'est la réponse du mouvement de libération à la farce électorale. L'optimisme de l'administration Us a disparu depuis qu'il est évident que le Front est en train de gagner la guerre.

Au Nicaragua, les Cia/contras [les contre-révolutionnaires, somozistes pour la plupart, massés au nord et au sud du Nicaragua, avec l'aide Us, Ndt] ont causé de grands dommages à coups de sabotages et de terrorisme. Plus de 3 000 Nicaraguayens ont déjà été tués dans la guerre. A cela, il faut ajouter des pertes de millions de dollars et de biens détruits. Mais les contras se sont montrés incapables de gagner une base de sympathie dans le peuple ou d'occuper une partie du territoire. Les Sandinistes ont accéléré le processus révolutionnaire à travers le pays, distribuant les terres à la paysannerie, augmentant l'entraînement politique et militaire et mobilisant le peuple entier à travers les organisations de masse pour la défense de la révolution. Les élections de novembre au Nicaragua renforceront la démocratie populaire et continueront d'isoler les contras.

Au Guatemala, les forces révolutionnaires des Urng ont montré le renouvellement de leur force après la campagne meurtrière de contre-guérilla de 1982 et 1983, lors de laquelle plus de 20 000 paysans, pour la plupart Indiens, ont été massacrés. Les actions de la guérilla se développent sur une base nationale large et importante, et les Etats-Unis ont été contraints à reconnaître que l'acte de décès de la guerre de guérilla était quelque peu prématuré.

Les Etats-Unis augmentent constamment leur présence dans la région et se préparent à étendre la guerre. 30 000 soldats envahissent le Honduras et les Caraïbes pour de grandes manœuvres (Ocean Venture 84 et Grenadero I). Le Honduras a été transformé en une garnison américaine, avec des troupes honduriennes et guatémaltèques s'entraînant pour une intervention au Nicaragua et au Salvador. Trois cents conseillers Us ont pris le contrôle direct de la guerre au Salvador avec des pilotes Us opérant des raids sur le territoire salvadorien et, malgré la fureur soulevée par le minage par la Cia des ports nicaraguayens, les Usa augmentent leur aide aux contras avec le soutien marqué d'Israël.

Depuis la guerre du Vietnam, les Etats-Unis n'avaient pas été confrontés à une volonté si claire de s'organiser et de résister. De l'Amérique centrale au Moyen-Orient en passant par l'Afrique du Sud, l'impérialisme n'est plus en train de préparer la guerre, il est en guerre. Jusqu'à maintenant, nous nous sommes montrés incapables d'unir nos forces et de développer un projet effectif et militant. Beaucoup de militants recherchent une nouvelle orientation. Les gens réalisent que ce n'est pas suffisant d'avoir un mouvement modéré qui limite sa dénonciation à des piquets polis derrière des barrages de police alors que le gouvernement mine les ports du Nicaragua et que la Cia bombarde les villages au Salvador. Ce qui est nécessaire, c'est une résistance qui opère à tous les niveaux pour rompre la machine Us de l'intérieur. Depuis quelques années, il y a eu des pas dans cette direction. Des milliers de gens ont montré leur volonté de faire face aux arrestations et à la prison dans le cours d'actions directes contre l'appareil de guerre. Le « Sanctuary movement » a pris un caractère de masse et a ouvertement contré les efforts du gouvernement Us de mettre à la porte les réfugiés salvadoriens, et de les renvoyer à la prison ou à la mort au Salvador. Les organisations armées clandestines ont entrepris un grand nombre d'actions de solidarité avec la révolution en Amérique Centrale, montrant que l'agression Us devra affronter un combat anti-impérialiste déterminé.

Les dernières manifestations de colère contre Henry Kissinger se situent dans la même perspective. A Austin (Texas), l'apparition de Kissinger fut troublé et 53 manifestants furent arrêtés. A San Francisco, mille manifestants occupèrent les rues et refusèrent d'être stoppés par les escouades de policiers qui chargeaient la foule à cheval. Plus de 200 manifestants furent arrêtés. Ceci et d'autres affrontements montrent clairement qu'un mouvement qui résiste peut être construit, mouvement qui rejette l'accoutumance aux crimes Us en Amérique Centrale.

Il est vital pour les anti-impérialistes de devenir une force plus déterminante dans ce processus. Sous cet angle, il est utile de tirer un bénéfice de l'expérience gagnée lors de la construction du mouvement contre la guerre du Vietnam, en se rappelant qu'il n'y a pas de simples analogies. Nous sommes évidemment confrontés à des conditions qui sont profondément différentes de celles des années 60.

Mais ce qui reste ici, ce sont des leçons, valables, du mouvement antiguerre qui, malgré ses faiblesses, fut apte à combattre la machine de guerre Us.

Le Vietnam, répercussions d'une guerre

Après la victoire frappante de la révolution cubaine, les années 60 furent marquées par le développement des mouvements armés à travers le tiers monde. La notion de l'après-Seconde Guerre mondiale, d'un « siècle américain », fut brutalement ébranlée par de pauvres ouvriers et paysans armés refusant d'abandonner leurs propres rêves et aspiration face à la volonté Us. Les Vietnamiens prouvèrent au monde qu'une petite nation, unie dans une stratégie de guerre populaire et engagée pour son indépendance nationale, pouvait défaire la plus grande nation de la terre. Quand Che Guevara appela à la création de « deux, trois, de nombreux Vietnam », il donna sa voie à une stratégie qui fut bientôt choisie par les révolutionnaires du monde entier : combattre l'empire Us, attaquer sur de nombreux fronts, affaiblir et éventuellement défaire le système impérialiste.

Alors que le combat armé se développe à travers l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique, cette vision commence à se réaliser. Aux Etats-Unis, les protagonistes commencent à percevoir la justesse du combat des Vietnamiens et à comprendre que les Usa sont en train de commettre un génocide.

Ici, le mouvement des droits civiques a explosé sous la forme de la rébellion du *Black power*. Malcom X cristallisa l'exigence des nouvelles générations de Noirs d'une nation, d'une terre, de la justice et de la fin de la suprématie blanche. Malcom X obligea les Noirs à ne plus se considérer comme une minorité, mais plutôt à s'identifier à l'Afrique et à la grande masse des nations colonisées, et exploitées dans le tiers monde, avec des slogans comme « non à l'enfer, nous n'irons pas », « aucun Vietnamien ne m'a appelé Nègre » et « l'Amérique est le champ de bataille de l'homme noir ». Les révolutionnaires noirs, dans les comités de coordination des étudiants non-violents et dans le Parti des Blacks panthers appelèrent la nation noire à soutenir les Vietnamiens et à combattre pour la libération nationale ici, « à la maison ». La révolution noire obligea le mouvement antiguerre, constitué principalement de blancs, à voir que la position américaine était issue du même système social qui tenait le peuple noir en chaînes. Comme au Vietnam, le système ici devait être combattu « par tous les moyens nécessaires ».

Des protestations contre la guerre se firent entendre de la part d'autres peuples opprimés. En 1970, le « *Moratorio chicanos* », à Los Angeles, poussa 50 000 Mexicains dans les rues. La manifestation fut attaquée par la police et il y eut 3 morts. A Puerto Rico, le mouvement massif contre le « *draft* » connaît de violents affrontements contre la police coloniale et un quasi-état de siège à l'Université de Puerto Rico. Tandis que des millions de soldats partaient au Vietnam, l'armée américaine, la Garde nationale et la police furent contraintes

à mener une autre guerre dans les rues de Newark, Detroit, Watts, Chicago et de Harlem. Des GI's noirs propagent la rébellion dans les forces américaines, refusant de se battre contre des gens qui n'étaient pas leurs ennemis. Les Usa répondirent en déclenchant la terreur contre la communauté noire et contre l'organisation du mouvement de libération noir. La campagne du Fbi et du Cointelpro détruisit les noyaux d'organisation de la communauté noire, base du combat, et en même temps attaqua les groupes révolutionnaires tels que le *Black panther party*, la *Republic of New Afrika* et le *Revolutionary action movement*. Une partie des révolutionnaires noirs choisit la clandestinité et forma la *Black liberation army*. La Bla attaqua la police dans de nombreuses cités, en réponse à l'assassinat par celle-ci de jeunes Noirs et à l'attaque contre le mouvement noir. Devant la réalité de la guérilla urbaine noire, les Usa augmentèrent leur campagne visant à annihiler la Bla et à effrayer tout soutien politique potentiel.

Pour les étudiants blancs radicaux sympathisants, venant juste à la conscience politique à travers la guerre du Vietnam, le nationalisme révolutionnaire noir nous força à considérer notre propre acceptation du privilège blanc aux Etats-Unis. Beaucoup de Blancs réalisèrent alors à quel point le racisme était enraciné dans notre société et commencèrent à rejeter la suprématie blanche comme mode de vie.

Des centaines de milliers de jeunes Blancs remirent en question l'hypocrisie de la société américaine. Une partie de ceux-ci produisit le développement de la *contre-culture*, qui émergea comme le rejet des valeurs américaines, et encore plus. Mais il finit par recréer beaucoup de ces mêmes valeurs sous une forme différente.

Un mouvement puissant de femmes redéfini le rôle de la femme, mettant en cause la suprématie mâle, la contre-culture et la gauche.

A l'intérieur de ce large mouvement, des forces anti-impérialistes organisèrent des manifestations contre la guerre et l'oppression raciste ici, liant le mouvement de libération des femmes à celui des peuples opprimés.

C'est dans ces conditions que le mouvement anti-impérialiste de gauche a mûri, centré autour du Sds (*Student for a Democratic Society*). Les anti-impérialistes blancs défendirent le droit des Vietnamiens à se libérer et à réunifier leur nation, au moyen de la lutte armée. En 1965, le Sds appela à la première manifestation contre la guerre du Vietnam, à laquelle vinrent 25 000 personnes, à Washington. Comme le combat des Noirs s'intensifiait, le Sds développa des programmes de soutien au *Black panthers party* et aux revendications des étudiants noirs sur les campus.

Au début de la guerre, nombre de membres du Sds avaient encore espoir dans le Parti démocrate, et donnaient leur soutien à la campagne présidentielle de Lyndon Johnson, comme un moindre mal, face à Barry Goldwater en 1964. Ensuite nous vîmes Johnson envoyer des centaines de milliers de soldats au Vietnam, commencer à bombarder le Nord-Vietnam et donner au conflit un caracté-



Le Vietnam, un peuple qui a donné l'espoir au monde.

tère de génocide. Nous avons appris de cette leçon.

En 1968, des démocrates de toutes sortes commencèrent à lancer des déclarations antiguerre, avec même le président Hubert Humphrey se posant comme alternative de paix à Nixon: Le « candidat de la paix », Eugène Mac Carty, essaya de canaliser le mouvement antiguerre hors de la rue et de l'intégrer dans sa campagne, mais la gauche anti-impérialiste refusa de sacrifier son indépendance et, au contraire, transforma la Convention démocrate en scène de protestation contre les artisans démocrates du génocide au Vietnam.

Les anti-impérialistes des années 60 sont souvent dénoncés comme des petits-bourgeois étudiants, dont la pratique n'avait pas d'impact sur la classe ouvrière blanche. Mais l'aile militante du mouvement antiguerre bâtit des bases parmi les GI's et parmi les jeunes de la classe ouvrière, dans les lycées et les collèges. La résistance au « draft » dépassa de beaucoup la population étudiante. Les militants bloquèrent physiquement et organisèrent le refus des consignes militaires. Les manifestations des campus radicaux réduisirent de 80% les enrôlements et empêchèrent les criminels de guerre, comme Dean Rusk et Robert Mac Namara, de parler. Par milliers, ils refusèrent les ordres et brûlèrent publiquement leur carnet militaire.

C'était une rupture claire avec le pacifisme. Une compréhension émergea, avec le temps, que la guerre était dirigée par un pouvoir d'Etat avec lequel il fallait s'affronter. En novembre 1969, par exemple, des dizaines de milliers de manifestants s'affrontèrent avec la police au Moratoire national de Washington. En 1970, plus de 2 000 actes de violence politique antiguerre eurent lieu, beaucoup d'entre eux à la crête d'actions de masse. Des organisations armées, comme les *Weather underground*, développèrent le soutien dans le mouvement antiguerre, dans des attaques armées de solidarité avec les Vietnamiens.

Retenir les leçons

Il est à la mode d'ignorer cette histoire depuis que cela contredit tant de conceptions de la gauche d'aujourd'hui. De nombreux débats et luttes prenaient alors place comme maintenant. Les principaux groupes de gauche (*le Parti communiste* et *le Parti des travailleurs socialistes*) centrèrent leur travail autour du slogan « *Retour des boys à la maison* ». Ils argumentèrent contre un soutien explicite à la révolution vietnamienne parce que cela pouvait leur aliéner la base large du mouvement. Pour les mêmes raisons, ils s'opposèrent à unir la lutte au Vietnam avec d'autres luttes dans le tiers monde et avec le mouvement de libération noire aux Etats-Unis. Ils condamnèrent les actions militantes et la lutte armée comme aventuristes. Quand la répression s'aiguisa, ils refusèrent d'aider les forces qui étaient les cibles d'attaques punitives de la part du gouvernement. Mais ils ne furent jamais capables de réduire effectivement au silence la gauche révolutionnaire.

Les bandes enregistrées de Watergate prouvèrent l'irritation de Nixon et son intérêt pour la rupture sociale crois-

sante. Dans son livre « *The price of Power* », Seymour Hersh décrit comment Nixon renonça à ses menaces d'utiliser l'arme nucléaire au Nord-Vietnam, en partie par peur que cela ne provoque de violentes manifestations dans le pays. Différemment d'aujourd'hui, le mouvement anti-guerre était un facteur considéré sérieusement dans la planification de la stratégie de guerre des Etats-Unis.

L'Etat manœuvra habilement pour pacifier le front intérieur. Nixon lança l'opération « *Cointelpro* » du FBI, programme d'assassinats, d'emprisonnements et de persécutions généralisées contre le mouvement révolutionnaire noir. Entre 1970 et 1973, 30 *Grands jurys* furent convoqués pour attaquer le mouvement progressiste. Après les coups de feu lors de manifestations dans l'Etat du Kent, de nombreux étudiants blancs se mirent à y réfléchir à deux fois avant de retourner dans une manifestation de rue. Dans le même temps, en éliminant la conscription, Nixon enleva une cause importante du mouvement anti-guerre.

Parce que le slogan principal de la gauche était limité au retour des troupes au pays, Nixon fut capable de désorganiser le mouvement par une vietnamisation du conflit. Comme si changer la couleur des cadavres, remplacer l'armée de terre Us par de fantoches soldats sud-vietnamiens et par le génocide des attaques aériennes, amoindrieraient la cause des protestations. A Noël 1972, pendant le bombardement de Hanoi par les B.52, le mouvement antiguerre eut seulement le courage d'une réponse sourde.

Durant cette époque les anti-impérialistes blancs firent de sérieuses erreurs venant du mouvement étudiant, nous crûmes à la révolution instantanée et nous fûmes tristement peu préparés aux exigences pour sauvegarder une lutte contre l'Etat américain sophistiqué et puissant. Nous voulions la révolution sans calculer la nécessité de sacrifice, sans avoir entamé le difficile processus de nous changer nous-mêmes et sans nous confronter profondément à nos propres liens avec le système. Les militants organisés devinrent sujets au cynisme et la démoralisation, lesquels infiltrèrent le mouvement à mesure que les protestations spontanées s'éloignaient.

Nos faiblesses eurent de sérieuses conséquences. Avec uniquement une connaissance superficielle du marxisme-léninisme, nous fûmes incapables de construire des organisations révolutionnaires ou de transformer une résistance spontanée en quelque chose de plus durable. Nous fûmes limités dans notre compréhension du rôle de premier plan qu'avait une libération nationale à l'in-

térieur des Etats-Unis et nous manquâmes à démontrer une solidarité conséquente avec le mouvement de libération noire particulièrement face aux attaques du *Cointelpro*. Finalement, la gauche anti-impérialiste prouva son incapacité à diriger un mouvement de résistance prolongé et révolutionnaire.

Depuis, l'expérience des années 60 est une expérience de pouvoir potentiel des luttes anti-impérialistes. Aujourd'hui, beaucoup de leçons stratégiques ont été perdues. L'histoire du mouvement contre la guerre du Vietnam a été réécrite et ceci ironiquement, comme un argument de conservatisme et de prudence. Le rôle galvanisateur du mouvement des luttes de libération noire et l'impact d'une gauche révoltée sont consciencieusement oubliés. C'est précisément l'absence d'une telle dynamique anti-impérialiste qui laisse aux Etats-Unis les mains libres en Amérique Centrale.

1984 : importer une autre guerre au pays

1984 est de loin une époque différente. L'impérialisme Us a appris des dures leçons de son expérience au Vietnam, il est devenu plus souple dans ses tentatives de faire face aux nouvelles crises. Ces dernières années Reagan a pris un virage très marqué pour la droite et ceci avec une adresse consommée. Il y a un net soutien de la part de la classe ouvrière blanche pour l'importante augmentation des dépenses militaires et pour la réaffirmation du pouvoir américain sur la Grenade. L'opposition à la présence au Liban des Marines américains est centrée sur le fait de sauver les vies américaines et n'est pas opposée au rôle des Usa. au Moyen-Orient. De larges secteurs de la classe ouvrière blanche ont été gagnés à l'idée de voir leur propre guérison économique comme dépendante d'une économie de guerre et d'une dévastation sociale et économique du tiers monde. En réponse à ces changements, la plus grande partie de la gauche s'est déplacée vers la droite.

Nombreux sont ceux, dans le mouvement anti-intervention, qui argumentent que le mieux que nous puissions réalistement espérer est un candidat démocrate qui ralentirait le massacre en Amérique Centrale. L'opposition à l'intervention en Amérique Centrale devient une simple « *revendication* », extirpée de son contexte de lutte contre l'impérialisme à travers le monde. Il nous est dit de ne pas miner le mouvement en introduisant des facteurs de division tels que

l'agression Us et israélienne au Moyen-Orient.

On nous conseille d'être pragmatiques et d'ajourner une politique révolutionnaire jusqu'à un moment plus opportun. Les leçons des années 60 sont jugées comme n'ayant rien à voir avec le mouvement actuel.

Nous sommes en désaccord avec cette estimation. Cela exprime une vision d'impuissance de la part d'une gauche qui accepte la légitimité de l'impérialisme, même quand la terreur Us est des plus visible. C'est sous-estimer la force impérialiste et s'aveugler sur les conditions et les luttes du tiers-monde aux Usa. C'est éliminer la responsabilité d'une gauche consciente pour lutter et changer les choses dans cette période difficile.

Pour que le mouvement dans ce pays se développe à l'intérieur d'une force qui puisse réellement contribuer à arrêter la guerre en Amérique centrale, il est nécessaire qu'il y ait plus d'actions militantes de masse. Loin d'amener à un isolement du mouvement, l'exemple d'un million de personnes défiant notre propre gouvernement peut activer les secteurs frontaliers. C'est une leçon que nous devons retenir du mouvement contre la guerre du Vietnam. Nous pouvons déplacer notre lutte de la protestation à la résistance. Si nous apportons notre soutien résolu aux mouvements de libération en Amérique centrale, si nous définissons l'impérialisme Us comme notre ennemi aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, si nous faisons un pas vers un activisme plus militant et plus conséquent, nous serons capables de faire de réelles avancées.

No Pasaran, soutenir les mouvements de libération en Amérique centrale

Pour les peuples d'Amérique centrale, la guerre populaire est l'axe autour duquel tous leurs espoirs de liberté s'expriment, la seule alternative à la soumission et au génocide. Les mouvements révolutionnaires en cours ont leur origine dans les décisions douloureuses prises par les révolutionnaires d'Amérique centrale, dans les années 60 et 70, de prendre les armes et de se battre pour la dignité et la libération de leur nation. Des groupes comme le Fsln, le Fpl et l'Erp au Salvador, l'Erg, l'Orpa et les Far au Guatemala ont d'abord été taxés d'aventurisme ultra-gauche et méprisés comme tels par la gauche réformiste, traditionnelle en Amérique centrale. Des défaites prématurées furent prises comme preuve que les temps n'étaient pas mûrs et que le travail politique légal devait être la pierre angulaire de l'activité de la gauche. Mais les formations politico-militaires rejetèrent cette ligne et, malgré cela, persévérèrent à travers une série de difficiles reculs. En fin de compte, les formations armées au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala, commencèrent à résoudre le problème complexe de la transformation d'une activité armée, isolée et sporadique, d'une avant-garde révolutionnaire, en une guerre populaire de masse.

La guerre révolutionnaire en Amérique centrale, comme au Vietnam, tire

ses forces de tout le peuple, de l'engagement complet des combattants dans la guérilla, dans l'armée populaire, des milices de village qui défendent leurs terres et leurs maisons contre les raids de l'armée, des paysans qui mènent des actions de masse contre la prise de possession de leur pays, des partisans de la guérilla qui refusent de parler sous la torture, des mères manifestant jour après jour devant les prisons militaires demandant à voir leurs enfants disparus, des enfants eux-mêmes se battant sur les baricades.

C'est précisément à travers la guerre populaire que la nouvelle société commença à prendre forme, et ceci résultait de la destruction de la vieille société. Nous pouvons voir clairement ceci chez les femmes du Nicaragua, dont la participation à tous les niveaux avait posé les bases de la lutte continue pour l'égalité à l'intérieur de la révolution nicaraguayenne.

La société révolutionnaire est le fruit de 20 années de lutte et de la détermination du Fsln [*front sandiniste de libération nationale, Ndt*] à se battre avec toutes les armes qui sont à sa disposition, dans le but d'obtenir une justice et une véritable démocratie.

Nous devons nécessairement reprendre ce processus dans notre organisation. C'est la seule solution pour rompre avec les mensonges qui étiquettent comme « terroristes » les combattants de la liberté et considèrent communistes et fascistes comme bonnet blanc et blanc bonnet. Cela est important, précisément aujourd'hui où Reagan est en train d'effrayer le soutien aux mouvements de libération. Pour la nouvelle législation antiterroriste proposée par Reagan, il est criminel de fournir un soutien financier, des médicaments et des vêtements au mouvement de libération en dehors des frontières de ce pays. Cela vise à stopper la solidarité croissante envers le Fmln/Fdr du Salvador, les révolutionnaires nicaraguayens, les luttes de libération en Afrique, le mouvement palestinien et la lutte en Irlande du Nord. L'attaque de Reagan vise les organisations de solidarité avec les masses, tel que le *Comité de solidarité avec le peuple du Salvador* (Cispes). Déjà les Usa ont traduit en justice des membres du « *Sanctuary movement* » qui donnent asile aux réfugiés d'Amérique centrale. Ces tentatives d'intimidation peuvent être contrées par la formation politique et l'organisation de la défense des mouvements de libération.

Rompre le consensus raciste

Les Etats-Unis payent la guerre en attaquant systématiquement le niveau de vie de plus de 50 millions de colonisés « *New Africans* », Mexicains, Puerto Ricains et Indiens. La politique de « *reprise* » de Reagan est destinée uniquement aux Blancs, elle amène les Etats-Unis au seuil d'une inévitable crise politique. Aujourd'hui, une famille noire de quatre personnes gagne 56% de ce que gagne une famille blanche. Des millions de parents noirs, latino-américains envisagent un futur pour leurs enfants, ponctué par le cycle colonial de l'école qui n'apprend pas, le chômage permanent pour plus de la moitié des jeunes et la prison. C'est une situation explosive que les Usa ne seront pas capables de pacifier.

Les Etats-Unis sont déterminés à prévenir une répétition du scénario de la guerre du Vietnam où la lutte du peuple opprimé de l'intérieur mina sa capacité à faire la guerre à l'extérieur. Sa stratégie est d'écraser les mouvements qu'ils considèrent comme les plus menaçants, avant qu'ils ne prennent un caractère de masse. D'accord entre eux, le Fbi et toute la branche exécutive du gouvernement ont déclenché une nouvelle chasse aux sorcières contre les organisations révolutionnaires sous le masque de l'anti-



L'Urng, front révolutionnaire au Guatemala.

terrorisme, le gouvernement a lâché une vague d'attaques du *Grand jury* contre ces mouvements, lesquelles vont avec la levée des contraintes des activités du Fbi contre la gauche, ce sont le « *New Coin-trelpro* » et le « *New McCarthysme* » des années 1980.

Qu'est ce que cela signifie pour le mouvement anti-intervention. De nombreuses organisations de gauche reconnaissent qu'il est nécessaire d'unir le travail pour l'Amérique Centrale avec la puissante force du tiers monde aux Etats-Unis. Mais souvent cela est réduit à de vagues appels pour le travail et la justice ou pour rejoindre la campagne de Jackson. L'irrésistible vote noir pour Jess Jackson est en partie une image de l'orgueil noir et en partie la démonstration de la désaffection profonde dans laquelle la population noire tient les politiciens blancs et leurs promesses de changement. La protestation noire, même si elle s'exprime dans un cadre électoral durant la campagne de Jackson, ne pourra pas y être contenue. Pour la gauche blanche et le mouvement anti-intervention, bien qu'ayant pigé la Campagne de Jackson, celle-ci est devenue un substitut pour affronter la montée de la suprématie blanche dans ce pays. 35 millions de Noirs ne sont pas seulement des victimes du racisme ou d'une autre couleur de l'arc-en-ciel. Ils sont une nation colonisée, ils sont une nation se battant pour les droits de l'homme, l'autodétermination et l'indépendance. La libération noire met en question les structures de la suprématie blanche et du colonialisme domestique, sur lesquelles l'impérialisme repose. Avec l'augmentation de la terreur policière et avec les *Jury* composés uniquement de Blancs, continuant de mettre en liberté les flics assassins, avec le Ku Klux Klan dans chaque coin du pays, notre mouvement a besoin d'attaquer les racines de ce système.

Si nous voulons sérieusement détruire le consensus patriote de ce pays, nous devons résister à la terreur raciste, et défendre les mouvements de libération nationaux à l'intérieur des Etats-Unis qui sont maintenant soumis à l'attaque de l'Etat. Autrement, l'Etat aura les mains libres pour isoler les vraies forces qui menacent le plus son pouvoir.

Elections 84, la gauche penche à droite

Moins de 10 ans après la guerre du Vietnam, nombreux sont ceux à gauche prêts à oublier et à pardonner lorsqu'ils arrivent dans le Parti démocrate. Les uns argumentent que le premier but est la défaite de Reagan, même si cela signifie embrasser la cause de Mondale ou Hart comme une nouvelle version du moindre mal (« *lesser evil* »). Les autres argumentent que la candidature de Jackson laisse espérer une transformation du Parti démocrate par une lutte souterraine et progressive. De fait la gauche est entrée complètement dans le jeu électoral.

Nous entendons souvent que la politique électorale est juste un aspect d'une stratégie, que cela serait un moyen d'obtenir une audience pour notre politique, que cela élargirait notre base. Ainsi certains pensent qu'une politique électorale peut être une veste que l'on retourne

lorsqu'on en a envie, que l'on peut travailler pour les candidats démocrates sans légitimer le Parti démocrate, travailler pour Jackson et refuser de continuer lorsqu'il soutient la candidature du représentant national-démocrate. Mais la réalité est plus complexe. Une politique électorale génère une force vive conservatrice dans laquelle les militants sont uniquement préoccupés à « *cultiver* » des politiciens libéraux, atténuant leur discours en espérant ainsi gagner de l'influence. La militance et les militants de rue sont minimisés parce que la gauche essaye de devenir plus respectable. Enfin, le travail de solidarité est diminué. Le mouvement anti-intervention devient le hochet de la démocratie.

Là où cela devient risible, c'est que les démocrates continuent à voter le budget pour la junte du Salvador, et pour l'énorme mise sur pied de forces militaires Us au Honduras. Le leader démocrate acquiesca complètement à l'invasion de la Grenade et donna à Reagan un accord bi-partite pour le plus gros budget militaire jamais vu. Fluctuations de la politique, les Démocrates restent les sponsors des tentatives israéliennes de détruire les Palestiniens et la résistance libanaise.

Nous sommes dans une période où le caractère brutal des Usa devient de plus en plus évident en Amérique centrale, au Moyen-Orient, envers les Noirs et les Latinos-américains à l'intérieur des Usa. Nous devons sortir les gens d'un processus de relance du système et leur faire comprendre que l'Etat est notre ennemi.

Mais, sous le slogan de « *vider Reagan* », de nombreuses organisations abandonnent leurs principes et ainsi en renonçant à tenir tête, ils renforcent la « *foi* » des gens dans la démocratie américaine. L'impérialisme est réduit à une déviance diabolique de systèmes politiques qui peuvent être réformés de l'intérieur même du système de l'Etat bourgeois. Regardant à casser notre isolement et à gagner à court terme, nous nous condamnons nous-mêmes à une inefficacité à long terme.

Soutenir la résistance armée aux Usa

Dans un communiqué envoyé après leur attentat à l'explosif contre un complexe d'ordinateurs du Washington Navy Yard, l'*Armed Resistance Unit* posa un repère pour le mouvement contre l'intervention en Amérique Centrale. « *Nous agissons cette nuit afin de contribuer à construire un mouvement de résistance dans ce pays qui permettra de détruire la stabilité de la base nationale du gouvernement Us qui est tant nécessaire à ce dernier. C'est une des leçons de la lutte contre la Guerre au Vietnam que nous pouvons appliquer aujourd'hui. Notre mouvement peut organiser les soldats et les marins à ne pas se battre, le recrutement de l'armée peut être bloqué et la technologie de guerre sabotée. Le gouvernement a besoin d'un « débat politique » dans ce pays pour continuer à gérer la maintenance du contrôle impérialiste entre Républicains et Démocrates. Notre mouvement peut être une alternative progressive et anti-impérialiste.* »

En tant qu'anti-impérialistes essayant de construire un mouvement sérieux, nous accueillons à bras ouvert l'arrivée de la lutte armée aux Usa. L'année dernière, l'*Armed Resistance Unit*, l'*United Freedom Front* et la *Red Guerrilla Resistance* ont attaqué des entreprises de guerre, des installations militaires et des bâtiments publics, comme le Capitole, dans une campagne armée contre les fauteurs de guerre.

Nombreux sont ceux dans la gauche qui voit la lutte armée comme prématurée et aventuriste. Ils rejettent chaque action armée comme le travail de groupes

isolés, éloignés des luttes populaires. Mais ce que la résistance à la guerre du Vietnam a montré était que la lutte armée pouvait amener beaucoup de gens à faire partie du mouvement révolutionnaire, lequel se bat contre le système lui-même. Le mouvement clandestin a un potentiel d'accroissement et de construction qui peut devenir une réelle menace pour l'Etat.

Ceux qui ont commencé à s'engager dans la lutte armée visent les véritables auteurs de la terreur dans le monde. Loin de devenir des « *terroristes* » dépeints par les Usa et l'Otan, ceux qui se battent clandestinement sont des combattants libres qui possèdent une clarté et une détermination dont notre mouvement a besoin.

Se confronter aux fauteurs de guerre

Niveau par niveau, les Etats-Unis étendent la guerre en Amérique Centrale. Reagan a été incapable de jeter à terre les Sandinistes ou d'arrêter l'avance du Fmln/Fdr en dépit de son soutien aux Contras ou à des troupes fantoches. L'escalade Us est inévitable. La prise de parole, le 9 mai, était un appel à la guerre, un appel aux sentiments les plus patriotiques et les plus droitiers du pays. Le jour suivant, Démocrates et Républicains votaient comme un seul homme l'envoi d'une importante aide militaire au Salvador, ce dernier ignorant tout respect des droits de l'homme. La victoire de Duarte au Salvador sera utilisée pour justifier l'engagement plus intensif des Usa dans la guerre. Nous pouvons être certains que l'impérialisme Us est en train de planifier une longue guerre contre les peuples et les nations révolutionnaires de cette région.

Il est temps d'affirmer et de construire les premiers niveaux de militance auxquels les gens puissent participer. Le gouvernement et son écho conservateur dans la gauche essaient de nous isoler et de nous diviser, étiquettant ceux qui rejettent les limites déterminées par l'Etat pour protester, comme des troublions, des provocateurs et des terroristes. Nous devons rejeter ces tentatives de museler notre mouvement. Nous devons donner notre soutien aux révolutionnaires nicaraguayens et aux mouvements de libération au Salvador et au Guatemala. Nous devons défendre nos camarades Centre-américains aux Etats-Unis qui ont été la cible d'attaques croissantes. Nous devons rendre public l'exemple d'internationalistes comme Carol Isher, une Nord-américaine qui est morte au Salvador en se battant au côté du Fmln. Nous avons à rendre plus difficile le recrutement par l'armée Us, la consolidation de la Rotc dans nos campus, le distillage du poison par des criminels de guerre comme Henry Kissinger et Jeanne Kirkpatrick. Nous devons défendre ceux qui disent « *Bon dieu, non ! Nous n'irons pas !* » aux instances militaires, comme Alfred Griffin, un GI noir musulman qui a refusé d'aller se battre, que ce soit au Liban ou à Grenade, et est passé récemment en cour martiale. Nous devons casser le mur du silence établi autour de la répression croissante contre des révolutionnaires et des militants politiques aux Usa.

Pour ceux qui ne voient que notre faiblesse, il leur serait utile de se souvenir combien les voix de la gauche étaient peu nombreuses et lointaines au début de la guerre du Vietnam. Ceux qui brûlèrent leurs carnets militaires furent souvent attaqués par des foules en colère et dénoncés comme traîtres. Les sondages d'opinion enregistraient un soutien accablant à la politique des Etats-Unis. Alors une gauche persévéra, montrant sa propre part de courage et de principe. Et le mouvement grandit. Dans la période actuelle de guerre, d'intervention et de crise devrions-nous faire moins ? □

■ Procès contre
les Cinq de Vancouver

Canada

De l'action directe à la guerre de classe

Six ans, dix ans, vingt ans, vingt-deux ans et une condamnation à perpétuité : c'est la lourde sentence du procès de Vancouver contre cinq combattants anti-impérialistes, Ann Hansen, Doug Stewart, Brent Taylor, Julie Belmas et Gerry Hannah. Et ce procès n'est pas encore terminé puisqu'il comprend vingt-cinq chefs d'accusation.

Son enjeu était avant tout de tenter de briser l'identité politique et humaine de ces camarades en empêchant qu'ils ne revendiquent clairement les opérations de *Direct action* contre Litton et Hydro et les actions très populaires des *Wimmins fire brigade* contre le circuit vidéo pornographique. En cela, ce procès marquait la volonté de la bourgeoisie de criminaliser l'action de ces camarades en l'ensevelissant sous des dizaines d'inculpations spécifiques, d'anéantir toute velléité d'antagonisme en frappant très fort dès les premières manifestations d'organisation sur le terrain de l'illégalité, visant par là à préserver la paix sociale nécessaire à la mise en œuvre des projets stratégiques de l'impérialisme dont le Canada est aujourd'hui l'un des théâtres. La justice de classe a donc ainsi pu aller jusqu'à lourdement condamner de simples intentions d'actions...

Dans le numéro cinq de *L'Internationale*, nous avons consacré un dossier aux luttes anti-impérialistes au Canada, qui rendait compte des actions de *Direct action* et des *Wimmins fire brigade*, ainsi que du vaste mouvement de soutien qui s'est développé lors du procès et qui a vu se dérouler un important débat autour de la signification des actions elles-mêmes et de l'apparition d'une pratique anti-impérialiste offensive. C'est à ces derniers aspects que nous voulons nous intéresser dans ce numéro.

En effet, l'arrestation et le procès des Cinq n'a pas signifié la fin d'une lutte, mais a, au contraire, alimenté un indéniable enrichissement politique des sphères de mouvement qui se sont investies dans le soutien aux Cinq. Des questions jusque-là refoulées dans ce mouvement ont été largement mises en débat, telle que la nécessité d'une pratique de résistance offensive anti-impérialiste organisée qui garantisse au mouvement de masse contre la préparation de la guerre interimpérialiste de marquer des points réels dans son combat.

De même, le procès a permis de poser très concrètement la question du rapport à la justice bourgeoise et, partant, de l'affirmation d'une identité antagoniste inconciliable avec les règles de ce système. Son déroulement a éclairé que loin de s'agir d'une quelconque « injustice », il s'agissait bien d'un appareil judiciaire au service exclusif d'une classe, la bourgeoisie impérialiste.

Mais, voyons-en plus précisément le déroulement. Il a débuté en janvier 1984,

près d'un an après l'arrestation des Cinq. Sa division en quatre parties et le tronçonnage des différentes affaires et des inculpations visaient à ce que le procès s'ouvre sur l'expropriation de la *Brinks*. Le fait de commencer par juger une opération financière manifestait une nette volonté de criminaliser et d'anéantir toute identité politique des Cinq.

Mais l'essentiel de la mascarade eut lieu durant les quatre mois de pré-procès, appelé « voir-dire ». Cette période doit permettre au juge de déterminer quelles preuves et quels témoignages il retiendra contre les inculpés. C'est alors qu'en

guise de témoignages et de preuves, c'est l'existence d'une colossale surveillance policière dont le mouvement faisait l'objet qui fut dévoilée : des filatures 24 heures sur 24 de certains militants, des écoutes téléphoniques, des poses de micros dans les domiciles et d'autres touchantes attentions. Il apparut même que certaines actions avaient été effectuées sous les yeux des services de renseignements, qui préféreraient sûrement par là préparer de retentissants procès afin d'étouffer dans l'œuf toute pratique offensive. De même, certaines inculpations furent retenues contre les Cinq sur la

base d'enregistrements de discussions par les flics sur des actions jamais réalisées.

Le fait que ces pratiques de l'antiguérilla apparaissent au grand jour représente un important facteur de politisation du mouvement, contribuant à balayer le bon nombre d'illusions légalistes et démasquant le rapport de guerre qui existe avec l'Etat pour toute pratique antagoniste. L'ampleur des moyens mis en œuvre par l'appareil ennemi souligne qu'il s'agissait bien de la défense des intérêts d'une classe contre une autre, *a contrario* des sensibilités « morales » qui sont souvent à l'origine de la résistance anti-impérialiste spontanée au Canada.

Mais, les préprocès sont aussi un moment de négociation entre la défense et le procureur sur les inculpations à retenir. Au début, certains des Cinq, piégés, ont accepté le jeu, reconnaissant certains faits en l'échange de l'annulation d'autres accusations. Un débat se développa donc sur l'attitude à adopter par rapport à la justice. L'interview d'Ann Hansen qui suit retrace l'évolution de l'attitude des Cinq et leur apprentissage d'une forme nouvelle d'affrontement à l'appareil bourgeois.

Cette interview, ainsi que les déclarations en audience de Brent, Doug et Ann, manifeste combien ce procès a été un moment de politisation pour l'aire antagoniste au Canada et de dépassement de la problématique défensive qui domine trop souvent les luttes dans ce pays. Jusque-là, dans le mouvement de masse contre la tendance à la guerre interimpérialiste, dominait une perception de la « barbarie » capitaliste où les déterminations strictement morales (le caractère « mauvais » et « brutal » du système contre les contenus de « vie » du mouvement) l'emportaient sur l'analyse de classe de la formation sociale canadienne. C'est ainsi qu'une orientation qui ne s'attaque pas aux fondements mêmes des désastres écologiques, de la famine et de la guerre, à savoir le mode de production capitaliste, est parfaitement tolérable pour la bourgeoisie impérialiste, alors qu'elle frappe durement toute pratique antagoniste illégale qui s'attaque pratiquement à ces fondements.

Et ce n'est effectivement pas, comme l'explique Ann, les actions spécifiques de *Direct action* ou des *Wimmins fire brigade* qui justifient un tel acharnement de l'Etat à l'encontre des Cinq, mais bien le fait qu'en s'attaquant pratiquement à des structures du système, ces actions en révélaient la nature et les articulations, ouvrant la voie à un véritable antagonisme de classe, dans un contexte où les luttes sociales se développent en riposte aux attaques de la bourgeoisie impérialiste, empêtrée dans la crise historique de son mode de production. □



Pour écrire aux Cinq

Ann Hansen,
Julie Belmas
Kingston prison for women
P.O. Box 515
Kingston (Ontario)

Doug Stewart
2070 - C.P. 1210
Ste-Anne-des-Plumes, P.Q.
Canada JON 1H0

Gerry Hannah
Matsqui federal Penitentiary

Box 4000
Abbotsford (B.C.)

Brent Taylor
Pour l'instant, on peut
lui écrire en adressant
les lettres au comité de soutien :
Free the Vancouver
5 Defense Group
P.O. Box 48296 - Bentall Station
Vancouver (B.C.)
Canada V7X 1A1 □

Une interview
d'Ann Hansen

« Ce qui t'aide le plus, c'est de savoir que des gens continuent »



Ann Hansen.

Après coup, vous êtes-vous sentis frustrés de n'avoir pas été capables de mettre en place une attitude politique unifiée lors de vos arrestations ?

Non, pas frustrés. Nous ne pouvions l'être parce que chacun de nous était dans une situation un peu unique. Il y avait plusieurs accusations, quelques-uns étaient innocents au niveau juridique, d'autres ne l'étaient pas. Tu dois à tout moment être capable de juger si il est pire d'adopter une attitude de totale non-collaboration ou d'accepter le système légal.

Tu ne dois à personne d'être puni pour des choses que tu n'as pas nécessairement estimé injustes. Si tu peux éviter d'aller en prison en acceptant leur système, alors, je pense qu'il faut le faire. Tu es plus utile dehors qu'en prison. D'un autre côté, si la chance de gagner quelque chose en acceptant leur légalité est quasiment inexistante, là, je pense qu'il est très dégradant et dépolitisant de sacrifier ton identité politique en te soumettant. Il n'y a pas de réponse toute faite pour savoir s'il faut ou non négocier avec la justice. Chaque situation est différente.

Certaines sphères du mouvement politique sont restées distantes et ont émis des critiques à ton égard. Elles portaient sur la nature isolée des actions et leur apparent mépris des besoins d'élargissement du mouvement. Qu'en penses-tu ?

Nous n'avons jamais eu une attitude de mépris total en ce qui concerne la construction du mouvement. Ce parcours, nous l'avons vu. Tu ne romps pas du jour au lendemain avec un mouvement militant sans avoir eu, auparavant, un certain type d'activités militantes. Nous n'avons jamais jugé nos opérations en opposition au mouvement légal, et nous avons pris en compte ce dernier lorsque nous avons réalisé les actions. Pour nous, la seule façon de changer le système est de développer un puissant mouvement de résistance. Mais il devrait avoir un aspect plus militant, ça n'arrivera pas subitement.

Il y a une dialectique dans toute société, tout pays, qui entraîne l'action des gens, la discussion, l'apparition de multitudes d'actions, en dehors de l'évolution linéaire des choses. Je ne pense pas qu'on a le droit de dire : « *Nous ne ferons rien d'illégal tant que les masses ne le feront pas.* »

Qu'allons-nous faire, attendre la manchette du jour qui dit que 300 000 travailleurs ont détruit l'Hydro... Comme si, soudainement, du néant, 300 000 personnes étaient sorties en courant pour mettre en miettes les mégaprojets. Je pense que c'est une vision très idéaliste des actions à faire et de ce qui pourrait faire avancer l'histoire. Je ne pense pas que nous soyons nécessairement parfaits et si je dois critiquer ce que nous avons fait, je dirais que si les gens

doivent faire des actions illégales, ils peuvent faire des choses qui n'entraînent pas forcément l'usage d'explosifs ou d'armes parce que chacune de ces deux choses implique que vous êtes prêts à aller en prison ou à trouver la mort.

Comment avez-vous pris la décision de sélectionner certaines cibles ?

Bon, nous avons pris en considération le mouvement légal. Nous ne sommes pas sortis frénétiquement faire sauter des choses au hasard. Nous avons une analyse politique qui intégrait différentes questions.

La première action contre *Cheekye Dunsmuir* fut choisie parce que nous avons analysé qu'au Canada le développement des mégaprojets et de l'extraction de ressources était la tendance économique du futur et deviendrait un des remparts réels de notre économie. Nous avons choisi *Cheekye Dunsmuir* pour différentes raisons. D'abord c'était un projet contre lequel la lutte légale avait échoué et ne put longtemps être efficace. De même pour Litton et le *Red Hot Vidéo*.

Dans les trois cas, les gens faisaient l'analyse de l'efficacité de la lutte légale et si, oui ou non, une action pouvait s'y intégrer. Nous ne ferions pas d'action illégale si une lutte active, tranquille et légale pouvait être efficace.

L'action contre les *Red Hot Vidéo* suscita une réaction dans le mouvement que ni celle de Litton ni celle contre l'Hydro n'entraînèrent. Comment l'expliquez-vous ? Faites-vous une distinction entre ces actions ?

La première de toutes, l'action contre les RHV, n'a pas été exécutée par tous les cinq. Malgré ce qu'ils disent, c'est une action de femmes et seules des femmes y participèrent.

Je pense que c'était la plus réussie, parce que, la question de la pornographie est mieux comprise par la communauté féminine que *Cheekye Dunsmuir*, les mégaprojets ou le développement industriel en Colombie britannique (B.C.) ne sont compris par les gens en général. La communauté féminine a une très grande conscience de son oppression et de ce que la pornographie signifie. Il y a une très forte communauté féministe en B.C. qui soutient et comprend les choses comme cela. Je pense aussi que l'usage de la bombe incendiaire comme technique est plus facile à comprendre parce que la moyenne des gens peuvent s'y reconnaître, parce qu'ils peuvent le faire eux-mêmes. Cela n'implique pas le vol de l'explosif et la connaissance de son utilisation. Les gens se sentent moins menacés par l'utilisation de la bombe incendiaire que par celle de l'explosif, par le fait de devoir rentrer dans la clandestinité ou de devoir porter des armes.

En quoi ce choix tactique particulier entre-t-il dans la construction d'un large front s'appuyant sur le niveau de conscience politique ?

Je pense qu'il y a différentes manières d'agir sur ces questions. J'ai toujours pensé que le sabotage était une forme valable de contestation, mais le peuple n'est, historiquement, pas préparé à le faire.

Il n'y a pas qu'une seule stratégie ou une seule tactique qui soit valable, et le reste inutile. Je me fixe cependant comme limite la négociation avec le gouvernement ou les puissances industrielles. Je ne pense pas que les pétitions, faire partie d'un groupe gouvernemental, faire pression sur le gouvernement ou discuter en privé, avec des dirigeants d'entreprises, ne puissent mener à quelque chose. Une fois que les gens réalisent ceci, ils peuvent développer une politique extra-parlementaire.

Il y a toute une gamme de tactiques politiques et de stratégies qui sont efficaces et tolérables. Je pense que la force du mouvement réside, justement, dans le soutien mutuel des différentes tactiques et stratégies. Dans l'unité, ces diversités peuvent toujours être débattues et critiquées. Il en résultera une évolution et un changement.

La sévérité de la peine n'est pas due aux actions contre Litton, l'Hydro ou aux attentats contre les RHV. Tu as été condamnée à vie pour un crime que tu n'as pas commis, une tentative de meurtre contre un vigile de la Brinks. Qu'est-ce que cela a représenté pour toi ?

Je ne pense pas qu'il soit possible de prendre une telle décision à froid. Évidemment, n'importe quelle personne participant à un vol à main armée doit être préparée à tirer, sinon c'est elle qui se fera tuer. L'organisation de l'action fut étudiée à fond de manière à éviter, dans la mesure du possible, toute bavure.

Pensez-vous que cela a été compris par le juge et le jury ?

Je crois que le juge l'a très bien compris, mais a refusé de le reconnaître officiellement, parce qu'il voulait être capable de justifier la peine maximum. Ce n'est pas possible qu'il ne l'ait pas saisi parce qu'il doit l'avoir entendu (sur la bande magnétique). Il y eut à peu près cinq bonnes heures, où nous ne cessions de revenir sur le déroulement du hold-up, que nous avions déjà préparé tant de nuits, menottant encore et encore le gardien. Menottant un gardien vivant, évidemment. Le juge n'est pas assez stupide pour ne pas avoir compris que ces scènes furent répétées afin d'éviter que le gardien ne soit tué. Elles ne furent jamais envisagées avec un mort, mais avec un gardien en vie. Mais, je pense qu'afin de justifier les sentences, le juge fit tout ce qu'il put pour que nous semblions avoir organisé le meurtre du type.

Les gens ont dit que le genre d'actions que vous faisiez augmentait la répression sur la sphère politique. En acceptez-vous la responsabilité ?

Évidemment, nous avons fait augmenter la répression, mais nous n'en

sommes responsables qu'à un certain degré. La raison que tu formules n'est pas nécessairement vraie. Elle ne doit pas cacher la vraie nature de la répression. La répression était là avant qu'aucun de nous ne fasse quelque chose. Je pense que partout, dans tout le monde occidental, tous les instruments de répression — balles de caoutchouc, appareils d'écoute, méthode de surveillance — existent. Qui les utilise et quand dépend de ce qui se passe dans chaque pays. Si le peuple est relativement obéissant et n'est simplement pas content des choses sans pour cela agir sérieusement, il n'y a pas besoin de répression. Je pense qu'ils sont suffisamment habiles pour comprendre qu'il n'est pas nécessaire de tirer sur les gens qui manifestent pacifiquement. Lorsqu'il y a des émeutes qui menacent l'ordre, les balles en caoutchouc et les jets d'eau sont utilisés.

Ils nous ont utilisés pour justifier l'accroissement de la répression, particulièrement sur les milieux anarchistes et féministes. Mais je suis sûre qu'il y a une importante somme d'informations et une haute surveillance dirigées contre d'autres groupes, comme le mouvement ouvrier. Je pense qu'ils ont probablement un fichier plus vaste sur les militants ouvriers qu'ils n'en ont sur les communautés anarchistes ou féministes, parce qu'ils ont une plus grande habitude, une intervention plus ancienne dans le mouvement ouvrier qu'ils n'en ont historiquement dans les milieux marginalisés.

Un aspect utile du « voir dire » et du procès *Brinks* fut qu'un nombre de méthodes policières modernes apparurent au grand jour. Je pense que les gens peuvent y réagir et comprendre que ce genre de surveillance, électronique et physique à la fois, dont nous fûmes l'objet, sera utilisée contre toute personne qui exprime des idées radicales.

Ne pensez-vous pas que vous avez été mal compris par une grande partie des milieux de gauche ?

Nous n'avons pas eu le temps de communiquer nos idées puisque nous avons été arrêtés très tôt. Une fois arrêtés, nous étions confrontés à cet horrible problème d'être bâillonnés par le choix de la voie légale. Tu ne peux pas avancer dans un procès légal, reconnaître ce que tu as fait sans pouvoir réellement en parler, car ce que tu dis peut mettre en danger les chances d'autres personnes d'être acquittées. Nous avons été principalement bâillonnés jusqu'à ce que nous ayons décidé de plaider coupables. Maintenant que nous pouvons parler, nous donnons des interviews pour essayer d'atteindre des gens.

Nous écrivons plus. Les idées des gens changent constamment et évoluent, et nous ne sommes pas nécessairement d'accord avec chaque petite chose que nous écrivons et disions avant que nous ne soyons en taule. Aussi nous allons expliquer les raisons qui nous ont poussés à faire ces actions et faire une critique de nos méthodes, dans l'année à venir.

Est-il toujours possible pour vous de prendre une décision claire, comme le choix de mener une défense légale stricte ou plutôt politique ?

Ce n'est jamais totalement clair, à cause du nombre d'inculpations retenues contre nous. Il y a eu 21 inculpations contre chaque individu, plus de cent au total, et cinq personnes sont concernées. Certains sont innocents de faits qui leur sont reprochés. Ce que nous avons essayé de faire était de participer au système légal et d'y développer nos idées politiques, autant que cela fut possible, dans les limites du procès. Mais c'est très difficile. Tes avocats te parlent constamment pour que tu ne puisses jamais faire de déclarations politiques. Quand tu veux que des témoignages politiques soient effectués en audience, l'avocat est réticent. Cela met en danger son image professionnelle vis-à-vis du juge et du procureur, de poser des questions politiques que la Cour estime hors sujet.

Et cela demande une énergie du diable, d'obtenir de ton avocat qu'il le fasse quand même. En plus, nous n'avions que deux heures par semaine pour parler d'une centaine d'inculpations et d'un million de petites questions compliquées. Si nous avions été mis en liberté provisoire, cela aurait été totalement différent. Mais l'enchaînement des circonstances rendit cela impossible. Même si, personnellement, je voulais décider de ne pas collaborer à cette voie légale. Je ne pouvais pas penser seulement à moi.

Plaider l'innocence, n'est pas plus honorable que de plaider coupable lorsqu'aucune défense n'est valable et que tu ne penses pas réellement avoir commis un crime. D'un côté, tu te sens hypocrite de plaider l'innocence. C'est comme de dire « *je ne pouvais pas faire ça, quelqu'un d'autre l'a fait* » quand tu l'as réellement fait. Mais dans le même temps, tu te sens hypocrite de plaider coupable parce que tu ne te sens coupable de rien du tout. Et tu n'acceptes pas de devoir être puni pour cela. C'est une position très difficile d'être dans ce système légal, quand il n'y a absolument aucun point commun entre tes valeurs et tes perspectives d'ensemble, et les valeurs et les perspectives de celui-ci.

Etant donné tout ce qui s'est passé et la situation dans laquelle vous êtes maintenant, comment envisagez-vous la phase à venir de votre vie ?

Nous allons tous être envoyés dans une prison fédérale et nous continuerons simplement de vivre. La prison devient ta communauté, ta vie, la plupart d'entre nous fait des études en tout genre et est très liée aux autres détenus.

Comment est la vie carcérale, jusqu'à présent, en Oakalla ?

Très, très bien. Les autres femmes sont très sympas. Elles comprennent notre lutte quasiment à un niveau tripal. Beaucoup de gens ici n'ont pas une intelligence universitaire ou théorique et politique, mais la plupart d'entre eux ont une compréhension plus immédiate et

sincère de la politique que beaucoup de gens que j'avais l'habitude de connaître dehors... Elle est plus vraie, dans un sens. D'abord, ils ont compris leur oppression, et puis leur rage et leur opposition à cela est beaucoup plus sincère.

A peu près 75% d'entre eux sont des gens qui ont vu leur famille expulsée des réserves ou sombrer dans l'alcoolisme. Quand vous parlez de certaines choses, comme la lutte des Indiens, c'est très concret pour eux. La population blanche qui est ici, provient principalement de milieux très pauvres et a l'expérience du sexisme sous ses formes les plus brutales. Chaque femme que je connais ici le comprend totalement.

Nous nous entendons bien avec les autres femmes, et nous apprenons aussi beaucoup d'elles. C'est une relation d'égalité. Les femmes, ici, ont une foule de choses à enseigner à des gens qui ont appris à travers les livres.

Attendez-vous avec impatience d'être transférés à Kingston (ce qui a effectivement eu lieu depuis, Ndt) ?

Bien sûr. Ici, c'est un centre de détention préventif. Beaucoup de personnes y sont juste en attente d'être jugées. A Oakalla, il n'y a pratiquement aucune perspective possible. Ici, il n'y a pas d'activité, tu ne peux rien apprendre. Ici, il n'y a pas de liens, pas d'interaction dans la communauté. Tu ne peux pas dépendre de l'argent ici. Pas de possibilité d'obtenir de médicaments. C'est surpeuplé. Tu ne peux avoir aucune intimité. C'est une population très éphémère. C'est vraiment très difficile de s'y faire. Si tu te fais des amies, elles s'en vont au bout de deux mois. Tu ne peux pas t'y installer comme pour une longue peine. J'attends avec impatience de partir pour la centrale, parce que là, tu peux te faire un programme, travailler à préparer des examens et passer du temps avec les autres femmes qui purgent aussi de longues peines et qui ont donc une attitude différente.

Y a-t-il quelque chose que vous voulez dire aux gens qui liront cette interview ?

Nous allons tous bien. Je ne pense pas qu'aucun de nous n'ait été brisé par cela de quelque manière que ce soit. Nous nous sentons tous relativement forts. Le plus dur, c'est quand on se focalise sur les aspects négatifs de ce que nous avons fait et que tu sens les critiques provenant de chaque communauté. Alors que tu penses qu'il y avait des choses positives dans ce que tu as fait, et des choses positives que tu as essayé d'exprimer politiquement. Tu puises toutes tes forces de l'interaction avec ta propre communauté. Aussi, si tu n'obtiens rien d'elle, tu commences à t'affaiblir. Mais, en fin de compte, ce qui t'aide le plus, c'est de savoir que des gens continuent et qu'ils ne prennent pas prétexte de ce qui t'est arrivé pour arrêter de lutter. □

Été 1984,
Ann Hansen

Extraits de la déclaration de Brent Taylor

« Vaincre le consentement des gens à ce système »

Il devient essentiel pour moi de stopper la destruction de l'environnement par les civilisations industrielles, et de stopper la guerre impérialiste et le déploiement de l'armement nucléaire. Il n'est pas suffisant de se sentir concerné ou même opposé à tout cela. Nous devons empêcher ces projets ! Je crois que notre responsabilité morale et politique exige de nous que nous développiions une résistance efficace à de telles choses. La résistance est essentielle. Sans elle, la vie sur terre sera probablement anéantie.

C'est en partant de cette analyse que j'ai jugé nécessaire de faire tout ce qui était en mon pouvoir pour résister directement au développement des menaçantes tendances de l'impérialisme et de la civilisation industrielle moderne. Même si je reconnais l'importance et la nécessité de nombreuses formes de travail politique légal faisant partie d'un tout, pour construire une société meilleure, je fus impliqué dans un travail illégal. L'action directe est nécessaire, maintenant, contre les plus dangereuses menaces à l'égard des peuples et de l'environnement. (...)

Bien que la Cour s'intéresse au seul fait de savoir si j'ai, oui ou non, transgressé la loi, j'affirme que la réalité de l'affaire est déformée et obscurcie par la définition juridique légale de ce qui relève de l'enquête. Les gens ne devraient pas admettre cette déformation et cette dégradation, par l'hypocrisie morale et servile de l'Etat, de ce qui est réellement en question. L'Etat exerce son pouvoir et son autorité afin de me soumettre, moi et mes activités, à un examen méticuleux.

Pour moi, c'est le système impérialiste et la civilisation industrielle qui devraient être examinés parce que ce sont leurs activités qui nous mettent réellement en danger.

Les raisons pour lesquelles j'ai transgressé certaines lois sont bien plus importantes que le fait lui-même. L'Etat militariste massacre de plus en plus de peuples. La classe dominante du monde occidental se prépare à mener la guerre impérialiste afin de stopper l'avancée des luttes de libération anti-impérialistes. La planète entière est menacée par une guerre nucléaire. La civilisation occidentale renforce sa domination à travers le monde, exploitant les peuples, piétinant leurs cultures avec la production de fusils M-16, d'automobiles, de téléviseurs, de super-groupes de *Rock & roll*, de laques pour cheveux et déodorants pour aisselles. (...)

C'est seulement pour mon active opposition à toutes ces injustices que je suis aujourd'hui ici, devant cette Cour.

Dans nos sociétés, trop de gens se refusent à les voir. Il y a plusieurs raisons à cela, et je suis attristé — pas même en colère — de voir toute la pauvreté morale des Canadiens. J'en suis venu à comprendre que la lutte au Canada doit d'abord vaincre le consentement et la participation des gens à ce système.

Dans ce pays, nous avons une tâche importante à accomplir, créer une société meilleure, non pas seulement pour obtenir plus de bien, mais parce qu'il est faux de vivre, comme nous le faisons, des butins de l'impérialisme et du pillage de la terre. (...)

25 juin 1984,
Brent Taylor

Extraits de la déclaration de Doug Stewart

« Je ne considère pas la loi comme une contrainte morale légitime »

Bonjour, j'ai un petit commentaire à faire sur l'attentat contre Dunsmuir.

Dans la soirée du 30 mai 1982, je me suis rendu à la Station de Dunsmuir, dans l'île de Vancouver, et j'ai placé quatre charges de dynamite qui ont explosé le lendemain matin de bonne heure, et détruit quatre réacteurs Shunt. (...)

C'est la vraie nature de ce projet, et c'est pourquoi j'ai participé à l'attentat contre Dunsmuir. (...)

Il faut savoir regarder au-delà de Cheekye-Dunsmuir. Dans le monde, aujourd'hui, je vois la même inimaginable cruauté, l'injustice et la souffrance. De la répression sanglante en Amérique centrale à la faim en Afrique, de la course aux armements à la condition des pauvres dans nos propres sociétés, la liste de ces atrocités s'allonge toujours plus. Et, dans chaque cas, la responsabilité en in-

combe aux pouvoirs de l'Ouest, ces pays qui illustrent le profit et l'autorité de la loi. Je dis, sans ménagement, que les grandes tragédies ne sont pas accidentelles ou inévitables. Elles sont la conséquence directe d'un système fondé sur une lutte insensée pour le profit. L'argent existe pour affamer des peuples, pour faire la guerre et pour ceux qui, utilisant tous les moyens à leur disposition, y compris la loi, se protègent de la menace des réformes sociales ou des révolutionnaires.

C'est la fonction réelle de la loi : non pas pour défendre les faibles et assurer davantage de justice, mais pour protéger les intérêts des puissants et la perpétuation de leurs exactions. Et, c'est pourquoi, en attendant de stopper Cheekye-Dunsmuir, je ne considère pas la loi comme une contrainte morale légitime. (...)

21 juin 1984,
Doug Stewart

■ Déclaration d'Ann Hansen
à son procès

« Nous pouvons être des sujets qui déterminent l'Histoire »

Lorsque je regarde en arrière, sur l'année et demie passée, je réalise la leçon que j'ai apprise. Non pas le type de leçon que certaines personnes aimeraient que j'apprenne, mais plutôt celle issue de l'expérience directe de la vie. J'ai réappris ce que je comprenais avant théoriquement — que les procès n'ont rien à voir avec la justice et que la prison est l'endroit où l'on punit les victimes de la société.

Depuis de longues années maintenant, j'ai compris que le système juridique, pris dans un contexte social plus large, était actuellement un système d'injustice. Je suis consciente que le Parlement est le lieu où des hommes font des lois pour protéger les grandes entreprises, les riches et le *statu quo*. La police est employée pour renforcer les lois, les tribunaux sont créés pour poursuivre ceux qui les brisent, et les prisons sont construites pour punir les coupables.

Ma confiance dans le système juridique a commencé à s'éroder lorsque j'ai grandi et que je vis les grosses entreprises voler le peuple en vendant de misérables produits à un prix élevé, les sociétés de matières premières détruire et piller la terre, le gouvernement produire un arsenal militaire capable de détruire la vie sur la planète, lorsque je vis les magasins pornographiques normaliser et valoriser l'inceste et les attaques sexuelles et les Indiens parqués dans des réserves pour y mourir. Tous ces crimes contre l'humanité et la terre sont des crimes légaux. Ils sont protégés et autorisés par le Parlement, les tribunaux, la loi et la police. Tout cela est terrible.

A Oakalla, où j'ai passé les seize derniers mois, 70% de la population carcérale étaient des indiens « *Womyn* », alors que la population indienne représente seulement 1% de l'ensemble de la population. Ce nombre disproportionné d'Indiens emprisonnés est un indice de la population carcérale du pays et reflète le racisme de notre société.

Tous ceux que j'ai rencontrés en prison étaient pauvres. Aucun ne possède de voiture, de maison, de terre ou autre bien. Ils sont là parce qu'ils ont été contraints de commettre des crimes pour survivre dans une société où il n'y a pas de place pour eux. Ils n'ont jamais possédé de compagnies forestières qui violent des montagnes entières et leurs forêts, ou manipulé d'armements nucléaires meurtriers ou encore pillé le pétrole des pays arabes pour le vendre à des prix dérisoires en Amérique du Nord.

Au début de mon incarcération, je fus intimidée et écrasée par les tribunaux et les prisons. Cette crainte m'a poussée à croire qu'en jouant le jeu légal, je serais acquittée ou que j'aurais peut-être bénéficié d'une moindre peine. Cette crainte a obscurci ma vue et m'a imprégné de l'idée que je pouvais obtenir un répit de la part du système juridique.

Mais ces huit derniers mois de procès ont aiguisé mes perceptions et consolidé mes convictions politiques, je sais, maintenant, que le jeu légal est truqué et que les prisonniers politiques y sont marchandés.

Depuis le début janvier 1983, la police orchestre illégalement des conféren-

ces de presse et fournissait aux médias preuves, photos et informations qui furent les bases des nouvelles histoires répandues dans tout le pays, faisant de nous des terroristes. Nous fûmes présentés comme de dangereux criminels psychotiques sans rien de politique.

Puis nos inculpations furent séparées en quatre différentes accusations dont la première fut l'action contre la *Brinks* par laquelle nous pouvions être criminalisés. Ceci rendait plus difficile la compréhension de notre identité politique pour nos futurs procès.

Il est devenu évident pendant le « voir dire », à travers les témoignages que les différents services ont commis des actes illégaux pendant les enquêtes. Le « *Security service* » a très probablement observé la *Wimmins fire brigade* (Wfb) alors qu'elle posait des bombes incendiaires, pendant que Julie et moi étions sous surveillance intensive du SS, 24 h sur 24, avant et le jour même de l'incendie.

Le Cleu (*Coordinated Law Enforcement Unit*) a commis des effractions illégales afin d'installer des microphones chez nous et dans l'appartement de Doug. Un exemple parmi tant d'autres... Mais, malgré cela, le juge a admis les témoignages reposant sur les écoutes téléphoniques. Tout cela me confirme qu'il y a une loi pour le peuple et aucune pour la police.

Mais, pour moi, le fait le plus politisant du procès fut la condamnation de Julie. Le juge n'a pas tenu compte du fait qu'elle avait négocié et la condamnerait à la peine maximum : 20 ans. Lors de la condamnation, le juge estima que l'affaire était criminelle et non politique. Pourtant, les 20 ans contredisent cette appréciation et reflètent, au contraire, la nature politique réelle de ces façons d'agir. La sentence, pour le juge, devait avoir un effet social préventif. Cette nécessité indique qu'ils se sentent tellement menacés par le potentiel de soulèvement social qu'ils doivent donner 20 ans pour en décourager d'autres. Ceci est politique. Il semble que la sévérité de la sentence soit directement proportionnelle au niveau de mécontentement perçu dans la société.

Je comprends pourquoi j'ai participé au système légal jusqu'à présent, mais, à en juger rétrospectivement, pour être fidèle à mes principes politiques, j'aurais dû refuser de collaborer avec cette légalité feinte et, plutôt, affirmer simplement les raisons politiques qui m'ont conduite à faire ce que j'ai fait.

Mais, alors, je ne l'ai pas fait, et j'ai maintenant l'occasion de le faire. Au cours des deux derniers jours, nous avons entendu des témoins qui militaient sur différentes questions. Ils ont longuement parlé des efforts fournis par eux et par d'autres groupes pour empêcher les essais des *Cruise*, la construction de *Cheekye-Dunsmuir* et pour arrêter les *Red Hot Video*. Je pense qu'il est devenu vraiment clair, à travers leurs témoignages, qu'ils ont, dans chaque cas, épuisé tous les canaux légitimes de la protestation sociale pour arrêter ces projets et ces entreprises. C'était parce qu'il n'y avait pas de loi légale pour mettre fin à ces crimes contre l'humanité et le monde que j'ai jugé nécessaire d'avoir recours aux actions illégales. Je n'ai pas seulement

pensé que c'était possible, mais plutôt que c'était une tâche, que j'avais la responsabilité de faire tout ce qui était en mon pouvoir pour arrêter ces crimes. A ce point crucial de l'histoire de l'Humanité, nous avons la responsabilité morale de stopper cette course aux armements, à la pornographie violente et à la destruction du monde. Cette responsabilité morale outrepassa de loin toute obligation à adhérer à ces lois factices.

J'aurais pu préférer vivre en paix, mais, si je regarde autour de moi, je ne la trouve nulle part. Partout, les terres ont été détruites, les Indiens ont été victimes du génocide, les peuples du tiers monde ont été opprimés et massacrés. Les gens vivent dans des terrains vagues industriels, les femmes sont violées et les enfants battus. Je ne pourrais jamais vivre en paix, seulement tranquille, la tranquillité des cimetières.

Même si je savais que quelques actions directes militantes ne feront pas la révolution, ni n'arrêteront ces projets, je croyais qu'il était nécessaire de commencer à développer un mouvement de résistance clandestin qui soit capable de sabotages et d'expropriations, et puisse travailler en échappant à toute surveillance policière. Le développement d'un mouvement de résistance efficace n'est par affaire d'une nuit, son évolution demande des décennies. Il doit commencer quelque part, à un petit nombre, et, qu'il croisse ou non, qu'il devienne efficace et victorieux, dépendra surtout de ce que nous en ferons.

Je crois que ces actions directes de sabotage complètent le mouvement radical légal et sert les objectifs que celui-ci ne peut accomplir. Non que le mouvement légal soit impuissant, car bien que leurs efforts ne suffisent presque jamais à arrêter un projet, leur travail augmente la conscience du peuple. La chose importante est que, le travail public et le travail clandestin se soutiennent mutuellement, car notre force réside dans l'unité et la diversité.

Quoique je fis ces trois actions politiques, elles ne furent pas le résultat du point culminant des luttes légales sur ces terrains respectifs. En fait, l'objectif d'un mouvement de résistance clandestin est de développer des analyses et des actions politiques stratégiques qui s'appuient sur une compréhension des décisions économiques et politiques des Etats. Plutôt que de réagir à chaque question qui surgit, nous réalisons des actions qui sont fondées par des analyses. Ceci vaut si un mouvement de résistance efficace se développe. Nous pouvons être des sujets qui déterminent l'histoire et non pas simplement réagir à chaque symptôme particulier du dérèglement du système.

Les options politiques de *Direct action* saisissent l'interconnection du militarisme, du sexisme, de la destruction de l'environnement et de l'impérialisme. Nous comprîmes que tous ces problèmes sont enracinés dans le système des valeurs et la façon de penser appelés *capitalisme* et *patriarcat*....

Contrairement aux théories de la Cour et de la police, *Direct action* et les *Wfb* furent deux groupes différents.

Alors que cinq d'entre nous furent accusés de la bombe incendiaire du *Red*

Hot Video, seules Julie et moi y avons participé. Il n'y eut pas d'hommes impliqués dans cette action. Doug, Brent et Gerry vivaient simplement avec nous ou passaient nous voir. La *Wfb* n'était pas un groupe clandestin durable, ce n'était qu'un groupe de femmes qui se sont regroupées dans le but d'incendier le R.H.V., parce qu'il n'existait pas d'autre façon pour nous d'arrêter la prolifération de la pornographie violente.

Direct action a réalisé les actions contre Litton et Cheekye Dunsmuir. Je regrette sincèrement que des gens furent blessés lors de l'explosion de Litton. Toutes les précautions furent prises pour éviter ces torts. Il fut publié, immédiatement après l'explosion, les raisons pour lesquelles cela se produisit. Mais je dois aussi ajouter que je critique l'action contre Litton elle-même, parce que c'était faux pour *Direct action* de placer une bombe à côté ou dans un immeuble où des gens travaillaient. Et cela en dépit du nombre de précautions prises pour empêcher que personne ne soit blessé. Dans la réalisation des actions, les révolutionnaires ne devraient jamais compter sur la police ou les vigiles de sécurité pour vider les immeubles et sauver les vies humaines.

Il n'y a aucune excuse à ces erreurs, et je vivrai toujours avec le remord d'en être responsable. Mais ces erreurs ne seront jamais comparables aux incroyables douleurs et souffrances dont Litton est responsable chaque jour et au potentiel de destruction de la planète que les missiles *Cruise* incarnent. Chaque jour, des millions de gens meurent lentement de faim parce que tant d'argent et d'efforts humains sont détournés vers l'industrie internationale de guerre au lieu d'être utilisés pour nourrir les peuples du monde.

Au Canada, les services sociaux essentiels sont privés de l'argent que le gouvernement peut investir dans l'industrie de guerre et dans les mégaprojets. Par exemple, le gouvernement fédéral a versé à Litton 26,4 millions de dollars canadiens de subvention pour construire le système de guidage des *Cruise*. L'usage des divagations de 1984 est devenue une partie importante de la guerre psychologique d'aujourd'hui contre la conscience radicale croissante des peuples. Nous l'expérimentons chaque jour, même au tribunal. J'appelle *terrorisme* qui essaie d'imposer sa volonté par la force et l'intimidation, par la Cour et la presse. Mais je ne suis pas un terroriste. Je suis une personne qui pense avoir une obligation morale à faire tout ce qui est humainement possible pour empêcher la destruction du monde. Les grandes entreprises telles que Litton, l'Hydro et *Red Hot Video* sont responsables de crimes contre l'Humanité et le monde, mais pourtant libres de poursuivre leurs activités illégales. Alors que ceux qui résistent, ceux qui sont leurs victimes, restent en prison. Comment pouvons-nous faire, nous qui n'avons pas d'armées, d'armement, de pouvoir ou d'argent, pour arrêter ces criminels avant qu'ils ne détruisent la terre ? Je crois que le seul espoir pour le futur dépend de notre combat. □

Stratégies de lutte dans la prison

Un document
de Vincenzo Spano

Sur l'initiative du regroupement des militants révolutionnaires détenus

(Première partie)

Cette proposition doit être assumée comme une initiative de lutte à tous les effets. C'est en effet une initiative

de lutte contre :

- la mystification qui, durant les derniers mois, a été mise en œuvre par les médias français autour de l'arrestation de quelques militants révolutionnaires et des historiens politiques qu'ils représentent ;
- la tentative de réprimer et d'isoler les communistes de leur réalité globale qui est la réalité de tout le prolétariat.

Mystification, répression et isolement sont les terrains à travers lesquels passe la tentative d'anéantir ce que représentent les camarades emprisonnés dans les derniers mois : des parcours révolutionnaires pour la libération du prolétariat dans les territoires métropolitains européens de l'impérialisme occidental. Cet anéantissement politique passe à travers la tentative de dépolitiser notre identité collective en la réduisant à une identité individuelle à criminaliser. C'est la tentative de dépolitiser l'instrument qui caractérise de manière fondamentale notre existence révolutionnaire : **la lutte armée pour le communisme.**

Contenus et objectifs de la lutte

Lutter contre la tentative d'anéantissement politique de notre subjectivité révolutionnaire et contre les terrains par lesquels cet anéantissement se réalise, c'est-à-dire la mystification, la répression et l'isolement, signifie lutter pour s'approprier **des espaces de socialité et de communication entre nous et entre l'extérieur et nous.** Ce sont, à mon avis, les contenus généraux et de fond de la lutte.

Les objectifs à travers lesquels ces contenus se concrétisent sont les objectifs que d'autres camarades sont déjà indiqués, c'est-à-dire :

- regroupement des révolutionnaires emprisonnés ;
- réelle liberté de communication postale, sans saisie des lettres et sabotage des temps d'expédition ;
- aucune limitation arbitraire de la

concession d'autorisations de parloirs avec les parents, les amis et les camarades ;

- parloirs libres ;
- possibilité et espace pour une gestion collective du procès.

Seul le fait d'atteindre ces objectifs dans leur totalité, sans qu'aucun n'en soit exclu, garantit le seuil **minimum** des contenus généraux de socialité et de communication sur lesquels la lutte doit être fondée.

La raison pour laquelle je propose cette configuration en termes de contenus généraux et d'objectifs concrets, où les premiers donnent une valeur politique aux seconds, est la nécessité de développer la lutte de manière cohérente avec notre identité, sans tomber dans des confusions toujours possibles.

1. La bourgeoisie occidentale et les prisonniers politiques

a) Sur le statut de prisonnier politique

C'est là un terme qui fait partie de tout le bagage bourgeois sur la soi-disant question des droits de l'Homme, des droits civils, du respect de l'identité politique de chacun, etc. Il a toujours été la tentative de la bourgeoisie de revêtir les habits de la formalité démocratique, de se donner une apparence de neutralité par rapport aux choix politiques de chaque sujet, de mystifier la réalité de la répression qu'elle produit derrière le respect de libertés formelles et fausses. Ce sont des mots que nous, révolutionnaires, nous ne devons pas utiliser parce que l'on risque objectivement de faire le jeu de la classe dominante.

A chaque fois qu'elle parle de tout cela, la bourgeoisie occidentale le fait dans un autre but qui n'a rien à voir avec le mot liberté. Par exemple, la bourgeoisie européenne se démène en propagande et en actions pour la défense des droits des prisonniers politiques de l'Est. Tout cela pue la sale mystification : non seulement parce que la bourgeoisie d'Europe occidentale n'est elle-même certainement pas étrangère à la répression politique dans ses propres territoires, mais surtout parce que ces préoccupations des gouvernements européens à l'égard des divers Sakharov de service ne sont qu'une bonne occasion d'enrichir la campagne de propagande idéologique

pour la préparation de la guerre impérialiste contre les territoires orientaux. La bourgeoisie se fout totalement des droits réels des peuples de ces territoires.

Du côté occidental, c'est-à-dire chez elle, à chaque fois que la bourgeoisie concède des améliorations des conditions de détention des détenus politiques, elle le fait poussée par les luttes. Elle fait passer ces concessions comme sa capacité de respect de l'identité politique subjective, afin de gérer la défaite qui découle du fait qu'elle ait cédé à la lutte. La bourgeoisie concède des droits quand elle y est acculée, puis elle se vante des concessions qu'elle a fait, et la mystification continue à l'infini.

Autrement, la bourgeoisie concède des conditions de détentions plus humaines en échange de la vente de l'identité politique du sujet détenu. Ce chantage produit une mystification qui couvre le chantage lui-même. C'est une pratique répandue dans toute l'Europe, mais c'est en Italie qu'elle a atteint sa diffusion la plus massive. Ce qui a été dit avant y est donc plus compréhensible et plus visible : la bourgeoisie italienne se vante, dans les derniers mois, de la démocratisation des prisons spéciales. Mais, au contraire, ce à quoi on assiste est une politique diffuse de différenciation des conditions de détention : plus libres pour ceux qui se dissocient activement de la lutte armée, plus dures pour ceux qui ne le font pas. La bourgeoisie fait de la propagande sur la libéralisation des conditions de détention de quelques dissociés pour couvrir la réalité des tabassages et de l'anéantissement psycho-physique comme instruments pour l'anéantissement politique des communistes combattants.

On peut donc dire que, en Europe occidentale, des conditions humaines de détention des prisonniers politiques ne sont données par la bourgeoisie que sous la poussée de la lutte ou sous le chantage de la liquidation de l'identité politique. Le tout est géré par la bourgeoisie et propagé dans l'opinion publique avec la rhétorique du respect des droits civils, des libertés politiques, etc.

b) Les particularités de la France

Je ne connais pas la situation française de manière approfondie, mais je pense que certaines questions sont très évidentes. En France, plus que dans d'autres pays européens, les discours au

tour du respect par l'Etat bourgeois de la subjectivité politique sont beaucoup diffusés et vantés par la bourgeoisie française, et de manière très particulière. Cela est dû à la tradition de la France comme terre d'asile politique, comme terre de révolutions sociales faites au nom de la liberté, etc. Cette tradition était déjà **une mystification idéologique de la bourgeoisie dans les phases précédentes.** Aujourd'hui, le recyclage de cette tradition (par exemple, dans la concession des amnisties politiques, des statuts de réfugiés politiques et de prisonniers politiques) est la manière concrète avec laquelle les mystifications historiques de la bourgeoisie française se représentent, désormais à leur stade de putréfaction.

La mystification que produit cette tradition, dans les territoires métropolitains et dans la phase multinationale de l'impérialisme, est plus que tout une publicité que la bourgeoisie se fait à elle-même, une autosatisfaction par laquelle la bourgeoisie française nourrit ses intellectuels, tant de droite que de gauche, parmi lesquels c'est à qui en fera le plus pour réussir à mieux salir le mot liberté et qui cherchent à impliquer dans ce sale jeu la population, et surtout la partie prolétarienne de celle-ci. Ils retrouvent ainsi leur fonction historique d'intellectuels organiques au capital, de constructeurs faillis de son idéologie. Faillis parce que le niveau actuel des contradictions atteint par le capitalisme dans la métropole dévoile toute la structure de l'idéologie bourgeoise, déjà en crise irréversible depuis des décennies.

C'est pour cela que, de même que dans le reste de l'Europe, en France aussi, la bourgeoisie cache derrière le discours du respect des subjectivités politiques des intérêts différents de ceux qu'elle prétend. On peut donner de nombreux exemples, comme celui des réfugiés politiques en France, qui viennent des quatre coins du monde, et que la bourgeoisie utilise comme propagande de sa neutralité, contre tous les totalitarismes. En vérité, cela ne coûte vraiment rien à la bourgeoisie française d'héberger ces sujets, qui sont utilisés comme une excellente main-d'œuvre pour les travaux les plus humbles et les plus durs, travaux par lesquels ils sont surexploités (comme les réfugiés asiatiques) et, dans le même temps, utilisés comme propagande idéologique.

Différent est le comportement français à l'égard des réfugiés provenant de

pays d'Europe occidentale qui, parfois discrètement, parfois non, sont persécutés et provoqués. C'est le cas des Irlandais, des Italiens et des Basques. C'est clair, celui qui se fait le porte-voix actif et efficace de la dissociation de la lutte dans son propre pays est traité avec des gants, et ce traitement de faveur rentre dans la propagande idéologique et mystificatoire française sur les réfugiés. C'est le cas des dissociés italiens (comme Negri et Scalone), fleurs à la boutonnière du prétendu respect des subjectivités politiques par le gouvernement socialiste.

Comme dans toute autre situation de répression et de contrôle, c'est la politique de la différenciation entre ceux qui sont consentants au pouvoir et ceux qui ne le sont pas qui sert d'instrument pour masquer et mystifier une volonté d'anéantissement politique.

Un autre exemple est la situation des réfugiés basques : d'un côté le Gal, comme structure secrète de l'antiguerrilla espagnole en accord avec ses collègues français, de l'autre les récentes dispositions entre les gouvernements espagnol et français en matière de répression de la guérilla, comme formalisation juridique au niveau gouvernemental des contenus d'anéantissement exprimés par le Gal.

De tout cela, l'importance et la nécessité s'avèrent évidentes d'exprimer par notre lutte le maximum de clarté dans les contenus. En tant que sujets révolutionnaires de la métropole impérialiste, notre lutte se situe contre la mystification que cette formation sociale et économique du capitalisme avancé produit. De plus, en France, je crois qu'il y a une mystification particulière sur le rapport entre bourgeoisie et subjectivités politiques. Il est donc encore plus important d'être clairs parce que, plus que dans d'autres territoires européens, on risque de se retrouver englués dans le miel de la mystification et de la propagande idéologique.

C'est là la première raison qui me pousse à refuser le discours du statut de prisonnier politique et à configurer la lutte en termes d'appropriation d'espaces de socialité et de communication. Ce sont là des contenus qui refusent une formalisation juridique (en me référant par là à la situation française actuelle), et qui sont donc difficiles à mystifier parce qu'ils naissent du concret de la lutte contre une volonté déguisée d'anéantissement de notre identité politique et humaine.

2. La bourgeoisie occidentale et la subjectivité combattante

a) Terrorisme et lutte armée

Dans le rapport entre bourgeoisie et sujets combattants, c'est-à-dire ceux qui expriment leur pratique politique avec les armes, la bourgeoisie agit en termes d'anéantissement de la subjectivité politique. C'est un anéantissement qui, tant que c'est possible, est camouflé, mystifié derrière la non-reconnaissance politique du militant et de ses actions qui se trouvent criminalisées. Le militant est alors considéré comme le *malfaiteur* par excellence, parce qu'il revendique ses comportements et ses choix. La répression qu'il subit est présentée par la bourgeoisie comme une répression nécessaire pour des sujets particulièrement dangereux et déviants. C'est ainsi qu'est mystifié l'anéantissement politique qui se réalise à travers cette « répression nécessaire ». Quand ce niveau de mystification n'est plus suffisant, il se mélange et s'intègre dans le concept plus complexe de *terrorisme*. Le concept de terrorisme est la synthèse au niveau mondial de la mystification exprimée par la bourgeoisie dans cette phase.

C'est désormais toute la bourgeoisie occidentale qui utilise ce terme contre tous ceux qui luttent pour leur libération et qui, dans cette lutte, expriment une

rupture inconciliable avec les intérêts impérialistes. Des mouvements révolutionnaires dans les métropoles aux mouvements révolutionnaires et de libération nationale du Tiers-monde, aux mouvements strictement et uniquement de libération nationale, et même jusqu'aux mouvements religieux, tout cela se trouve aujourd'hui catalogué par la bourgeoisie impérialiste comme *terrorisme*, au point de permettre désormais à Reagan et à Bush de déclarer ouverte la campagne interne (sur le territoire américain) et externe (dans le reste du monde) contre le terrorisme international. Et avec cette affirmation, il serait même possible de mystifier et de faire passer une invasion du Nicaragua pour un acte de justice objective et de libération.

C'est tout ce qui a aujourd'hui un caractère politique et qui choisit de se mouvoir sur un terrain d'illégalité, parce que c'est le seul terrain où il est possible de s'exprimer de manière autonome, qui est appelé terrorisme. Mais, en fait, c'est le totalitarisme que la bourgeoisie exprime dans cette phase, dans chacun de ses cadres légaux, qui produit des mouvements politiques qui se meuvent dans une optique de clandestinité, de violence et d'illégalité.

La lutte armée est un instrument qui a aujourd'hui une dimension mondiale parce que la maturation de l'impérialisme, qui est due au développement rapide du capital multinational, a absorbé tout quelconque espace pour la médiation des exigences diverses de l'humanité entière en produisant des contradictions inconciliables entre intérêts multinationaux impérialistes et identités des peuples nationaux, des religions, des mouvements de classe, etc. Cette inconciliable est donnée par les impératifs de l'impérialisme dans cette phase, qui mènent la bourgeoisie à ne rien respecter de tout ce qui n'est pas directement finalisé au cycle de valorisation

du capital. L'unique dialectique que cette classe est aujourd'hui disposée à écouter est la dialectique créée par les armes, qui rompt la mystification et qui démonte les jeux politiques qui sont désormais fait sur le dos des gens et totalement hégémonisé par la bourgeoisie.

L'unique dialectique possible est la dialectique armée, parce qu'elle est la seule qui soit en mesure d'ouvrir des espaces politiques à ceux qui, indépendamment de leur identité spécifique, se trouvent dans un rapport de « *non-organicité* » avec l'impérialisme et le capital multinational. Cela est aussi possible du fait de la capacité de la lutte armée à ouvrir des contradictions dans les formes politiques actuellement assumées par le capitalisme au niveau mondial. L'ouverture de contradictions chez l'ennemi et l'ouverture d'espaces politiques propres sont les conquêtes qui font de la lutte armée un instrument stratégique dans la phase de l'impérialisme et du capital multinational. C'est là une réalité qui, depuis le Vietnam, s'est de plus en plus développée jusqu'à parvenir à concerner chaque région du monde et chaque mouvement politique, religieux, national, objectivement antagoniste au capital multinational. Sous mille formes, dues à des territoires différents et à des identités de mouvements de lutte différentes, la lutte armée s'est développée, au cours des dernières trente années, des pays du tiers monde jusqu'aux métropoles impérialistes.

Par rapport à ces dernières, il ne pouvait pas en être autrement, vu que la métropole est la formation sociale où résident les centres administratifs, financiers et politiques du capital multinational, et donc les objectifs les plus significatifs pour le mouvement anti-impérialiste. Mais, la présence de la lutte armée dans la métropole ne naît pas seulement de motivations externes au tissu social métropolitain. Même si elle est parfois carrément importée de l'extérieur

dans le cas de groupes combattants du tiers monde qui choisissent la métropole comme terrain d'action.

En Europe occidentale, le développement depuis environ quinze ans de mouvements armés nés directement du territoire métropolitain et de ses contradictions — mouvements qui dans leur première phase ont produit des pratiques de solidarité avec le tiers monde, mais qui tendent de plus en plus à dépasser cette phase initiale et à se doter d'une maturité qui pose le problème de la révolution prolétarienne dans la métropole, de l'organisation du prolétariat métropolitain — ces mouvements font que la lutte armée est une réalité désormais irréversible, l'instrument politique d'une époque historique qui, dans cette phase, connaît son aube : c'est l'époque historique du développement maximal du capital multinational et de la maturation du système mondial de l'impérialisme qui en découle. Le revers de la médaille de ce développement est la dilatation des contradictions historiques typiques du mode de production capitaliste et des formations sociales auxquelles il donne le jour.

Pour le prolétariat des métropoles et pour le prolétariat des pays du tiers monde en voie de développement qui ont déjà acquis la liberté nationale, la seule résolution de ses propres problèmes réside directement, et aujourd'hui plus que jamais, dans le dépassement complet du mode de production capitaliste. Pour ce prolétariat, la lutte armée se définit donc comme **lutte armée pour le communisme**. Elle est la possibilité politique, pour ce prolétariat, d'une propre identité de lutte et d'une pratique de libération de l'exploitation, de l'aliénation et de la répression de la bourgeoisie impérialiste. La lutte armée pour le communisme se lie à d'autres différentes réalités de mouvements de libération nationale et religieuse qui, en plus d'être anti-impérialistes, mûrissent une conscience et une pratique révolutionnaire. Ce lien forme la dimension mondiale du mouvement révolutionnaire dans cette phase. Toutes ces réalités de lutte armée (directement pour le communisme ou génériquement anti-impérialiste) sont recatégorisées et mystifiées par la bourgeoisie avec le concept de terrorisme.

Concept qui trouve son application la plus sophistiquée et la plus scientifique dans la métropole, contre la lutte armée pour le communisme, parce que cette dernière se développe comme critique globale et directe au mode de production capitaliste, dans les territoires les plus avancés de celui-ci. Ce niveau de mystification n'a pas seulement pour objectif de confondre le message de la guérilla pour l'empêcher de se répandre. Cela ne suffit pas à la bourgeoisie puisque ça ne réussit objectivement pas à empêcher la diffusion de la guérilla auprès du prolétariat. Alors, plus précisément, en plus de cela, la mystification vise à préparer le terrain à l'anéantissement des militants révolutionnaires, à la diffusion massive sur le territoire de structures de répression contrerévolutionnaire, au changement de la loi en termes de législation spéciale, à la restructuration du système carcéral en termes de structure scientifique d'anéantissement et de destruction, etc.

b) La bourgeoisie européenne face à la lutte armée

En Europe occidentale, le rapport réel — c'est-à-dire privé des formalités mystificatoires que l'on rencontre dans certains territoires durant certaines périodes — que la bourgeoisie pratique à l'égard des militants révolutionnaires est un rapport d'**anéantissement politique**, qui signifie chercher à éliminer les contradictions politiques que la guérilla crée, à travers l'anéantissement de l'identité politique de ses militants. Le concept de terrorisme trouve dans les métropo-

Révolte aux Baumettes, en janvier 1983.



les européennes son application la plus scientifique parce qu'il doit servir à la dépolitisation des actes, de la mémoire et des militants de la guérilla : la présence, même minimale, d'un mouvement politique révolutionnaire armé est déjà une source d'énormes contradictions pour la bourgeoisie européenne. Elle ne tolère absolument aucun mouvement politique qui mette en discussion ses intérêts généraux et particuliers à l'intérieur de ses territoires. L'anéantissement politique est le contenu que contient cette réalité et il doit être compris comme une tendance que la bourgeoisie européenne recherche par mille instruments, dont l'usage dépend de la phase spécifique et de la capacité politique exprimée par la lutte armée pour le communisme dans chaque territoire européen.

Dans les territoires européens, quand un militant de la guérilla est arrêté, l'unique cas où la bourgeoisie est disposée à reconnaître ses droits est quand il se repent, quand il vend ses camarades et jure de ne plus enfreindre l'ordre impérialiste. Ce n'est qu'à ces conditions que seront respectés ses droits. Et comment qu'ils seront respectés ! Il suffit de voir comment, en Allemagne, en Espagne, en Irlande, mais surtout en Italie, les infâmes et repentis sont garantis par des mises en liberté immédiates, des passeports pour se rendre à l'étranger, la chirurgie esthétique et un paquet d'argent pour leur garantir leurs droits jusqu'à la mort.

La bourgeoisie, dans les métropoles européennes, dès qu'elle en a la possibilité, l'occasion, la nécessité, reconnaît la subjectivité politique des militants de la guérilla avec un coup de pistolet ou une rafale de mitraillette dans la tête. Et que le scénario soit la prison de Stammheim, avec l'exécution des camarades de la Raf, ou bien la base logistique des Br à Gênes, avec l'exécution de quatre camarades par les unités spéciales de Dalla Chiesa en mars 1980, ça ne fait pas beaucoup de différence. Les contenus sont toujours les mêmes, des contenus désormais présents dans chaque territoire européen et qui, au-delà des extrêmes des exécutions, se manifestent aussi dans la réunification en un unique bloc homogène, entre la presse, la police, les structures judiciaires et carcérales, et l'Etat, dans les structures spéciales de l'antiguerrilla, de structures spéciales d'anéantissement psycho-physique carcérales, dans la torture.

Chaque territoire recouvre le même contenu sous des formes différentes : le contenu de l'anéantissement politique à travers toutes ces structures.

Cette réalité n'est compréhensible de manière réelle que si l'on envisage la situation au niveau européen, où la situation spécifique de chaque territoire national ne doit pas empêcher de comprendre la dimension réelle du rapport entre bourgeoisie multinationale et impérialiste européenne et mouvement révolutionnaire européen.

c) La bourgeoisie française face à la lutte armée

En France, à la différence du reste de l'Europe, l'anéantissement politique du militant de la guérilla est plus caché et difficile à repérer ; ce qui a produit de nombreuses confusions à l'intérieur du mouvement lui-même. A première vue, cela peut être imputé à la traditionnelle mystification sur les libertés politiques typique du territoire français et dont nous avons parlé avant. Ou bien cela peut être imputé au jeu politique droite-gauche qui s'entremêle avec cette tradition et cache l'objective homogénéité de fond de la bourgeoisie face à la lutte armée, en faisant croire que la répression dépend de ce jeu et non de causes et de contradictions réelles.

La droite reconnaît les prisonniers politiques en leur donnant le statut, mais elle les traite avec des structures spécia-

les (tribunaux et prisons). La gauche abolit les institutions spéciales et crée à son usage exclusif une société où tout ce qui se meut en dehors des lois et du droit n'est pas automatiquement politique, et peut donc être criminalisé et réprimé jusqu'à l'anéantissement. La droite est-elle meilleure parce qu'elle est au moins plus claire, ou bien est-ce la gauche parce qu'elle est plus ambiguë et plus contradictoire ? C'est une discussion de salon qui n'intéresse pas qui est réellement révolutionnaire. Parce que la vérité est que cette apparente inorganicité dans la politique de la bourgeoisie (soit de la fraction représentée par la droite que de celle qui est représentée par la gauche) à l'égard des sujets qui pratiquent la lutte armée, tout comme le recyclage continu de la tradition mystificatrice, ne trouvent d'espace que grâce à la nature de la lutte armée sur ce territoire :

1. Les réalités de lutte armée (en général) présentes sur ce territoire jusqu'à aujourd'hui (groupes, prisonniers, actions, etc) sont des réalités qui viennent de l'extérieur (*extérieur* entendu tant dans le sens physique que dans le sens politique, c'est-à-dire extériorité aux contradictions du système français), ou du fait du passé colonial français, ou du fait des mouvements nationalistes présents à l'intérieur de ses territoires (par exemple, les Corses, les Basques, etc.), ou par le fait d'utiliser la France comme caisse de résonance efficace pour faire la propagande des luttes de libération des peuples du tiers monde (Palestiniens, Arméniens, etc.). C'est pour cette raison que ces réalités ne sont pas une critique globale du mode de production capitaliste, et n'attaquent donc pas les intérêts tant généraux que particuliers de la bourgeoisie française. Au mieux, ils n'attaquent que quelque intérêt particulier, partiellement et temporairement. La nature de ces mouvements permet à la bourgeoisie française d'être formellement respec-

tueuse, dans certains cas, de la valeur politique de la lutte armée (par exemple : le procès contre les Arméniens poursuivis pour l'assaut de l'ambassade turque) et de s'en vanter clairement.

2. Sur ce territoire, la lutte armée pour le communisme, et donc globalement contre le mode de production capitaliste, et pour cela contre le capital multinational et l'impérialisme, a connu un développement partiel. Cela a mené, de fait, à ne pas entamer les intérêts particuliers et généraux de la bourgeoisie locale. Cette dernière a ainsi eu tout l'espace pour jouer, aussi sur la lutte armée pour le communisme, la mystification de la reconnaissance politique formelle à travers le statut et, plus récemment, avec l'amnistie, tentative misérablement faillie de brider et de confondre politiquement les militants d'*Action directe*. Ces pratiques sous-tendent à l'anéantissement politique du mouvement révolutionnaire, même si le caractère même de ces pratiques camoufle bien leur objectif réel.

Je veux préciser que, ne connaissant pas à fond la réalité française, ces considérations ne sont que partielles et peut-être aussi imprécises. C'est pourquoi je renvoie au jugement et au débat plus général des camarades. A ce propos, par rapport à la partialité du développement de la lutte armée pour le communisme ici, en France, il est clair qu'il est pour moi impossible d'en comprendre jusqu'au bout les raisons. Cependant, ce que j'estime être objectivement vrai est le fait qu'indéniablement ces partialités doivent être renvoyées à toute l'histoire du mouvement révolutionnaire français depuis 68, et non à une prétendue capacité du capital à absorber les contradictions ou à une complète absence de mouvements de lutte prolétarienne.

Cependant, pour reprendre le discours de base, ce sont tous les éléments que j'ai dit jusqu'ici qui font qu'il semble apparemment qu'il existe une grosse

différence entre la France et, par exemple, l'Allemagne ou l'Italie, pour ce qui concerne le rapport entre bourgeoisie et mouvements révolutionnaires dans la métropole.

Au contraire, en partant de l'optique européenne de la gestion de ce rapport qui, comme on l'a vu, est la gestion de l'anéantissement politique des militants, on comprend en termes réels la manière spécifique par laquelle la bourgeoisie française gère aujourd'hui l'incarcération de certains militants révolutionnaires ; on comprend le niveau qu'elle cherche à exprimer pour anéantir notre identité politique, les instruments qu'elle utilise, les contradictions qu'elle exprime.

Dans cette optique, doivent être analysés :

1. Le type d'opérations de guerre contre-révolutionnaire mises en œuvre pour aboutir à l'arrestation de ces militants (le nombre de structures spéciales employées depuis longtemps, 24 heures sur 24, dans la recherche ; les instruments sophistiqués utilisés ; l'ampleur du dispositif militaire au moment spécifique des opérations).

2. Le type d'instruction dans laquelle ces militants se retrouvent, qui, en plus d'avoir une dimension internationale, est la tentative ouvertement déclarée de la triade juges-police française — responsables de l'antiguerrilla italienne de coler aux camarades le plus grand nombre de délits spécifiques possibles (une manière comme une autre de pallier à l'absence d'une législation spéciale contrerévolutionnaire) pour pouvoir les anéantir en les enterrant sous des années de prison.

3. Nos conditions de détention : quartiers spéciaux d'isolement, refus des parloirs même avec les parents les plus intimes, sabotage continu de la correspondance, avec des lettres qui sont remises des mois après ou qui disparaissent carrément.

Dans mon cas, cela se passe ainsi depuis cinq mois et il en est de même pour les autres camarades. A travers tout cela, on commence à entrevoir de manière évidente le type de rapport que la bourgeoisie française cherche à assumer à notre égard. Les caractères de fond sont déjà présents du rapport que la bourgeoisie européenne réserve aux militants révolutionnaires : la mystification, la répression et l'isolement comme terrains à travers lesquels se pratique l'anéantissement politique.

Notre identité politique ne nous est pas reconnue. (Voici les trois motifs pour lesquels la liberté provisoire m'a été refusée par la Cour d'Appel de Versailles : « s'étant lui-même reconnu comme étant un révolutionnaire », « mais s'étant refusé à fournir la moindre indication sur ses activités, les personnes qu'il fréquentait et l'origine des armes trouvées », « la volonté affirmée de déstabiliser la société, et donc de troubler l'ordre public », ce sont là les motivations textuelles du refus de la liberté provisoire.) Notre identité politique ne nous est donc reconnue que de la manière réelle par laquelle la bourgeoisie européenne reconnaît à sa manière les militants de la guérilla : avec ce mélange de peur, d'hystérie, de science, de violence et de chantage (un mélange dont les ingrédients se dosent selon les réalités territoriales) qui caractérise le comportement de la bourgeoisie impérialiste et multinationale lorsque dans ses territoires les plus avancés, se créent des hypothèses et des projets révolutionnaires. Alors, on peut dire, en général, qu'en France, la répression du mouvement est en train de s'homogénéiser au niveau exprimé en Europe par la bourgeoisie, mais, dans le particulier des caractéristiques de ce territoire, il est aussi nécessaire de faire cadrer cette répression de manière spécifique.

Je veux dire qu'ici, en France, à partir des arrestations de ces derniers mois

Mutinerie dans une prison italienne : une lutte de tous les prolétaires prisonniers.





Mutinerie aux Baumettes pour les parloirs sans séparations.

— mais aussi à partir de l'histoire de l'attaque menée par l'Etat français contre l'organisation *Action directe* — est en train de s'expliquer une pratique contre-révolutionnaire métropolitaine, c'est-à-dire dans la métropole, et donc contre la prise de conscience du prolétariat métropolitain, contre ses tentatives d'organisation et de pratique politico-militaire et internationale. La pratique contre-révolutionnaire qui se développe contre nous et contre ce que nous représentons en est à ses premiers pas et, en tant que telle, est encore incertaine, contradictoire et peu évidente (c'est pour cette raison que dans ma première lettre, j'ai parlé de répression à forme hystérique, mais à contenu raisonné). Mais elle a des possibilités énormes d'accélération à cause du niveau très avancé de développement de la forme sociale métropolitaine dans les territoires français, lequel niveau produit des structures répressives, pour le contrôle du territoire, qui ont déjà une fonction de prévention politique et militaire et qui sont donc très semblables à des structures ouvertement contre-révolutionnaires. Pour cette raison, ces pratiques, ce savoir répressif, peuvent efficacement se recycler dans une telle direction.

En Italie, c'est le contraire qui a eu lieu, c'est-à-dire que tout le dispositif politico-militaire de la contreguérilla a servi de réservoir d'expérience et d'hommes pour structurer, au niveau territorial, une répression adaptée aux contradictions de la forme sociale métropolitaine qui a subi en Italie un développement accéléré, dans ces dernières phases, pour s'adapter aux niveaux européens.

En Europe, la répression de l'antagonisme prolétarien et la contre-révolution se conforment l'une avec l'autre en des combinaisons qui dépendent des spécificités territoriales. C'est là un rapport objectif parce qu'il naît des contradictions de la métropole impérialiste.

A mon avis, c'est cette réalité qu'en France, chaque situation révolutionnaire doit avoir bien présente à l'esprit, tant par rapport aux méthodes et aux problèmes organisationnels que par rapport à la clarté de débat et de maturité politique qu'il faut atteindre. Cet enchevêtrement doit toujours être garanti mais, dans la métropole plus qu'ailleurs, l'enchevêtrement maturité politique - capacité organisationnelle a besoin de s'exprimer aux niveaux les plus élevés que le corps des militants réussit collectivement à déterminer, parce que l'attaque du ca-

pital, dans ses territoires centraux, contre les hypothèses révolutionnaires est une attaque qui se développe au plus haut niveau et sur tous les fronts : politique, militaire et social.

C'est ce niveau d'affrontement qu'il faut considérer et duquel il faut partir pour établir les contenus et les formes de la lutte pour le regroupement, et c'est évidemment là l'autre raison pour laquelle la lutte doit être une lutte pour la conquête d'espaces de socialité et de communication, parce que c'est cela qui nous est nié et que cette négation sous-tend à une pratique d'anéantissement politique de notre identité.

Il est alors, à mon avis, nécessaire de ne pas parler de statut politique, non seulement pour ne pas rester embourbés dans la mystification typiquement française sur de telles questions et donc en cherchant à la saboter, mais aussi du fait du niveau réel d'affrontement que la bourgeoisie développe à notre égard, c'est-à-dire l'anéantissement politique, par rapport auquel le statut ne peut être que le besoin, tout à fait bourgeois, de formaliser juridiquement une lutte parce qu'elle n'est pas en mesure de la briser et de gérer les contenus qu'elle exprime, une gestion qui est sans aucun doute aussi une mystification des contenus eux-mêmes. Il s'avère donc nécessaire d'être clairs sur ceux-ci dès le début.

Je pense que nous fixer l'objectif du regroupement pour la conquête d'espaces de communication et de socialité entre nous et entre l'extérieur et nous est la manière la plus correcte de revendiquer notre identité politique et humaine de manière active et de continuer à développer cette identité avec cohérence dans la prison aussi. Tout comme dans la métropole nous avons refusé les rôles/fonctions auxquels le capital nous contraint, et que nous avons fait coïncider ce refus avec l'engagement de lutter pour la transformation révolutionnaire de la société, parce que ce n'est qu'ainsi qu'un tel refus est réel, de la même manière, en prison, le refus du rôle/fonction auquel l'Etat veut nous contraindre, c'est-à-dire un rôle/fonction de plantes vertes, individualisées, dépersonnalisées et dépolitisées, coïncide avec la lutte pour l'appropriation d'espaces de socialité et de communication, parce qu'à travers ces espaces, nous continuons à développer notre identité en nous dotant de structures de débat collectif, comme notre contribution au mouvement révolutionnaire européen. □

Les luttes des révolutionnaires dans les prisons de la métropole sont les luttes de tout le prolétariat métropolitain

(Seconde partie)

Jusqu'ici, j'ai cherché d'exposer ma manière de voir les contenus et les objectifs de la lutte à partir du rapport entre nous et l'ennemi, en cherchant de prendre en compte le niveau réel d'affrontement, le type de mystifications que la bourgeoisie ici, en France, de manière particulière, cherche à nous coller dessus, et la revendication active de notre identité politique et humaine de révolutionnaires.

Mais tout ce discours s'avère partiel s'il reste uniquement lié au rapport entre nous et la bourgeoisie, c'est-à-dire l'Etat qui la représente. Même si on réussit à voir clairement tous les contenus spécifiques de ce rapport, cela ne donne pas la garantie d'un développement politique global des initiatives de lutte que nous choisissons d'assumer.

En effet, le rapport révolution-contre-révolution se détermine toujours dans la réalité plus générale du rapport entre les classes. Il est clair que la bourgeoisie cherche toujours à le nier : l'objectif de la contre-révolution est d'anéantir le caractère politique des sujets, des actions et des organisations révolutionnaires. La capacité des révolutionnaires est, au contraire, de ramener constamment l'affrontement, imposé par la contre-révolution, dans sa dimension politique globale et réelle, c'est-à-dire dans les dynamiques du rapport antagoniste entre bourgeoisie et prolétariat. Révolution-contre-révolution est un niveau d'affrontement particulier de cet affrontement plus général entre les classes.

A partir de cette considération, notre capacité à ramener le niveau d'affrontement que nous vivons dans une dynamique de classe consiste dans le fait de revendiquer activement notre identité politique à l'instance plus générale du prolétariat. Il est clair que mon discours qui suivra sera le reflet du débat de la guérilla du territoire dont je proviens, c'est-à-dire l'Italie, parce que je suis conscient qu'il y a une configuration différente du problème de l'incarcération des camarades entre la situation italienne et la situation, par exemple, allemande ou, précisément, française. La différence devient justement plus évidente dans la manière de revendiquer sa propre identité politique, lorsque l'on est en prison, dans l'instance plus générale du prolétariat.

En Italie, il existe deux terrains sur lesquels se développe activement cette revendication d'appartenance :

- dans la contribution des camarades détenus au débat du mouvement externe avec la production d'analyses et de configurations politiques collectives. Dans ce cas, l'appartenance à l'instance plus générale du prolétariat s'avère évidente, en tant que contribution au débat du mouvement et que contribution au développement de parcours de libération prolétarienne ;

- dans la recherche d'un rapport avec le prolétariat détenu, à travers des luttes sur la prison, mais aussi des analyses, un débat collectif sur la fonction de la prison dans la métropole, sur la réalité sociale qui intéresse la prison, à savoir le prolétariat antagoniste.

Evidemment, ces deux terrains sont fortement entrelacés et, en Italie, il n'y a pas homogénéité entre les différentes

composantes de la guérilla sur les analyses, sur les configurations des luttes et sur les stratégies et tactiques politiques, et cette absence d'homogénéité se répercute donc sur la manière spécifique de considérer ces terrains. Mais une question est acquise, c'est que ces deux terrains sont à pratiquer.

Dans les autres situations européennes, il me semble comprendre qu'alors qu'il n'y a pas de problème pour le premier terrain (par exemple, en France et en Allemagne, la revendication active d'une appartenance à la lutte anti-impérialiste définit aussi la manière de se situer dans l'instance générale du prolétariat), le second n'est jamais mis en avant parce que considéré comme étranger à l'identité active des militants de la guérilla dans la métropole.

La lutte pour le regroupement, indépendamment des contenus généraux qu'elle veut mettre en avant, est déjà en soi une revendication active de notre identité dans l'instance plus générale du prolétariat. La proposition de débat que je fais avec le discours de l'appropriation d'espaces de socialité et de communication entre nous et l'extérieur est une proposition de mettre aussi en avant, en plus du terrain traditionnel de la revendication d'appartenance à l'instance générale du prolétariat à travers la revendication de sa propre identité militante spécifique (communiste, anarchiste, anti-impérialiste, etc.), le terrain de la réalité du prolétariat détenu, dans le sens aussi qu'à travers cela, on met en avant le terrain plus général du prolétariat métropolitain et de ses contradictions spécifiques.

Il est donc évident pourquoi je ne suis pas convaincu par une configuration de la lutte à partir de la demande d'un statut de prisonnier politique. De fait, c'est un aval à la différenciation du reste du prolétariat détenu et antagoniste métropolitain plus en général. Je dis un aval parce qu'il est clair que cette différenciation ne trouve pas sa cause dans la configuration de notre lutte, mais est évidemment un choix précis de politique carcérale par le pouvoir, qui a un objectif politique, et donc, dans ce sens, elle ne doit pas être, justement, avalisée mais doit être critiquée par la lutte, même si les rapports de force actuels ne nous donnent pas la garantie de réussir à empêcher une telle différenciation, matériellement parlant. Mais il n'est pas dit que l'on n'ait pas la capacité politique (par exemple, au niveau de la simple communication) de désarticuler en partie cette différenciation. A ce propos, revendiquer le regroupement comme appropriation collective de socialité et de communication est un premier pas, même s'il est très partiel, dans cette direction de la critique pratique à la politique de la différenciation carcérale, puisqu'elle ouvre la possibilité d'un rapport (même si c'est seulement à un niveau de communication en général) entre les luttes des militants révolutionnaires et le reste du prolétariat détenu. En effet, socialité et communication, tant internes qu'entre l'extérieur et l'intérieur, sont des contenus et des espaces qui sont violemment niés au prolétariat détenu, au profit d'une pratique d'individualisation, de dépersonnalisation et d'anéantissement de son identité.

Je voudrais rendre clair que cette configuration ne naît pas d'une logique, comme certains pourraient s'y méprendre, de classisme exaspéré, de recherche à tout prix d'un rapport avec la classe, de pureté révolutionnaire abstraite. Au

contraire, c'est une configuration qui naît de la conviction de l'existence d'un rapport objectif entre l'anéantissement du militant révolutionnaire dans les prisons et l'anéantissement du sujet antagoniste détenu. C'est le rapport qui existe objectivement entre contre-révolution et répression de l'antagonisme prolétarien dans la métropole impérialiste. En définitive, c'est une configuration qui naît de la réalité du prolétariat dans la métropole, des contradictions qu'elle produit et donc, de comment changent politiquement ses structures répressives.

Si je rapporte, par rapport à la lutte pour le regroupement, une contribution au débat qui reflète la configuration donnée par la guérilla italienne aux luttes sur la prison et dans la métropole, cela est dû (en plus du fait que je suis italien et que c'est donc normal) à la vérification objective existante au niveau européen des propositions faites jusqu'ici, c'est-à-dire que l'existence objective des luttes des militants révolutionnaires dans les prisons et de la condition du prolétariat métropolitain détenu font que la lutte est bien la même. D'autre part, cette vérification doit être attribuée, plus qu'à la justesse des analyses de la guérilla italienne (que je ne rapporte pas ici puisque je ne rapporte que les configurations générales), au processus continu d'homogénéisation des contradictions de classe dans le territoire Europe, à cause duquel existent les mêmes réponses à l'antagonisme dans chaque métropole européenne, c'est-à-dire des réponses de répression de plus en plus organisée.

C'est alors dans ce cadre général (similarité entre les divers territoires européens) qu'il faut insérer la différence entre une configuration comme celle que je propose et celle au contraire proposée par les autres camarades. C'est une différence qui existe, mais qui peut très bien être synthétisée dans une optique unitaire rendue tout à fait possible, non seulement du fait que nous sommes des révolutionnaires, mais aussi et surtout parce que nous le sommes dans une même aire territoriale, l'Europe occidentale, où, au-delà des spécificités nationales, les contradictions et les conditions que vivent tant les camarades que les prolétaires sont de plus en plus similaires. Cela fait que si les différentes configurations à l'intérieur de la guérilla européenne sont indépassables jusqu'à un certain point, elles sont souvent conditionnées plus qu'il ne faudrait par les histoires territoriales spécifiques des divers mouvements révolutionnaires, et il est indéniable que face à la réalité de l'homogénéisation des territoires européens, un échange, un rapport entre configurations différentes, et donc le fait de mettre en avant une optique de pratique internationale strictement européenne, peut ouvrir de nouvelles possibilités de développement, non seulement au débat, mais aussi à la pratique organisationnelle.

C'est dans le cadre de tout cela que doit être considérée la différence qui peut naître aussi de la manière de configurer une lutte comme celle pour le regroupement. Ces préliminaires étaient nécessaires pour clarifier tout cela.

Il est maintenant nécessaire d'affronter les bases objectives qui font que dans chaque territoire européen un rapport entre révolutionnaires et prolétariat détenu est possible, un rapport absolument organique à la phase actuelle de transformation capitaliste des ordonnancements qui produisent et reproduisent le rapport d'exploitation, d'aliénation et de répression du prolétariat. Pour le moment, il m'intéresse de ne mettre en évidence que les bases objectives de ce rapport dans la métropole. Les manières concrètes par lesquelles celui-ci doit être mis en avant dans ce moment spécifique, ici en France, est une question qui doit être considérée à part, et qui

ne trouve des développements de clarification que dans le débat collectif et la lutte.

1) Le droit dans la métropole impérialiste

Dans tous les territoires européens, l'existence s'avère évidente d'un rapport objectif entre les luttes historiquement développées par les militants révolutionnaires dans les prisons et les tensions particulières et générales du prolétariat détenu, tout comme s'avère évidente la similarité entre contre-révolution et répression de l'antagonisme du prolétariat métropolitain, si l'on considère l'homogénéité qui est en train de se réaliser continuellement en Europe dans la forme et la fonction de la prison, dans les structures de police, dans les structures judiciaires, dans les structures psychiatriques-sanitaires et, plus généralement, dans le droit. Commençons justement par ce dernier.

Depuis toujours, la bourgeoisie a régleménté la réalité sociale qui naît du mode de production capitaliste à travers le droit (forme juridique et constitutionnelle de l'Etat, ordre judiciaire, la loi en général). Le droit est une tentative formelle de régleméntation des contradictions sociales qui existent de manière permanente dans le système capitaliste. C'est une tentative formelle en ce qu'il est relatif aux rapports de force existants entre les classes et au niveau de développement du capital. Le droit est la formalisation juridique du rapport d'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat. Il a des fonctions de mystification, de prévention et de répression. De mystification parce que la bourgeoisie recrée l'entière réalité sociale dans la sphère du droit selon ses intérêts et ses valeurs. De prévention parce que la bourgeoisie, à travers le droit, fixe *a priori* les règles des comportements sociaux en rapport aux paramètres de la valorisation capitaliste, paramètres qui sont clairement historiquement déterminés. De répression parce que le droit est la production de peines et de sanctions pour ceux qui se meuvent hors de la réalité imposée par la bourgeoisie comme le droit lui-même.

Dans les phases qui ont précédé la phase actuelle, ces caractères fondamentaux du droit ne sont apparus de manière évidente que dans les moments où le rapport de force entre les classes était favorable au prolétariat. Dans ces moments, on découvrait totalement la nature de classe du droit, sa fonction réelle de mystification-prévention-répression. Au contraire, dans les moments où la lutte prolétaire était faible, le développement capitaliste limité et, donc, le développement limité de ses contradictions uni à la capacité de l'idéologie bourgeoise à avoir encore un aspect crédible, permettait au droit de se présenter, d'une quelconque manière, comme une vérité objective, au-delà des parties sociales, une loi égale pour tous.

Dans la phase actuelle, dans ce que sont les territoires les plus avancés de l'impérialisme, c'est-à-dire les territoires métropolitains, la vraie nature du droit, ses fonctions réelles sont plus évidentes que jamais. Je veux dire qu'indépendamment des rapports de force entre les classes, c'est-à-dire de l'existence ou non d'une lutte et d'une conscience prolétarienne massifiée, c'est le niveau atteint par les contradictions économiques, sociales et politiques dans la métropole qui produit leur formalisation juridique qui se présente immédiatement comme une chape de plomb sur la réalité sociale, une chape de plomb avec laquelle la bourgeoisie impérialiste et multinationale presse et asphyxie les comportements, les tensions et les besoins prolétariens pour imposer sa vision de la réalité qui vise à l'accumulation maximale du capital et à sa plus grande valorisation.

Cette découverte du droit naît du fait que la réalité sociale est de plus en plus différente de la réalité voulue par la bourgeoisie à travers le droit.

Certains principes qui, historiquement, ont été à la base du droit ne trouvent plus de vérification dans la réalité sociale. Par exemple, le travail comme moyen de réalisation de l'homme et de satisfaction de tous ses besoins matériels qui est l'un des axiomes sur lesquels se base idéologiquement la structure de la loi (je veux dire indirectement, dans le sens que la vraie idéologie juridique est la défense de la propriété privée, qui se légitime cependant comme liberté de tous, à travers le travail, d'acquérir la propriété privée), démasque comme jamais dans la métropole sa tragique fausseté. Jamais le travail de l'homme n'a été aussi aliénant, jamais comme dans cette phase le capitalisme n'a été aussi peu en mesure (de plus structurellement) de donner du travail à tous.

Dans la métropole, le droit n'a plus aucune couverture idéologique réellement valide. Toutes les conneries sur l'objectivité de la loi sont des repositionnements statiques de la vieille idéologie juridique qui, comme tout le reste du dispositif idéologique bourgeois, est désormais irréversiblement en crise. Sa repositionnement n'est pas autre chose que la forme concrète sous laquelle se manifeste, dans la vie quotidienne, le processus de putréfaction de toute la structure idéologique bourgeoise.

Dans la métropole, l'illégalité, en recouvrant des dimensions de masse, ne peut plus être considérée comme le produit de singuliers sujets-individus, d'un sous-prolétariat qui, en tant que tel, est aussi marginalisé de la lutte entre les classes, ou même comme une simple somme d'individus qui ne respectent pas la loi. **L'illégalité doit être considérée comme l'une des formes concrètes que recouvre aujourd'hui l'antagonisme inconciliable qui existe objectivement entre bourgeoisie et prolétariat.**

Le niveau de développement du mode de production capitaliste a historiquement déterminé les formes concrètes recouvertes par l'antagonisme, c'est-à-dire les comportements spontanés antagonistes que le prolétariat produit objectivement, phase après phase, dans son rapport d'inconciliabilité avec la bourgeoisie.

Dans cette phase, le développement du mode de production capitaliste donne vie au rapport antagoniste entre prolétariat métropolitain et bourgeoisie impérialiste des capitaux multinationaux : c'est à partir de ce rapport d'antagonisme déterminé par le développement actuel du capital que se développe l'illégalité.

Face à l'antagonisme du prolétariat métropolitain qui s'exprime sous une forme illégale et qui naît du chômage, de l'aliénation du travail, de l'exploitation et de la marginalisation, la bourgeoisie, à travers son organe qu'est l'Etat, répond par la répression et l'anéantissement des sujets antagonistes. Pour la bourgeoisie, le problème n'est pas l'élimination définitive de l'antagonisme illégal. Elle sait fort bien que c'est son propre système qui produit ces formes antagonistes qui ne sont pas éliminables dans cette phase. Le problème devient alors de gérer l'antagonisme, de le gouverner, de le faire rester à sa forme spontanée et primitive, non consciente et individuelle. Le problème est d'empêcher par tous les moyens la prise de conscience politique de l'antagonisme illégal du prolétariat métropolitain, pour empêcher une prise de conscience plus générale au niveau de la métropole tout entière.

La répression et l'anéantissement se posent comme des choix objectifs, les seuls qui soient en mesure de garantir d'une quelconque manière la pacification de la métropole qui, en tant que telle, est une pacification forcée, armée,

anti-prolétarienne. Parce que pour le prolétariat, la pacification de la métropole signifie ségrégation, prison, négation violente de ses tensions à la libération. En réalité, la bourgeoisie, du fait de sa crise idéologique irréversible, n'a aucune identité réelle à proposer au prolétariat antagoniste de la métropole. Dans le même temps, elle n'a pas de marges de médiation économique qui lui permettent d'absorber efficacement cet antagonisme. Pour cela, répression et anéantissement sont des choix objectifs parce qu'ils sont appropriés à ce que le prolétariat ne se forme pas sa propre identité, autonome, collective et de lutte. A cette fin, dans la métropole impérialiste, de nombreuses structures et fonctions, intimement entremêlées jusqu'à former un système unique, une machine unique, sont fonctionnalisées au traitement du prolétariat antagoniste pour lui détruire toute possibilité de se construire des parcours de libération de la domination capitaliste.

2. Le système militaire-judiciaire-carcéral, dans la métropole, comme machine imparfaite

Dans ce système, l'histoire personnelle et subjective de chaque prolétaire se trouve broyée, anéantie et formalisée. Elle se trouve extraite de sa réalité vivante et cataloguée, comptabilisée et fichée dans la réalité artificielle et mystificatrice des codes, des règles et des mensonges de la bourgeoisie impérialiste.

La première étape de ce système est la structure militaire de la métropole (police, gendarmerie, corps spéciaux, etc.) qui a pour fonction de passer au crible, de contrôler et d'espionner le territoire pour capturer, réprimer, terroriser et éventuellement tuer tous les prolétaires qui transgressent l'ordre impérialiste. La structure judiciaire est la seconde étape de ce système et a pour fonction de formaliser la répression et l'anéantissement en réduisant l'histoire vivante de chaque prolétaire à une histoire criminelle, de folie, à une histoire erronée à corriger et à pénaliser. La structure carcérale est la dernière étape de ce système et se présente comme un véritable instrument pour contenir tout le prolétariat qui exprime son antagonisme à travers des actions et des comportements illégaux. Dans la structure carcérale, la pratique d'anéantissement et de répression commencée par la police et la magistrature se réalise de manière achevée.

Tout cela, ou mieux, ce système, peut être considéré comme une machine parce que chacune de ses parties développe un aspect de la même fonction. Face au prolétaire individuel, les différentes parties de cette machine se présentent comme des parties indépendantes les unes des autres et comme n'étant pas responsables de l'ensemble de la répression qui est pratiquée sur lui. Parfois, l'existence de contradictions entre les différentes parties de la machine fomentent la mystification, mais, en effet, il ne s'agit jamais de véritables contradictions puisque, dans chaque cas, elles sont recomposées dans l'organicité existante dans le rapport entre police, magistrature et prison.

Mais, cette machine doit être caractérisée d'imparfaite parce que sa force ne réside pas à l'intérieur de ses mécanismes, mais à l'extérieur d'elle et, plus précisément, dans la matière qu'elle-même traite, c'est-à-dire le prolétariat antagoniste. C'est sa désagrégation, sa basse conscience politique de lui-même, sa non-unité qui constitue le point de force du système militaire-judiciaire-carcéral dans la métropole. Au contraire, des parcours d'organisation collective, de croissance de la conscience politique et du développement de l'unité du prolétariat métropolitain antagoniste désarticulent

l'individualisation, la répression et la ségrégation, c'est-à-dire la fonction-base de ce système de mort.

3. Sur la prison en particulier

J'ai défini la prison comme un *instrument pour contenir*, mais, dans la métropole, ce qui donne une fonction à la prison n'est pas qu'elle est un instrument pour contenir dans l'abstrait, mais qu'elle est un instrument pour contenir quelque chose de précis. En définitive, c'est le rapport entre la prison et la métropole qui définit ses fonctions par rapport à l'extérieur et l'organisation en son sein : c'est cela qui, dans la société bourgeoise, change les différentes fonctions que, phase après phase, la prison recouvre. Mais on peut dire que la prison a toujours eu la même fonction dans la société, et que cette fonction ne s'est transformée que dans les moments de révolte politique de la classe, dans les moments où la prison, tout en restant un instrument pour contenir est devenue prison politique, c'est-à-dire instrument pour contenir des sujets politiques, et donc organisé d'une certaine manière en son sein et avec des fonctions précises par rapport à l'extérieur (de dissuasion, de terreur, etc.). La différence avec cette phase est que, dans la métropole, indépendamment de la présence ou non de mouvements politiques de la classe organisés sur une vaste échelle, la prison développe également une fonction que l'on peut définir politique à tous les effets.

De tout ce qui a déjà été dit avant, cette fonction politique de la prison dans la métropole se déduit automatiquement, mais je chercherai à être plus clair en abordant le problème en particulier.

En deux cents ans d'histoire bourgeoise, la prison a toujours été un instrument pour contenir tous les sujets qui ne respectent pas la loi et qui, à l'intérieur de cet instrument, doivent rester dans les conditions les plus inhumaines, jusqu'à ce que leur vitalité soit morte et, qu'à ce point, ils puissent retourner dans la société parce qu'ils sont désormais inoffensifs parce qu'éteints. La prison n'a jamais été un lieu de réinsertion sociale ou, mieux, il l'a été dans la conception bourgeoise qui veut qu'être réinséré dans la société signifie devenir esclave et machine à produire.

Cette fonction historique de la prison se reproduit aujourd'hui dans la métropole où, cependant, comme on l'a déjà vu, le non-respect de la loi s'entremêle avec l'antagonisme plus général existant aujourd'hui entre les classes. La prison dans la métropole est l'instrument pour contenir une partie de l'antagonisme (précisément celle qui se développe sous la forme de l'illégalité) qui existe au niveau de toute la société entre la bourgeoisie et le prolétariat.

En ce sens, le prolétariat détenu est partie intégrante de la classe prolétaire dans la métropole, entendue comme classe qui peut s'unir, prendre conscience et se donner des parcours révolutionnaires. Je souligne le « *qui peut* » pour mettre en évidence que la forme de l'illégalité et la condition même de répression de l'antagonisme prolétarien dans les métropoles ne sont pas du tout des conditions qui garantissent en soi une conscience, une pratique et des contenus révolutionnaires. Le passage de l'antagonisme comme fin en soi à l'antagonisme conscient et raisonné, et donc politico-révolutionnaire, est un problème de construction de possibilités révolutionnaires dans les métropoles de l'impérialisme.

En ce sens, la prison acquiert aujourd'hui une fonction politique. Le fait qu'elle soit un instrument pour contenir n'est pas en mesure d'extraire de la société les sujets qui troublent l'ordre public (concept mystificateur dont les fonctionnaires de la bourgeoisie se remplissent la bouche), mais est en mesure d'interdire



Sur les toits, à Nice, en janvier 1983.

la politisation d'un antagonisme qui est désormais devenu structurel, et qui ne peut être compatible avec les exigences du cycle de valorisation du capital multinational que s'il est continuellement individualisé et réprimé. Pour rendre le prolétariat antagoniste apolitique, inoffensif et compatible, la prison tue sa personnalité, sa capacité à communiquer et à penser, sa conscience de soi-même et de la réalité qui l'entoure.

On peut donc affirmer que la prison est l'un des instruments de gouvernement et de gestion de la métropole impérialiste.

Elle garantit sa fonction de gouvernement et de gestion par la terreur et la dissuasion qu'elle exerce sur l'ensemble du prolétariat et par la destruction qu'elle pratique en son sein sur le prolétariat détenu. En effet, chaque prison européenne est un lieu d'application de la science du traitement des sujets antagonistes. Une logique qui se base sur l'isolement continu du sujet, sur son individualisation et sur sa dépersonnalisation. Ces objectifs sont atteints par la politique de la différenciation. C'est là une politique qui conforme toute la gestion de la prison dans les métropoles : de la construction de modèles différents de détention à la division d'une même prison en différentes conditions de détention. Le rêve de la bourgeoisie impérialiste, à travers ses stratégies de la différenciation, serait la construction d'une prison différente pour chaque prolétaire rebelle.

Avec la différenciation, la mystification sur la prison s'accroît aussi, puisqu'une grande publicité est faite aux modèles pénitentiaires les plus ouverts afin de couvrir d'autres niveaux de détention délibérément inhumains. Dans chaque pays européen, c'est cette politique qui guide la gestion de la prison par la bourgeoisie impérialiste. La différenciation peut être plus ou moins avancée, plus ou moins scientifique, mais dans chaque cas, c'est là le contenu de fond. Cela est immédiatement visible dans la prison française où les maisons d'arrêt sont l'individualisation et la destruction pour tous portée à son niveau le plus élevé, tandis que les centrales reflètent chacune des projets de détention différents, auxquels les prolétaires sont assignés selon la manière dont ils ont été ca-

talogués. On peut dire que le traitement que le prolétariat détenu subit à la maison d'arrêt est le premier niveau de l'anéantissement, et la réaction que manifeste chaque prolétaire à cette pratique sert comme information pour le cataloguer pour sa future place en centrale. Dans les maisons d'arrêt, la socialité et la communication sont complètement niées. Dans les centrales, elles sont en partie concédées à un prolétariat qui, après des années d'isolement, est toujours menacé, en cas de comportement non conforme aux règles, de retourner dans les maisons d'arrêt. En ce sens, les conditions plus dures des maisons d'arrêt servent de dissuasion pour ceux qui sont en centrale, et la centrale sert comme espoir d'une condition meilleure pour ceux qui sont dans les maisons d'arrêt.

Les différences entre les deux sont donc une arme de pacification, dans un sens ou dans l'autre. De plus, à l'intérieur de l'ensemble du système pénitentiaire français, d'une part le mécanisme des grâces sert comme instrument d'individualisation du rapport entre détenu et administration en répandant l'infamie et la servilité, de l'autre le mitard est l'instrument avec lequel on terrorise chaque prolétaire détenu, c'est la peine dans la peine, la dissuasion dans une structure qui est déjà une structure de dissuasion.

C'est sur tous ces mécanismes d'isolement, d'anéantissement, d'individualisation et de dissuasion que se concrétise la politique de la différenciation qui est la stratégie qui guide, non seulement la gestion toute entière de la prison, mais aussi la construction de nouvelles prisons, l'élaboration de nouveaux modèles de détention, jusqu'au territoire sur lequel construire les prisons.

En France, comme dans tout autre territoire européen, toute la prison fonctionne comme une structure de dissuasion à l'égard du prolétariat antagoniste de la métropole. En plus de ce qui a déjà été dit, cela est particulièrement évident dans la gestion des maisons d'arrêt qui, bien qu'elles soient destinées aux prévenus, sont les prisons les plus dures, justement parce qu'elles doivent servir de dissuasion par rapport à l'extérieur. La population des maisons d'arrêt est massivement composée du prolétariat le plus démuné, le plus antagoniste, qui consume son existence entre la marginalisation métropolitaine et la prison.

A la lumière de toutes ces considérations, la lutte pour le regroupement qui sous-tend à l'appropriation d'espaces de socialité et de communication, de manière encore plus évidente, est en mesure de véhiculer des contenus politiques à l'intérieur du prolétariat détenu, contenus que ce prolétariat est en mesure de comprendre parce que lui aussi, comme les révolutionnaires, vit dans sa chair une politique d'anéantissement de sa personnalité et de sa subjectivité. Mais, la nécessité apparaît encore plus évidente de se libérer du mot d'ordre « *statut pour les prisonniers politiques* » afin de ne pas avaliser la politique de la différenciation, pour ne pas donner à la bourgeoisie la possibilité de mystifier et camoufler derrière une formalité juridique quel est le statut, la réalité de l'isolement du prolétariat antagoniste.

Dans la métropole impérialiste, celui qui se rebelle contre la loi du capital multinational est attaqué par l'Etat qui cherche à le détruire. Que la rébellion soit individuelle, spontanée ou bien collective, politique et révolutionnaire, pour le pouvoir le problème est seulement d'appliquer le niveau d'anéantissement adapté à l'irréductibilité, à la maturité exprimée par le sujet antagoniste ou par le militant révolutionnaire.

Pour cette raison, toute lutte que les militants révolutionnaires développent dans la prison impérialiste doit réussir à

exprimer des contenus qui soient ceux de tout le prolétariat détenu et qui contribuent, même partiellement, au développement de sa conscience de lutte et de libération. Au contraire, une lutte fondée sur le discours du statut nierait cette possibilité.

Quelques éclaircissements finaux

a. Les contenus de socialité et de communication sont des *contenus généraux* qui peuvent être pratiqués et propagés par la lutte pour les *objectifs spécifiques* tels que le regroupement. Tout discours qui rend ces contenus absolus dénature les contenus eux-mêmes. Je veux dire que ceux-ci ne peuvent être gérés que dans la spécifique réalité carcérale et, de plus, dans les réalités carcérales, comme la réalité carcérale française, où même les plus petits niveaux de socialité et de communication sont niés.

En Italie, par exemple, la socialité est un contenu qui a beaucoup été mis en avant dans les luttes du corps prisonnier et qu'à la fin, l'Etat a institutionnalisé en concédant les heures de socialité (des heures qui sont en plus du temps normal de promenade), entre autre seulement dans certaines prisons. Il n'y a donc pas, en effet, une garantie réelle de la socialité, mais c'est le pouvoir qui a besoin de mystifier et de dénaturer les contenus des luttes afin de pouvoir gérer l'affrontement.

Ici, en France, au contraire, la socialité et la communication se présentent comme des contenus qui ont une valeur de rupture, qui leur confère une valeur politique difficilement médiable et institutionnalisable par l'Etat en ce moment, puisqu'il s'agirait, en tout cas, d'une rupture avec une situation de détention fortement individualisée et d'isolement. En France, jusqu'au mot d'ordre « *humaniser les prisons* » a eu une valeur politique au moment où la condition bestiale de détention a fait exploser des moments spontanés de lutte. Le pouvoir a été contraint de se plier à ces luttes qui, même si elles étaient partielles, risquent de rendre la prison ingouvernable, et il s'est donc approprié du contenu même de la lutte pour concéder certaines choses absolument normales (radios, journaux, etc.) qu'il utilise pour prétexter une humanisation de la prison. Mais, en effet, tous les prolétaires savent que la prison ne sera jamais réellement humaine, parce qu'elle est un lieu de ségrégation. De même que socialité et communication en prison seront toujours socialité et communication forcées.

Il faut alors comprendre que dans la prison de la métropole, il est important de lutter pour tout ce qui se trouve refusé, même si, matériellement, ce que l'on conquiert est souvent la mauvaise copie ou la fausse copie de ce pour quoi l'on a lutté, entre autre en payant toujours des prix très élevés en termes de tabassages et d'élimination physique des détenus. La lutte est importante parce que, dans tous les cas, elle contraint le pouvoir à faire des concessions qui, pour le prolétariat détenu, sont toujours indispensables pour mieux résister à l'anéantissement. Elle a une importance fondamentale parce qu'elle fait découvrir aux prolétaires eux-mêmes qui luttent, la possibilité de construire des expériences minimales d'organisation, mais surtout parce qu'elle révèle la réalité que dans chaque prison, il est possible de changer les rapports de force, pour s'approprier des espaces où il soit possible de vivre, si chaque prolétaire ne se rapporte plus en termes individuels à la vie prisonnière. Plus que par les mots, c'est dans la lutte que le prolétariat développe sa conscience politique et la force nécessaire à sa libération.

Toutefois, la lutte s'avère être un processus contradictoire parce que, d'une part, elle développe la conscience et l'organisation prolétariennes et,

d'autre part, elle est utilisée par le pouvoir pour dénaturer ses contenus et mettre en œuvre de nouveaux niveaux de pacification et de différenciation carcérale. Pour ce motif, l'unique contenu réellement stratégique, tant pour les prolétaires que pour les révolutionnaires, est la destruction totale de la prison. C'est sur ce contenu que doit se former la conscience du prolétariat pour être réellement une conscience de libération. Et là-dessus, il faut être clairs, parce qu'il est évident que la destruction de la prison passe par la destruction de la métropole capitaliste qui produit et maintient cette prison.

Mais métropole et prison ne sont pas deux moments séparés, dans deux espaces-temps différents. C'est pour quoi le développement de la conscience politique du prolétariat détenu ne passe pas qu'à travers le discours strictement carcéral, mais implique tout le prolétariat métropolitain, parce qu'il s'agit d'un projet de libération global. Il est donc nécessaire, dans chaque situation de classe dans la métropole, de créer la possibilité d'un développement de la conscience politique du prolétariat, c'est-à-dire la possibilité d'organisation, de communication des contenus révolutionnaires, de construction d'une identité de classe qui est de plus en plus anéantie dans les métropoles par la désagrégation, par l'aliénation et l'exploitation.

Ce n'est qu'en mettant en avant tous les fronts de l'attaque que la bourgeoisie met en œuvre dans la métropole contre les prolétaires qu'il est possible de véhiculer une identité de classe révolutionnaire dans les territoires avancés de l'impérialisme. Et cela est justement confirmé par la prison, en ce sens que le changement des rapports de force dans la prison ne peut jamais être un problème qui soit résoluble seulement dans la prison elle-même, mais est évidemment un problème qui est lié au problème plus général des rapports de force entre les classes dans la société. C'est pour cela que les luttes des révolutionnaires se relient à un parcours de destruction de la domination du capital multinational impérialiste et qu'elles véhiculent une identité révolutionnaire, de libération et de lutte pour la construction de parcours politico-militaires de dépassement du mode de production capitaliste.

Mais, d'autre part, aujourd'hui, dans les territoires européens, qu'est-ce qui attend le prolétariat s'il ne réussit pas à retrouver sa mémoire de classe, son identité historique, s'il ne réussit pas à se construire dans des instances de lutte, d'agréations collectives, de construction d'organisation ? La réponse est dans les ghettos et les prisons de la métropole impérialiste, dans la condition de surexploitation des catégories basses et non-garanties du travail ouvrier, qu'il soit d'usine ou non, dans le chômage, dans les licenciements continus, dans la restructuration et dans la tendance à la guerre impérialiste.

b. En pratique, ici, en France, il n'existe pas de rapport entre les camarades révolutionnaires et le prolétariat détenu français. Pour cela, une manière réaliste de faire vivre le lien qui existe entre la lutte pour le regroupement et la situation plus générale du prolétariat détenu consiste à chercher à communiquer dans la structure carcérale dans les contenus généraux de la lutte (*socialité et communication*). C'est évidemment là une tâche qui incombe aux camarades qui sont dehors et qui assument un niveau de solidarité et de soutien à l'égard des communistes emprisonnés. A partir du moment où les camarades luttent dans les prisons, la solidarité peut devenir politiquement active.

Dans le cas de la lutte pour le regroupement, il s'agit simplement de s'employer à indiquer des structures qui travaillent déjà sur la prison dans la diffusion des contenus de la lutte et de ses lignes directrices, du débat et des ré-



L'assaut contre la prison Charles III de Nancy, après la révolte de fin 1971.

flexions qu'elle suscite. Quand je parle de structures, je fais référence aux journaux et aux radios qui s'occupent du problème de la prison et qui sont donc, même partiellement, connus du prolétariat prisonnier et qui ont un minimum de rapport avec lui. Ces structures sont des canaux de communication entre l'intérieur et l'extérieur (peut-être les seuls) et doivent être utilisés comme canal de communication des luttes collectives qui se déroulent dans le territoire prison. Autrement, inconsciemment, ces structures deviennent elles-mêmes un instrument de pacification de la prison.

Sûrement, la communication, tout comme la compréhension des contenus de la lutte pour le regroupement, sera minime et très partielle, mais cela ne doit pas empêcher d'être le plus clair possible sur la lutte et de toujours chercher à diffuser les contenus et les débats du mouvement révolutionnaire. Chaque lutte est un petit pas, une étape particulière dans le long et contradictoire processus d'unité et de prise de conscience du prolétariat métropolitain, et aussi, par conséquent, de sa partie emprisonnée.

c. La lutte pour le regroupement n'implique que peu de sujets, c'est-à-dire nous qui, à partir de notre identité révolutionnaire et de notre rapport collectif, cherchons à renverser le rapport de force et d'anéantissement que la contre-révolution cherche à nous imposer. Pour cela, les objectifs s'avèrent spécifiques parce que, pour le moment, il n'est pas possible de mettre en avant des objectifs élargissables à tout le prolétariat détenu, parce qu'il n'y a pas un rapport de force favorable, ni les bases matérielles pour la construction de ce dernier. (J'ai déjà au contraire expliqué comment la lutte est élargissable au niveau des contenus, comme communication de ceux-ci, si elle est établie sur des contenus compréhensibles au prolétariat détenu en ce moment, et j'ai retenu comme possibles les contenus de socialité et de communication.)

Il faut être clairs sur ce discours des objectifs spécifiques. En effet, le regroupement est une demande d'espace de communication et de socialité, je veux dire que le regroupement contient implicitement en lui les contenus de socialité et de communication. Par conséquent, à ce point, la division peut sembler contradictoire que je fais entre les

contenus généraux, élargissables comme communication au prolétariat détenu, et les objectifs spécifiques, élargissables aux seuls militants révolutionnaires présents dans les prisons françaises, mais c'est aussi une distinction matérielle. En réalité, ce n'est qu'une contradiction apparente puisque l'organicité dans le rapport entre contenus et objectifs spécifiques (*matériels*) s'avère évidente si l'on considère l'ensemble de la situation à l'intérieur de laquelle se développe la lutte, à savoir : le développement contradictoire et limité du mouvement révolutionnaire sur le territoire français, la vigueur avec laquelle la contre-révolution est en train de chercher à nous détruire et, en général, le niveau d'attaque potentiel qu'elle est en mesure de lancer contre nous, la désagrégation politique du prolétariat détenu français et l'absence qui en découle d'une quelconque lutte collective menée par lui et, en définitive, les rapports de force existants entre bourgeoisie et prolétariat sur lesquels se forment les rapports de force entre révolution et contre-révolution. C'est à partir de la constatation du considérable désavantage qui existe en France pour le prolétariat et pour les révolutionnaires face au capital que je propose une configuration de la lutte où la division entre contenus et objectifs est de rigueur, mais cela ne doit pas empêcher, dans le même temps, qu'ils aient un rapport organique à pratiquer matériellement.

Et c'est pour tout cela que, d'une part, socialité et communication se présentent comme des objectifs spécifiques sous la forme du regroupement des militants révolutionnaires, parce que le regroupement est une conquête qui ne peut être obtenue qu'en se basant sur sa propre irréductibilité collective et est, entre autre, une condition qu'il est important de se garantir pour réussir à désarticuler certaines tendances de la contre-révolution ou, en tout cas, à équilibrer un rapport de force qui nous est défavorable, d'autre part socialité et communication se présentent comme des contenus généraux sous la forme de contenus à communiquer au prolétariat détenu et métropolitain en général, parce que la similarité objective entre la condition du prolétariat détenu et la condition du militant révolutionnaire détenu permet d'éviter un affrontement fermé entre nous et l'Etat, qui est ce que cherche la contre-révolution, et de ramener l'attaque contre nous dans l'attaque plus générale

que la bourgeoisie mène contre les besoins, les luttes et l'identité du prolétariat métropolitain.

En définitive, la configuration de la lutte en termes de regroupement, comme objectif spécifique qui vise à la socialité et à la communication comme contenus généraux, part non seulement de la constatation de l'ensemble des rapports entre bourgeoisie, prolétariat et mouvement révolutionnaire, mais cherche aussi à commencer à faire de petits pas dans la direction d'un changement de ces rapports. Le discours du statut, au contraire, se situe dans une vision statique des rapports de force, et ce n'est pas par hasard que le statut est fondamentalement une demande de formalisation juridique et statique de sa propre condition.

d. Il est évident que dans ce texte de nombreuses analyses ne sont qu'effleurées et que tout le discours serait indéniablement plus clair à la lumière de larges définitions telles que la métropole, le prolétariat métropolitain, l'actuel niveau de développement de l'impérialisme, la situation du capital en Europe et la situation du mouvement révolutionnaire, toujours en Europe, les particularités de la situation française, etc. Mais il est clair que ces catégories doivent être définies par un débat collectif, non seulement au niveau français, mais aussi européen, et il est aussi clair que ce n'est que dans ce débat collectif que peuvent s'insérer les propositions de débat des camarades détenus, propositions qui doivent être évaluées et jugées par les camarades extérieurs qui ont sûrement plus de possibilité d'une vision globale que ne peuvent en avoir les sujets incarcérés qui, en tant que tels, sont toujours partiels. (Même le regroupement est un espace de débat collectif qui atténue, mais n'élimine pas, cette partialité qui reste objective.)

En ce sens, je veux préciser que toute déduction mécanique des éléments d'analyse que j'expose est une dégénération de ce que j'ai réellement l'intention de dire. Je fournis seulement quelques exemples qui ne sont toutefois pas hasardeux, vue la confusion qui s'est souvent produite en Italie sur ces points : le fait de considérer à part le prolétariat détenu ou, plus généralement, illégal, ne fait allusion à aucune configuration qui attribuerait une centralité à ce prolétariat qui est une partie du plus général prolétariat métropolitain. De même, l'illégalité est l'une des formes concrètes que recouvre l'antagonisme du prolétariat dans les territoires métropolitains, elle n'en est ni la forme unique, ni la forme centrale ou même carrément la plus révolutionnaire, parce qu'elle est, apparemment, la plus en rupture.

Enfin, le fait que j'ai beaucoup parlé de prison ne signifie pas que celle-ci soit le terrain central dans la métropole, tout comme cela ne signifie pas que les camarades détenus ne doivent travailler que sur la prison et en devenir les spécialistes. Evidemment, dans la métropole, tout front possible de lutte prolétarienne doit être ouvert, et les militants révolutionnaires doivent réussir à être politiquement à l'intérieur de tous ces fronts, même s'ils ne le sont pas physiquement.

J'ai délibérément mis beaucoup de viande sur le feu parce que je suis convaincu que toute lutte, même celle minime du regroupement, dans cette phase, doit se remplir du plus de contenus possible et doit stimuler le débat sur le plus grand nombre de questions. C'est là une condition de croissance et de maturation, non seulement pour les militants, mais aussi pour tous ces camarades et ces prolétaires qui, dans la métropole, cherchent à briser le cercle mortel de l'exploitation et de l'aliénation qui favorise le pouvoir et le profit capitalistes et étouffe la liberté. □

■ La lutte des prisonniers révolutionnaires

Une grève de la faim des révolutionnaires détenus pour leur regroupement

■ Déclaration d'Heyliette Besse

Heyliette Besse, Claude Halfen, Nicolas Halfen, Régis Schleicher, membres d'Action Directe et Vincenzo Spano ont entamé le 15 septembre une grève de la faim pour obtenir leur regroupement.

Le jour même du début de cette grève, 100 prisonnières de Fleury-Mérogis marquaient leur solidarité par leur refus du plateau.

Les cinq prisonniers veulent obtenir par cette grève, le regroupement condition essentielle du maintien de leur identité et situe leur action tant dans le cadre de la lutte des prisonniers politiques en Europe contre l'isolement par lequel l'Etat veut les briser que dans le cadre de la lutte générale des prisonniers, qui s'est encore manifesté dernièrement par la journée de grève de la faim des prisonniers de Loos en souvenir des mutineries de 1974 ou le refus des prisonnières de Fleury de regagner leurs cellules pour lutter contre les conditions de détention. □

sont étapes et fragments d'une lutte globale commune je me refuserai donc à personnaliser et individualiser ma défense, je demande la collectivisation de tous les délits imputés à mes camarades et à moi-même — notre combat et notre responsabilité sont collectifs non individuels.

Nous sommes et resterons solidaires dans la lutte, nous refusons de laisser criminaliser et parcelliser notre action et nos buts. □

Heyliette Besse,
combattante révolutionnaire
anarchiste-communiste
d'Action directe

P.S. : Je vous précise que je n'accepterai, durant cette grève de la faim, ni contrôles, ni soins médicaux.

■ Déclaration de Régis Schleicher

Mes camarades et moi avons entamé le 15 septembre une grève de la faim. Nous adhérons tous aux revendications d'Heyliette Besse.

Notre grève se place dans le cadre global de la reprise de l'offensive du prolétariat pour l'organisation de sa libération. L'axe principal de nos revendications est notre lutte pour le regroupement.

Déjà, parce que celui-ci est pour nous la possibilité de nous situer à l'intérieur comme nous avons choisi de l'être à l'extérieur, c'est-à-dire dans un projet collectif. Le regroupement est aussi et surtout une lutte contre le projet du capital d'individualisation forcée de notre identité. C'est l'une des fonctions de la prison d'être le terrain d'ex-

périmentation et de réalisation du projet impérialiste dans les métropoles.

Cette grève se situe dans une reprise de l'offensive contre un Etat au service des multinationales qui détruit tous ceux qui ne se soumettent pas à son ordre de mort, tous ceux qui se rebellent contre son ordre économique basé sur l'exploitation de l'homme, la programmation de la misère, la restructuration industrielle. Son projet est, en Europe de l'Ouest, de faire disparaître l'homogénéité de classe par la parcellisation des luttes menées par le prolétariat, par l'éparpillement des unités productives, par la sélection de ceux qui ont accès au travail salarié — comme si celui-ci était la gratification suprême — ; c'est-à-dire désagréger les foyers de luttes par la restructuration industrielle conçue comme une guerre de classe menée par le capital contre la classe ouvrière.

Cette grève se veut un moment de cette offensive qui va de la résistance la plus élémentaire en taut, à l'usine, dans les quartiers, à l'attaque armée d'organisations communistes contre la machine de guerre impérialiste telle que la campagne menée à bien cet été par Action Directe.

Parce qu'en France, le projet de guerre impérialiste/guerre de classe à l'initiative du capital se concrétise dans le renforcement de la politique atlantiste : revitalisation ou participation aux structures atlantistes comme l'Institut Atlantique ou l'U.E.O., la participation accrue aux techniques de guerre comme la construction de satellites (E.S.A.). Ces objectifs ont été attaqués en tant qu'outils internationaux de domination/destruction.

Cette grève se veut un moment d'unification entre la résistance de base et l'offensive organisée entre le front de l'intérieur des prisons et le front de l'extérieur. Elle est partie prenante de la construction de l'organisation internationale de la classe.

Que nous soyons dedans ou dehors notre projet est continué pour le communisme. □

Solidarité avec les prisonniers basques en lutte contre les décisions judiciaires d'extradition et de déportation.

Solidarité avec tous les prisonniers d'Europe de l'Ouest en lutte pour leur regroupement et/ou la disparition des sections spéciales qu'elles s'appellent Q.H.S., Bracetti de la morte, Todestrakte, déportation intérieure pour les espagnols et basques

Solidarité avec les prisonniers turcs
Solidarité avec les prisonniers marocains.

Régis Schleicher
Action directe

Soutien à la grève de la faim des révolutionnaires basques



L'Europe devient de plus en plus un territoire homogène au sein de la stratégie impérialiste.

Toute décision contre les révolutionnaires emprisonnés est le fruit d'une concertation pour les briser. Face à cette stratégie, les militants développent la lutte. Aujourd'hui, 8 militants basques sont en grève de la faim depuis plus d'un mois.

Soutenons leur lutte.

A date du quinze septembre j'entame une grève de la faim illimitée afin de faire entendre ma voix.

— pour que nous soit reconnue notre identité politique

— pour la suppression du régime de l'isolement total ou partiel et des groupes style D11R ou groupe B à la MAF de Fleury-Mérogis qui ne sont que des divisions d'isolement déguisées.

— pour que nous ayons tous droits aux visites familles, amis — ceci bien entendu en parlant libre

— pour le regroupement de tous les prisonniers révolutionnaires sans différenciation de sexe ou d'organisation et des prisonniers et prisonnières dits « sociaux » qui le réclameraient — ceci toutefois sans que ce regroupement implique l'isolement des autres détenus

— pour le droit de réunion des prisonniers et prisonnières politiques militants d'une même organisation — et la possibilité de préparer en commun un procès qui ne saurait être que politique.

— pour protester avec mes camarades basques contre les décisions judiciaires d'extradition et de déportation.

En ce qui concerne les combattants d'Action Directe — nous sommes tous concernés au même titre par les inculpations de chacun d'entre nous que l'inculpation soit fondée ou non — nos actes